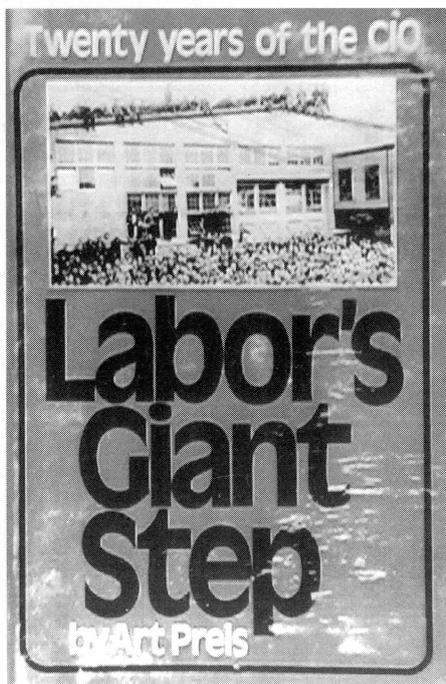


cahiers

LEON TROTSKY



SUR LE MOUVEMENT OUVRIER AUX ETATS-UNIS

Tom Kerry Préhistoire du CIO

Paul LeBlanc Avant-gardes des années trente

Frank Lovell Le trotskysme américain et la 2e guerre mondiale

63

août 1998

Revue trimestrielle Institut Léon Trotsky

CAHIERS LÉON TROTSKY

Revue éditée par l'Institut Léon Trotsky

L'Institut Léon Trotsky a pour but de promouvoir l'oeuvre de Léon Trotsky sous ses divers aspects [...], préparer la publication en langue française des *OEuvres* de Léon Trotsky [...] éditer les *Cahiers Léon Trotsky* destinés à établir un lien entre toutes les personnes intéressées par les travaux de l'Institut [...] et à permettre la publication de textes et documents concernant l'auteur et le mouvement ouvrier mis au jour au cours de recherches, regrouper ou recenser toute information, documentation ou archives concernant Trotsky et son OEuvre. (Extraits des statuts de l'Institut, association selon la loi de 1901).

BUREAU DE L'INSTITUT LÉON TROTSKY

Pierre Broué, président et directeur scientifique, Gilles Vergnon, secrétaire,
Rédaction des *Cahiers* : Pierre Broué, BP 276, 38407 Saint Martin d'Hères Cedex

Administration des *Cahiers* :

Luc Aujame, 477 chemin du Puits, 69210 Fleurieux sur l'Arbresle

ABONNEMENT

Abonnement de soutien : 300 F, 350 F et plus

Etudiants :

demi tarif pour les moins de 25 ans, sur présentation de la carte d'étudiant

• France : 4 Nos (1an) 150 F

Particuliers :

• France : 4 Nos (1an) 300 F

• France : 8 Nos (2ans) 600 F

• Etranger : 4 Nos (1an) 350 FF

• Etranger : 8 Nos (2ans) 700 FF

Institutions :

• France : 4 Nos (1an) 400 F

• France : 8 Nos (2 ans) 800 F

• Etranger : 4 Nos (1an) 450 FF

• Etranger : 8 Nos (2 ans) 900 FF

Tous les anciens numéros des *Cahiers* sont actuellement disponibles au prix unitaire de **50 frs pour les abonnés** (prix public de 80 frs) + frais de port.

Petite collection du N° 1 à 20 : 600 frs (+ 45 frs de frais de port)

Grande collection du N° 1 au 39 : 1 500 frs (+ 80 frs de frais de port)

Pour l'étranger les prix indiqués ne sont valables que pour des paiements en francs français sur une banque française (ou correspondante) ou par mandat postal international,

sinon les frais bancaires s'élèvent à 100 frs.

Ainsi tout paiement en monnaie étrangère doit être majoré de 50 frs (frais de change) et tout paiement sur une banque étrangère de 50 frs (commission pour la banque)

Règlement à l'administration des *Cahiers Léon Trotsky*

par chèque bancaire ou postal libellé à l'ordre de ILT

à adresser à Luc Aujame - 477 chemin du Puits, 69210 Fleurieux sur l'Arbresle, France

N° ISSN 0181 - 0790

Commission paritaire 61601

Directeur de la publication : Pierre Broué

cahiers

LEON TROTSKY

n° 63

Août 1998

SUR LE MOUVEMENT OUVRIER AUX ETATS-UNIS

Présentation 3

ARTICLES ET ETUDES

Tom Kerry — Préhistoire du CIO 5

Paul LeBlanc — Avant-gardes révolutionnaires aux Etats-Unis
dans les années 30 27

Frank Lovell — Le cataclysme : la Deuxième Guerre mondiale et
l'histoire du trotskysme américain 37

DOCUMENTS

Felix Morrow — De la Guerre à la Révolution (1943) 71

Daniel Logan — Le mot d'ordre de République en Italie et sa
discussion dans le SWP (1945) 99

Felix Morrow — Lettre au Secrétariat européen (1945) 115

LES DÉPARTS

— Marcel Baufrière	125
— Michel Braudo	126
— Nathan Gould	127
— Franck Lovell	127
— Pilar Santiago	128

Photo de couverture : Couverture du livre de Art Preis , " Labor's Giant Step"
(1972)

Présentation

Pierre Broué

Un dossier actuel

Nous consacrons une partie de notre numéro au mouvement trotskyste aux Etats-Unis en deux volets. Le premier comprend des articles d'anciens dirigeants du SWP, comme Tom Kerry, Frank Lovell et un du chercheur et militant Paul LeBlanc. A eux trois, ils couvrent presque toute l'histoire du mouvement communiste américain puis de ce mouvement trotskyste qui aspirait à sa succession. Les deux premiers sont l'œuvre de militants ouvriers soucieux de la véracité historique mais qui ne peuvent pas ne pas tenter de justifier leur propre activité et celle de leurs prédécesseurs. L'intérêt ici est double : il est dans le récit qu'ils font et les explications qu'ils donnent, dans ce aussi que révèlent d'eux-mêmes ces militants honnêtes et combatifs. Paul LeBlanc, militant, est aussi un chercheur qui remet en question et donc un historien très intéressant.

Le second volet comporte trois textes de deux hommes qui ont incarné l'opposition interne du SWP pendant la guerre, Felix Morrow et Daniel Logan, pseudonyme de l'ancien secrétaire de Trotsky et secrétaire de la IVe Internationale à New York pendant la Deuxième Guerre Mondiale, Jean van Heijenoort. J'ai connu ces deux hommes, très bien le second, un peu le premier, et il m'a toujours semblé que l'historiographie faites par des gens du SWP comme par des anciens SWP les maltraitait très injustement et dissimulait ce qui est à mon avis le fait capital : la plupart de leurs critiques sur la politique européenne du SWP étaient parfaitement fondées et la politique de ce dernier, sectaire et ultra-gauchiste pour l'Europe, nourrissait de graves illusions sur le stalinisme. Il faut bien admettre que les gens de « la famille » du SWP l'ignorent ou se refusent à l'admettre, mais que l'historien doit le prendre en compte.

La notice collective — comme toujours quand elle n'est pas signée — de Pablo-Raptis, soulignait combien les idées qui ont été étiquetées comme un

nouveau produit idéologique, le « pablisme », au début des années 60, était en réalité le reflet des idées de toujours de ce militant qui les avait défendues depuis des années dans le mouvement grec et international et que la direction américaine, qui l'intronisa à la tête de la IVe Internationale pour se débarrasser de van Heijenoort, ne pouvait l'ignorer — à moins de se désintéresser de cette question capitale du « redressement » des PC et de l'IC après 1933.

En d'autres termes, l'apparition du « *pablisme* » n'aurait été une « *maléfique surprise* » que pour ceux qui ne connaissaient pas l'histoire de leur mouvement international. Sectarisme et pro-stalinisme faisaient aussi partie intégrante du legs du « *trotskyisme* » américain, avec un « régime de parti » au moins particulier et une tendance à prendre ses désirs pour des réalités, un « *zinoviévisme* » attardé qui faisait affirmer que les masses européennes haïssaient l'occupant américain comme hier l'allemand, étaient pressées de former des soviets, que les Américains ne pouvaient installer en Europe que des régimes imités de Franco (comme Darlan ou Badoglio, ces éphémères gouvernements fantoches de transition entre l'Europe nazie et l'Europe américaine) ou encore que la révolution s'avançait au pas de l'Armée rouge, ce que, peu ou prou, tous les trotskystes du monde ont pensé. Ceci n'est pas un réquisitoire, mais un appel à réflexion à laquelle nous invitons nos lecteurs.

Mais attention, les arguments sur ce que sont devenus politiquement plus tard Morrow et ses amis ne sont pas de mise dans un tel débat. Avaient-ils ou non, à cette date, raison dans leurs critiques ? Si non, il faut le dire autrement qu'en les taxant de « *pessimisme* », et si oui, il faut récrire une partie de l'histoire du mouvement trotskyste américain et mondial.

Si des lecteurs le demandent, nous sommes prêts à poursuivre la publication d'autres pièces du dossier, ne serait-ce que pour éviter d'être accusés de « *monopoliser* » des documents que nous sommes allés chercher très loin.

Nous avons en outre retenu un article qui sera le premier d'une série consacrée à ce qui est « *nouveau* » dans l'histoire de l'Internationale communiste.

Et enfin, malheureusement, nous avons notre rubrique « *Départs* ».

20 juillet 1998

Tom Kerry¹

Préhistoire du CIO ²

Le texte de cette série de leçons est le livre d'Art Preis³ intitulé *Labor's Giant Step : Twenty Years of the CIO (...)* C'est sans doute la meilleure histoire du CIO jusqu'à sa fusion avec l'AFL en 1955, qui a créé l'actuelle AFL-CIO. Et je peux ajouter que c'est l'unique compte rendu authentiquement marxiste du grand soulèvement ouvrier des années 30 d'où est né le CIO. Art Preis a fait un énorme travail de recherche pour préparer la rédaction de ce livre, et consacré des années à vérifier et revérifier ses matériaux afin de fournir un bilan factuel inattaquable des événements qu'il décrit.

Il est plutôt difficile d'utiliser un livre de cette ampleur comme texte pour une brève série de leçons. Ce fut pour moi un problème que de déterminer la forme de la présentation.

1. **Tom Kerry** (1901-1983), avait adhéré au WPUS en 1934, était devenu marin à San Francisco et un des dirigeants du travail syndical du SWP. Il était l'un de ses dirigeants quand il donna en 1965 une série de cours sur le livre d'Art Preis qu'il présenta dans cette première leçon.

2. "Class Struggle Policy in the Rise of the Labor Movement", *In Defense of Marxism*, novembre-décembre 1997.

3. **Art Preis** (1911-1964), membre de la Ligue des chômeurs en 1933 à Toledo, milita ensuite au CPLA, à l'AWP, au WPUS, et finalement au SWP. Il fut longtemps collaborateur de *The Militant*.

La lutte de classes force motrice de l'Histoire

Il s'agit dans cette étude de la montée du CIO de tester une fois de plus la validité de l'affirmation marxiste selon laquelle la classe ouvrière est à notre époque l'instrument fondamental du progrès social, ce qui a été contesté par différentes tendances pas seulement d'aujourd'hui mais dans le passé aussi.

Nous devons être capables d'affronter ces tendances qui contestent la prémisse marxiste — c'est-à-dire que la société capitaliste est divisée en classes, que les deux principales classes dans la société sont la classe capitaliste et la classe ouvrière, qu'entre elles il y a un irréconciliable conflit d'intérêt qui se manifeste sans cesse d'une façon ou d'une autre, à un degré ou un autre, et que la lutte de classes qui en résulte est la force motrice de l'histoire. C'est là notre prémisse de base.

Du fait de la position de la classe ouvrière moderne dans la société capitaliste, elle est obligée d'entrer en lutte à tous les niveaux sociaux, culminant dans la lutte politique pour le pouvoir et l'établissement d'un Etat ouvrier, régime de transition vers une société socialiste.

Ceux qui lisent ce livre remarqueront que c'est son thème central, sa thèse. Preis commence par cette affirmation dans son introduction. Cette dernière résume son évaluation de la validité du concept marxiste tel qu'il a été testé dans les expériences réelles de la lutte. Vous noterez que les incidents relatés sont en réalité des tests de la validité du concept marxiste de lutte de classes en opposition au concept et à la pratique de la collaboration de classe.

Un critique qui efface le Labor

Parmi ceux qui ont émis des doutes sur le rôle historique de la classe ouvrière américaine, et pas le pire, il y a Scott Nearing ¹. Peut-être certains d'entre vous ont-ils lu ses commentaires sur *Labor's Giant Step* dans le numéro de janvier 1965 de *Monthly Review*. Il conclut par ces deux paragraphes :

1. **Scott Nearing** (1893-1983), professeur d'économie aux EU, licencié pour un tract contre la guerre alors que le tribunal l'avait acquitté, il est membre du PC à ses tout débuts.

« *Labor's Giant Step* a été écrit avant la campagne électorale dans laquelle les syndicats AFL-CIO ont apporté un soutien presque unanime au ticket Johnson-Humphrey qui bénéficie du soutien très répandu du complexe militaro-industriel. Les fonctionnaires du Labor se sont installés dans le camp de l'oligarchie militaro-industrielle qui possède et gère les secteurs-clés de l'économie américaine — selon les mots de l'auteur, “*le camp des ennemis du Labor*” ».

Scott Nearing conclut :

« Si le pas géant du Labor a fait les grands titres il y a trente ans, il mérite un peu plus qu'une note de bas de page en 1965. »

C'est une conclusion un peu sibylline, mais si je comprends bien Nearing, il établit une variation sur le thème que les bureaucrates syndicaux sont devenus gras, satisfaits, repus et qu'il n'y a aucun profit à attendre que le mouvement syndical devienne le véhicule d'un changement social, pour ne pas parler de transformation sociale. Et bien que Nearing ne le dise pas en autant de mots, il implique qu'il faut chercher pour un tel changement d'autres forces, qu'il ne nomme ni n'identifie.

Vous noterez que le critère pour ce jugement plutôt douloureux repose sur le fait que les fonctionnaires syndicaux ont soutenu le *ticket* Johnson-Humphrey dans la campagne de 1964. Ce *ticket* a été également soutenu par ce qu'il appelle l'oligarchie militaro-industrielle. C'est-à-dire que la collaboration de classe sur l'arène politique donne de curieux compagnons de lit. C'est peut-être démoralisant mais ce n'est pas nouveau. Nearing ne peut pas revendiquer l'originalité dans la découverte de ce fait lamentable.

Vous remarquerez dans *Labor's Giant Step* que Preis met au pilori encore et encore la direction du CIO pour n'avoir pas reconnu que la lutte de classes est aussi valable dans le domaine politique que dans les domaines économiques. Preis éreinte encore et encore les fonctionnaires syndicaux parce qu'ils sont engagés dans une politique de collaboration de classes sur l'arène électorale.

Il semble aussi que Nearing identifie le *mouvement* du Labor avec ses *fonctionnaires*, ce qui est une erreur répandue. Il est vrai que ces derniers se sont installés dans le camp de l'oligarchie militaro-industrielle, mais il ne s'ensuit pas que la lutte de classes a été ainsi éliminée en tant que facteur et facteur décisif du changement social.

James Weinstein : nostalgie du premier syndicalisme

Dans le même numéro de *Monthly Review*, il y a aussi un compte rendu par James Weinstein, un des collaborateurs de *Studies on the Left*, du récent livre d'Harvey O'Connor, *Revolution in Seattle*. Le livre d'O'Connor, sous-titré *A Memoir*, est un compte rendu intéressant et riche sur le mouvement radical dans le Nord-ouest Pacifique, du tournant du siècle à la période qui suit immédiatement la Première Guerre mondiale. Son sommet est un exposé détaillé sur la grève générale de Seattle de 1919.

Le compte rendu par Weinstein du livre d'O'Connor consiste en un coup d'œil nostalgique en arrière sur le mouvement socialiste américain des années précédant la Première Guerre Mondiale, jusqu'en 1912, avec la candidature de Debs¹ pour le parti socialiste et les 800 000 voix qu'il a obtenues dans ce pays. Il est convaincu que le mouvement de cette période était en tout point supérieur à tout autre et, je le répète, exprime de façon nostalgique le sentiment que notre problème aujourd'hui est de revenir d'une certaine manière au mouvement socialiste modèle qui existait avant 1912. Weinstein est si épris du modèle pré-1912 qu'il tend à déprécier les énormes progrès tant en conscience que dans le domaine de l'organisation de la classe ouvrière américaine dans les années 30, quand il évalue les deux à son échelle des valeurs. Selon lui, le radicalisme pré-1912 était la période de la floraison révolutionnaire en comparaison de laquelle les années 30 comptent très peu. Voici sa conclusion :

« S'il y a par ici quelqu'un qui pense encore que les années 30 étaient la décennie rouge de ce siècle, une lecture de *Revolution in Seattle* dissipera cette illusion »

Juste avant cette observation hâtive, se trouve un commentaire plutôt ambigu que, pour ma part, je trouve tout à fait troublant. Il dit :

« Même ainsi, son livre a de la valeur, puisqu'il est un démenti à ceux des historiens qui affirment l'insuffisance du radicalisme américain précisément dans ces années-là ».

S'il y a un résultat que l'on peut obtenir dans cette discussion du mouvement ouvrier américain, j'espère que ce sera la compréhension qu'il s'est

1. **Eugene V. Debs** (1855-1926), cheminot, syndicaliste et socialiste, est la plus grande figure du premier socialisme américain.

développé de façon dynamique depuis sa toute première période jusqu'aujourd'hui où il a établi sa capacité à organiser et conduire des batailles de classe, dont le monde n'a que rarement vu l'équivalent. Et que, bien loin d'avoir épuisé son potentiel en tant que force révolutionnaire la plus puissante dans le développement historique, la classe ouvrière américaine est aujourd'hui l'unique véhicule fondamental pour la transformation sociale à la base.

Excluez cela et vous excluez la perspective du socialisme comme alternative réaliste à la barbarie capitaliste. Aussi entrons brièvement dans le contexte du développement du mouvement ouvrier organisé dans ce pays et constatons qu'il existe un rapport entre les premiers développements bien avant 1912, les événements de Seattle, la Première Guerre Mondiale, la période d'après-guerre, la Grande Dépression, l'organisation du CIO et la situation présente dans le mouvement ouvrier.

Au cas où James Weinstein ne le sait pas, le mouvement ouvrier américain, avant l'organisation de l'American Federation of Labor (AFL) s'est engagé dans quelques-unes des batailles de classes les plus violentes, les plus dramatiques et les plus militantes qu'on ait jamais vues.

Pendant la grande grève des chemins de fer de 1877 par exemple, les cheminots attaquèrent et brûlèrent le matériel roulant sur les voies ferrées tout au long de la côte. Ils ont en fait porté leur torche dans la ville de Pittsburgh et il fallut appeler les troupes fédérales pour écraser ce soulèvement. Cette bataille est certainement l'une des grandes batailles du siècle.

En 1886 culmina le fantastique mouvement pour la journée de 8 heures, pour lequel on se battit d'un bout à l'autre du pays. Cette lutte pour une journée de travail plus courte donna naissance à la célébration du 1er mai comme congé ouvrier dans le monde entier quand la IIe Internationale l'établit en 1894 comme fête officielle du travail.

Puis il y eut la grève des chemins de fer de 1894 dirigée par Debs, les grandes grèves minières dans l'Ouest et bien d'autres batailles qui sont certainement entrées dans la conscience de la classe ouvrière américaine dans la période la plus « primitive ».

Gompers¹ et l'AFL

L'une des caractéristiques du mouvement ouvrier dans cette période était sa politisation. C'était un mouvement politique. Il fut organisé dans une large mesure par des immigrants d'Europe et des rebelles politiques du pays, des Etats-Unis.

Quand l'AFL émergea victorieusement de son conflit avec les Chevaliers du Travail et créa une organisation nationale en 1896 elle rédigea une déclaration, préambule de sa constitution :

« Une lutte se déroule dans toutes les nations du monde civilisé entre les oppresseurs et les opprimés de tous les pays, une lutte entre le capital et le travail, qui doit gagner en intensité avec les années et produire des résultats désastreux pour les millions d'exploités de toutes les nations, s'ils ne sont pas protégés par la protection mutuelle et l'assurance ».

Maintenant c'est le langage de la lutte de classe ! Il existe une division entre les capitalistes et le travail qui aboutit à des conflits et doit s'intensifier et il est donc nécessaire de s'organiser pour la défense de la classe ouvrière contre l'assaut du capitalisme.

Maintenant, c'est plutôt ironique, cette section du préambule resta dans la constitution de l'AFL jusqu'à la réunification formelle entre l'AFL et le CIO en 1955, où elle fut supprimée lors de la convention d'unité. Le fait qu'on avait gardé ce préambule jusqu'en 1955 ne signifiait pas que la direction et les principes de l'AFL restaient fidèles à ses principes. Nous savons tous qu'il n'en était rien. Et des mots dans une constitution ou un préambule, quel que soit leur poids, ne sont pas des facteurs déterminants dans le développement, la croissance ou le déclin d'une organisation.

Depuis le début, l'AFL sous Gompers se tint à l'écart de la tactique, de la stratégie, de la politique de l'action politique indépendante. Ils attribuaient toutes les difficultés, les schismes, les divergences et les désaccords dans le mouvement ouvrier aux luttes intestines entre tendances politiques en conflit : les socialistes, les populistes, les Greenbackers (partisans de la monnaie-papier)

1. **Samuel Gompers** (1850-1924), ouvrier cigariier, fut l'un des fondateurs de l'AFL et symbolise l'étroitesse réactionnaire du vieux syndicalisme de métier.

et autres courants politiques de l'époque. En réaction, l'AFL établit une politique de « récompensez vos amis et punissez vos ennemis » ou, comme disait Gompers, « pas de politique dans les syndicats, aucun syndicat dans la politique ».

Graduellement, à travers les années, les syndicats de métier de l'AFL gagnèrent leur reconnaissance par les employeurs non seulement comme représentants d'un secteur du mouvement syndical mais aussi comme facteur de stabilisation dans la société de classe américaine. L'extraordinaire expansion du capitalisme américain dans la période qui suivit la Guerre Civile permit à la classe capitaliste de s'acheter le soutien et l'adhésion d'un secteur privilégié, l'aristocratie ouvrière. En échange de sa reconnaissance, le mouvement ouvrier organisé travailla comme un amortisseur sur le développement de la lutte organisée par la grande majorité des ouvriers dans un secteur industriel en rapide expansion dans la dernière partie du XIXe.

Le glissement du concept de lutte de classe à la collaboration de classe est représenté graphiquement dans la vie de Samuel Gompers par Bernard Mandel, un des meilleurs livres jamais écrits là-dessus. Il ne s'agit pas seulement d'une biographie de Gompers, mais il s'agit d'une histoire de l'American Federation of Labor. [...]

De la lutte de classe à la collaboration de classe

Je veux ici prendre note d'une attitude exprimée par Gompers sur la question de l'organisation par les ouvriers dans les industries de production de masse. Ce n'était pas une attitude propre à Gompers.

Ce devait être l'idée commune de toute la direction de l'AFL et même d'une partie du mouvement radical. Gompers avait eu de la sympathie pour le socialisme dans les premières étapes de la lutte ouvrière. Il était même allé en Europe et une fois, comme représentant de l'AFL, s'était rendu à un congrès de la Deuxième Internationale. Les socialistes étaient très importants dans la première AFL et le restèrent jusqu'à l'éclatement de la Première Guerre Mondiale.

Bernard Mandel note le changement dans la philosophie de Gompers :

« Dans son débat avec le socialiste Morris Hillquit¹ devant la commission des relations industrielles, Gompers avait refusé de dire que la lutte du Labor était dirigée contre la classe des employeurs dans son ensemble ».

Avant cela, la position était, comme dit dans le préambule, qu'il existait un conflit entre le capital et le travail.

Mais Gompers insistait :

« Il était dirigé seulement contre ceux des employeurs qui ont une vision sociale étroite et ce groupe ne cesse de diminuer. Les autres avaient appris et apprennent encore sans cesse, qu'il est plus coûteux de s'engager dans des grèves ou des lockouts prolongés que de céder aux revendications du labor. Leur attitude à l'égard des travailleurs était souvent en accord total avec l'organisation des travailleurs.

L'expression du changement de ce sentiment qui conciliait les intérêts des ouvriers et ceux des employeurs au moins temporairement, était l'accord de métier, la reconnaissance formelle de conditions moyennes auxquelles on arrivait par la négociation collective entre les syndicats et la compagnie. Quand c'était fait, disait Gompers, la nécessité du militantisme de la part du labor n'existait plus ; il était remplacé par "le service constructif", basé sur le règne de la raison. Au lieu de l'isolement, de la suspicion mutuelle, il y aurait des discussions frontales entre employeurs et salariés et un respect mutuel favorable au progrès industriel dans l'ordre et la paix ».

Mandel concluait :

« La politique syndicale de Gompers pour le XXe siècle marquait la fin du militantisme juvénile de l'AFL et le début de son âge moyen conservateur ».

Comme vous le voyez, il n'y a pas grand chose de neuf dans les idées générales et les conceptions des fakirs ouvriers d'aujourd'hui.

J'ajouterai que Gompers considérait la NCF, la Fédération civique nationale, comme un animateur de premier ordre dans la promotion de la politique de collaboration de classe entre le capital et le travail.

Arrêtons-nous un moment pour une note. La NCF était une organisation d'employeurs — sans doute les plus « progressistes » — ceux qui consentaient à faire certaines concessions aux syndicats de métier en échange de leur soutien

1. **Morris Hillquit** (1869-1933), avocat, socialiste en 1888, dirigeant du POS Américain et membre du BSI.

politique et pour leur opposition à l'organisation des non-qualifiés et demi-qualifiés, Blancs, femmes, ouvriers inorganisés.

C'était le principal instrument dans la collaboration de classe de Marcus Alonzo Hanna ¹, sénateur de l'Ohio, patron du Parti républicain au tournant du siècle. Hanna voyait dans la NCF un véhicule pour embarquer les syndicats dans la collaboration avec les employeurs « pour éviter grèves et conflits ».

Au bureau exécutif de la NCF siégeaient des représentants des syndicats et des employeurs. A son bureau de conciliation, il y avait de chaque côté autant de représentants de chaque camp, avec un prêtre catholique qui était censé représenter le public. C'était le modèle de la classique fraude à trois, qui devint très vite banale pendant les périodes qui suivaient la crise capitaliste — particulièrement les périodes de guerre avec les bureaux de médiation, les bureaux du travail de la guerre, de contrôle des prix et de blocage des salaires, qui proliféraient.

Ce ne fut pas long avant que l'« impartialité » tant vantée de la NCF fût mise à l'épreuve — avec des résultats prévisibles. En 1901, il y eut la première grande grève générale de l'acier, que les employeurs écrasèrent. La NCF — qui était supposée prévenir les conflits de classe, se comporta comme la plupart des bureaux de « médiation » — sapa et affaiblit le syndicat et aida les employeurs à briser la grève et écraser le syndicat.

Monopole et aristocratie ouvrière

La nouvelle attitude de Gompers à l'égard des rapports travail-capital fut engendrée par les mêmes facteurs qui l'avaient conduit à accepter les monopoles comme légaux et inévitables, à abandonner l'organisation des inorganisés, à faire des concessions au syndicalisme de métier, à s'incliner devant Jim Crow², à pousser sa direction à abdiquer dans le mouvement pour les 8 heures et son propre glissement de la sympathie à l'hostilité à l'égard du socialisme.

Plus importante, dit Mandel, était la croyance de Gompers que le grand capital était non seulement inévitable mais pratiquement invincible. La grève de

1. **Marcus Alonzo Hanna**, dit **Mark** (1837-1904) était à l'origine un homme d'affaires; il fit plusieurs présidents.

2. Jim Crow désigne le racisme anti-noir et les violences systématiques.

l'acier d'Homestead, la grève de la mine Cœur d'Alène, la grève Pullman etc. l'avaient convaincu que le syndicalisme ne pouvait exister dans les industries à monopole qu'au prix de la souffrance des employeurs. Il assurait qu'ils toléreraient le syndicalisme s'il se limitait aux métiers qualifiés, traitait la soumission aux contrats comme un devoir sacré des ouvriers, réprimait le militantisme et le radicalisme et était généralement « raisonnable » dans ses revendications.

Bernard Mandel affirme :

« La politique industrielle était rendue possible par la croissance rapide de l'industrie et sa force considérable. Les capitalistes pouvaient payer des salaires plus élevés à un petit nombre de travailleurs qualifiés mais seulement aussi longtemps que le grand corps des travailleurs non-qualifiés restait inorganisé.

Dans aucun autre pays au monde il n'y avait un tel écart entre les salaires des travailleurs qualifiés et non qualifiés et il ne cessait de grandir. De 1850 à 1910 certains des métiers qualifiés avaient triplé les salaires tout en réduisant leur horaire de 10 à 8 heures, tandis que le commun des travailleurs n'avait vu ses salaires augmenter que de 50 à 100 % sans réduction horaire aucune.

Le capital pouvait ainsi et voulait aussi partager une partie de ses profits avec le travail qualifié afin d'éliminer la guérilla et la violence, pendant que les dirigeants ouvriers conservateurs coopéreraient pour combattre le radicalisme et garder inorganisées les masses d'ouvriers.

Dans quelques cas cet accord était explicite, dans d'autres, tacite et, dans d'autres encore, il fut obtenu par la subornation, la corruption et la collaboration ouverte. Gompers était personnellement incorruptible, mais il fermait les yeux sur cette politique quand elle se cachait sous le nom de l'American Federation of Labor »

On voit ainsi, dans les jours qui précèdent l'AFL, l'éruption de formidables batailles de classe quand les employeurs résistaient à la syndicalisation, même par des syndicats de métier. Avec la croissance de l'industrie et les violentes luttes qui éclataient de temps en temps, les capitalistes acceptèrent finalement de donner une reconnaissance à une étroite couche de la classe ouvrière américaine en échange de leur collaboration sur l'arène politique, en empêchant l'organisation des ouvriers dans les industries de production de masse.

La base matérielle de la bureaucratie du labor est démontrée de façon très pratique par Mandel. Les salaires des ouvriers qualifiés augmentèrent de 300 % et leur horaire fut réduit de dix à huit, tandis que les ouvriers non qualifiés ou demi qualifiés continuaient à travailler dix heures par jour et douze dans

l'industrie de l'acier, et que leurs salaires n'augmentèrent que de 50 %. Cette disparité grandissante fut la base sur laquelle se développèrent l'aristocratie et la bureaucratie ouvrières qui persistèrent et continuèrent jusqu'au jour de la formation du CIO.

Le conservatisme grandissant de l'AFL et ses campagnes contre les radicaux, c'est-à-dire les socialistes, dans les syndicats provoquèrent la division dans le premier mouvement socialiste entre réformistes et révolutionnaires, une division qui se produisit dans l'ensemble du mouvement socialiste mondial.

Les IWW : syndicalisme industriel révolutionnaire

Il conduisit aussi à un développement particulier, la naissance des Industrial Workers of the World, les Wobblies. Les IWW furent d'abord membres du mouvement socialiste. Ce n'est qu'en 1905 qu'ils se prononcèrent contre ce qu'ils appelaient « *l'action politique* ». La grande division dans le premier mouvement socialiste fut entre les parlementaires réformistes, qui mettaient l'accent sur l'activité électorale, et les militants, qui réclamaient plus d'action directe. Les militants étaient pour participer à la politique mais une politique de classe indépendante d'un type plus militant.

Dans les IWW, la réaction contre l'opportunisme des socialistes parlementaires réformistes fut si profonde que, combinée à une révolte contre la bureaucratie AFL conservatrice et bornée, elle alla non seulement au rejet de toute « *action politique* » mais à une rupture décisive avec l'organisation syndicale existante, c'est-à-dire l'AFL. Les IWW passèrent à la constitution de leurs propres syndicats d'industrie, en concurrence directe avec l'AFL.

Alors que les Wobblies essayèrent d'abord d'organiser les ouvriers dans les secteurs les plus développés du pays sur le plan industriel, ils abandonneront plus tard ces efforts pour se concentrer sur les travailleurs les plus exploités de l'Est comme de l'Ouest, les ouvriers du textile de l'Est, ceux du bois, ceux de la mer, et les mineurs de l'ouest.

Une des grandes contributions historiques des IWW fut d'introduire la forme industrielle d'organisation, c'est-à-dire d'organiser tout ouvrier d'une industrie donnée dans le même syndicat. Les premiers socialistes révolutionnaires acceptèrent cette idée. La forme industrielle d'organisation était le moyen indispensable pour organiser les ouvriers dans les nouvelles industries

à production de masse L'expérience avait montré chez eux que les syndicats de métier ne pouvaient être de viables instruments de défense contre l'employeur ou des instruments efficaces pour la promotion.

Là où les IWW tournèrent mal, très mal, ce fut dans leur tentative de promouvoir le concept de la construction de syndicats *révolutionnaires* d'industrie. C'était le vice fatal dans leur concept de base, qui contribua à annuler le gros de leurs héroïques exploits dans le domaine de l'organisation de syndicats et de la direction de grèves.

Pour être efficace, un syndicat doit ouvrir ses portes à tous les ouvriers de toute usine ou industrie donnée. Le syndicat est la forme la plus élémentaire du front unique ouvrier. Les ouvriers ont un intérêt supérieur en commun : la vente de leur force de travail à un salaire horaire, quotidien, hebdomadaire ou aux pièces aux propriétaires des moyens de production, à un taux assez élevé pour leur permettre de conserver un niveau de vie décent. Les propriétaires capitalistes cherchent à acheter la force de travail à son taux le meilleur marché, pour abaisser les salaires au niveau de la subsistance et même en-dessous.

Dans ce conflit, les syndicats sont réellement engagés dans une lutte contre les employeurs sur la division du revenu national, c'est-à-dire sur la richesse créée par la classe ouvrière dans son ensemble. C'est à quoi le « progressiste » Walter Reuther ¹ allait faire souvent référence en parlant de la lutte sur le partage du gâteau. Plus gros était le morceau que s'appropriaient les employeurs, plus petit était celui qui était réservé aux ouvriers et *vice versa*.

Je répète que, pour être efficace, un syndicat doit chercher à organiser tous les ouvriers sur l'emploi, sans tenir compte de race, de couleur, de croyance, de niveau de conscience de classe, ou d'ancienne condition de servitude. Le fait de donner à un ouvrier une carte rouge qui certifie automatiquement qu'il est membre d'un syndicat industriel « révolutionnaire » a peu ou pas de sens pour l'ouvrier en question. Ce n'est pas ainsi que l'on fait des ouvriers révolutionnaires.

Cela doit avoir été une expérience très frustrante pour les talentueux et dévoués agitateurs, propagandistes et organisateurs IWW, qui ont conduit et

1. **Walter Reuther** (1907-1970), ouvrier à Detroit, parcourt le monde avant de devenir dirigeant de l'UAW de la grande époque et du CIO.

gagné quelques très importantes luttes grévistes. Quand ils s'en allaient pour d'autres batailles dans d'autres régions de la lutte de classe, le syndicat était laissé aux mains d'ouvriers recrutés au cours de la lutte pour l'organisation de la grève, dont la plus grande partie n'étaient nullement des révolutionnaires. Le résultat inévitable était que ces syndicats revenaient très vite au réformisme traditionnel AFL de type syndicaliste « pain-beurre ».

James Weinstein semble exalter ceux qu'il adoube comme « *nomades militants* ». C'est à cela qu'il dit qu'il faut revenir, aux « *nomades militants* ». Les « *nomades militants* », qui constituaient la base principale des IWW, étaient ouvriers de ces industries qui emploient de la main d'œuvre occasionnelle, de caractère saisonnier : travail agricole migrateur dans l'ouest, industrie de flottage des bois dans le Nord-Ouest Pacifique, pêche et mer, marins comme dockers, etc.

Ce n'est pas de leur propre choix qu'ils étaient devenus nomades, ils devaient se conformer aux conditions de travail imposées par ceux qui les employaient. Comme ils le font aujourd'hui. Les ouvriers agricoles migrants devaient suivre les moissons d'une zone à une autre, en remontant et redescendant la côte et l'intérieur. La pêche avait lieu à différents moments de l'année.

Ainsi du transport du bois dans cette industrie. Et c'étaient là les principales de l'Ouest en ce temps : il ne fut pas industriellement développé avant le XXe siècle et l'éclatement de la Première Guerre mondiale ainsi que la période suivante.

Il y a un grain de vérité dans l'infatuation romantique de Weinstein pour ceux qu'il appelle des « *nomades militants* ». Parce qu'ils n'avaient aucun lien, pas de responsabilités familiales, ils tendaient à être plus indépendants et plus agressifs. Ils n'avaient pas très peur de « *perdre* » un emploi alors qu'ils pouvaient toujours en attraper un autre au vol. Et ils avaient tendance à être plus rebelles. Les IWW ont eu leur plus grand succès en organisant ce secteur de la classe ouvrière américaine.

Impact de la Révolution russe

Après la Première Guerre mondiale se produisit un événement aux conséquences énormes dans l'histoire du mouvement ouvrier et socialiste

mondial, la Révolution russe de 1917. Avec la révolution russe, les partis socialistes dans le monde entier se coupèrent au milieu. Chez nous la scission du SP eut lieu en 1919.

Le premier Socialist Party dans ce pays était un groupe non-conformiste très primitif qui incluait toutes sortes d'éléments divers. Il y avait les marxistes authentiques, qui étaient une petite minorité. Il y avait les réformistes, les crétins parlementaires, les « *socialistes des égôts* » qui constituaient la droite. Dans la toute première période, les socialistes utopiques jouaient un rôle. Il y avait les végétariens, les « *socialistes chrétiens* », les cultistes de l'amour libre et toute sorte de gens en opposition au système capitaliste. Ils se rassemblaient dans le Socialist Party où ils trouvaient un milieu sympathique dans lequel ils pouvaient fonctionner. A cette étape de son développement, le Socialist Party américain était réellement de la variété « *attrape tout* ». C'était un parti décentralisé. Chaque organisation d'Etat était virtuellement autonome. Le SP exerçait très peu de contrôle sur ses membres, surtout sur les activités dans les syndicats ou dirigeants syndicaux ou gens de la base. Des centaines de journaux « *socialistes* » étaient publiés dans tout le pays et par les nombreux et divers éléments qui opéraient dans le cadre général du Socialist Party.

La faiblesse majeure du Socialist Party était qu'il ne fut jamais conçu comme un instrument pour diriger une révolution prolétarienne, sauf par son aile marxiste de gauche. Le concept de parti de combat, d'une organisation disciplinée dirigée par des révolutionnaires professionnels, fut développé d'abord par Lénine. La plus grande faiblesse de la grève générale de Seattle que Weinstein évoque avec tant de nostalgie et pour laquelle il propose le retour au bon vieux temps des « *nomades militants* », c'était précisément l'absence d'un parti léniniste. La raison pour laquelle la grève se développa comme elle le fit et se termina comme elle se termina était l'incapacité des divers groupes radicaux à jouer un rôle de parti révolutionnaire marxiste dirigé, organisé avec une ligne consistante pour la direction de cette lutte fantastique.

A la suite de la révolution russe, la ligne de clivage dans le mouvement socialiste du monde entier fut la position sur la Révolution russe. L'aile réformiste était contre la révolution bolchevique bien qu'il lui arrivait de se diversifier là-dessus. Les révolutionnaires firent scission et formèrent les premiers partis communistes.

A l'origine, les IWW furent invités à faire partie de la IIIe Internationale, l'Internationale communiste ; Ils envoyèrent des représentants au Deuxième Congrès de la Comintern et Lénine rédigea un appel particulier les invitant à faire partie de la IIIe Internationale en tant que révolutionnaires les plus offensifs, les plus militants, les plus combattifs dans le mouvement radical de ce pays. Mais leur tenace doctrinarisme sur la question de la politique les conduisit à refuser de prendre part au mouvement révolutionnaire mondial nouveau en train de se développer. Comme ils n'avaient pas su reconnaître le formidable exemple et l'importance de la victoire révolutionnaire qui avait établi le premier Etat ouvrier, leur effondrement ultérieur était inévitable.

Chacun de ces courants en conflit, bien qu'aucun ne fut décisif par sa taille ou son poids, joua un rôle considérable à des moments de tournants cruciaux de l'histoire du mouvement ouvrier européen. L'expérience de Seattle en est un exemple.

La grève générale de Seattle

Seattle fut unique à bien des égards. Le mouvement ouvrier de Seattle dans la période qui conduisit à la grève générale de 1919 opposa la politique de collaboration de classe et la ligne de l'AFL nationale. Il était pour le syndicalisme d'industrie et contre le syndicalisme de métier, pour l'action politique et contre la politique de Gompers de refus de la politique dans les syndicats ; ils appelaient à la collaboration de toutes les sortes de tendances prosocialistes et antisocialistes, sous la forme d'organisation la plus libre, la plus démocratique que le mouvement syndical ait connu dans ce pays.

Ce développement unique était dû à un certain nombre de facteurs exceptionnels. D'abord, une vague de socialistes utopiques avaient colonisé la région et établi un certain nombre de colonies utopistes. L'Etat de Washington était un endroit merveilleux pour ce genre de colonies — bon climat et situé géographiquement sur les limites les plus éloignées de la frontière occidentale.

Le premier journal socialiste quotidien fut établi à Seattle et publié par le Conseil du travail de Seattle. Non seulement il était édité par le conseil, mais il concurrença avec succès les deux journaux capitalistes et eut une diffusion égale à celle de ses deux concurrents.

Et bien entendu, la première grève générale dans une ville se produisit à Seattle. Elle arriva à Seattle parce que la direction radicale du mouvement ouvrier naquit d'abord des grandes batailles menées par les IWW, du fait de la présence de socialistes dans la direction des syndicats, du fait de la large diffusion des idées avancées à travers la presse syndicale et socialiste très lue, etc. Il y avait littéralement des dizaines de journaux socialistes publiés dans la région, des revues, des livres, des activités de toute sorte.

La grève générale de Seattle fut une expression de la solidarité du travail sans exemple à l'époque. Elle commença par un conflit entre les ouvriers des chantiers navals et le gouvernement. Dans cette situation, le mouvement ouvrier affronta directement le gouvernement fédéral, son antagoniste direct. En apparence, il semblait qu'il s'agissait d'une grève des ouvriers des chantiers navals contre leurs employeurs pour des revendications économiques et syndicales. Mais les chantiers navals de Seattle étaient un pur produit du temps de guerre ; ils étaient construits comme une mesure pour répondre aux besoins du capitalisme américain d'assurer l'expansion de sa marine marchande pendant la Première Guerre mondiale. Ils dépendaient totalement des subsides du gouvernement. Leur politique ouvrière était déterminée par Washington, où un bureau gouvernemental tranchait de toutes les questions touchant l'empire maritime bâti par le gouvernement pendant la guerre.

Mais en 1919 la guerre était terminée. Le gouvernement n'avait plus besoin de construire de nouveaux bateaux. En fait, son problème était la façon de se débarrasser des bateaux construits pendant la guerre. Aussi a-t-il sauté sur le conflit des ouvriers des chantiers navals de Seattle pour donner à la classe ouvrière une leçon et comme moyen de mettre en garde les ouvriers du pays tout entier et de leur faire comprendre que la lune de miel était terminée. C'est pourquoi quand les employeurs acceptèrent de traiter avec le Central Labor Council, le gouvernement intervint et mit son veto aux concessions prévues pour mettre fin à la grève. La grève générale de Seattle fut lancée apparemment pour rassembler le soutien aux revendications des ouvriers des chantiers.

A l'exception d'un autre syndicat, il n'existait pas de revendications économiques faites par d'autres. C'est à ce point critique que la direction syndicale manifesta sa très grande confusion et commit une erreur fatale.

Une grève générale lancée pour protester directement à propos d'un conflit dans des circonstances données, ne pouvait être qu'une action de durée limitée. Cependant, emporté par la montée émotionnelle d'une indignation justifiée et la rancœur provoquée par le rôle anti-syndical du gouvernement, le Central Labor Council appela à une grève générale dans la ville de Seattle sans définir ni ses limites ni un temps pour la durée de l'action [...].

Les dirigeants de la grève générale de Seattle en 1919 étaient d'authentiques dirigeants ouvriers dans un mouvement de masse qui surgissait, à cette époque très en avance sur le reste du mouvement ouvrier dans le pays. Rejetant la théorie marxiste de l'Etat, ils considéraient cette grève générale comme le sommet de la lutte pour le pouvoir révolutionnaire.

D'un autre côté, les socialistes et les syndicalistes purs et simples avaient en tête une grève générale de protestation pour faire pression sur le gouvernement afin qu'il approuve les concessions faites aux ouvriers des chantiers. Mais pour éviter une confrontation sémantique et un conflit, la nature précise de la grève générale fut laissée dans le vague et non résolue. Le résultat fut une confusion profonde dans la conduite de l'action.

Dynamite sociale

Une grève générale est de la dynamite sociale avec une fusée allumée. Les questions fondamentales sont tout de suite posées. Où réside le pouvoir de décision dans les questions concernant la vie de la cité ? Qui doit faire la police ? Les flics ne sont pas considérés comme « amis » de la grève, au contraire leur rôle est celui de briseurs de grève principaux au compte de la classe patronale. Le comité de grève syndical doit créer sa propre force de police. Comment nourrir la ville ? Quelles institutions doivent rester ouvertes ? Et qui doit superviser celles qui peuvent rester ouvertes ? Il est impossible de détailler ici tous les problèmes qui sont immédiatement posés.

Aux côtés du pouvoir gouvernemental régulièrement établi existe généralement un comité de grève générale avec son appareil, ce qui crée une situation de double pouvoir. La dynamique de la dualité de pouvoir est que le comité de grève est obligé de prendre de plus en plus de pouvoir, de s'emparer des fonctions de l'Etat. Une situation de double pouvoir, par sa nature même, ne

peut pas exister très longtemps. Elle doit être résolue par l'hégémonie de l'une ou l'autre des grandes classes qui s'affrontent. L'une des deux doit prévaloir.

Depuis le début, les dirigeants de la grève ont cherché à se défendre contre l'accusation d'avoir eu l'intention de prendre le pouvoir d'Etat. Ils tournaient en ridicule cette accusation, et à juste titre. L'idée même de prendre le pouvoir dans une seule ville était rejetée comme une aventure utopique. Seattle était très en avance sur le reste du mouvement ouvrier. L'action de grève jouissait de la sympathie des autres secteurs de la classe ouvrière à travers tout le pays, mais il n'y eut pas d'extension de la grève, même dans les villes voisines de Seattle. Tacoma ne connut qu'« une grève générale » partielle tandis que les autres cités de la côte Pacifique ne furent pas touchées.

Une indication des contradictions dans lesquelles se trouvaient les dirigeants de la grève fut la suspension par eux de la publication du quotidien du syndicat. La raison ? C'est que, voyez-vous, en appelant tous les métiers de l'imprimerie à rejoindre la grève « il n'aurait pas été loyal » de continuer à publier le journal du syndicat tandis que ses concurrents étaient fermés. Résultat ? Premièrement les responsables nationaux de l'imprimerie contredirent l'ordre de grève et appellèrent leurs membres à rester au travail. Deuxièmement, les deux feuilles capitalistes, publiées sans obstacle commencèrent un bombardement de fausses accusations, de rumeurs incendiaires, de falsification des problèmes de la grève etc. tandis que le comité de grève se restreignait lui-même à la publication d'un petit bulletin de grève. C'est seulement le troisième ou le quatrième jour de la grève qu'on décida de reprendre la publication du quotidien du syndicat. Il était déjà trop tard. On avait laissé passer le moment, la grève s'affaiblissait et fut graduellement abandonnée.

La grève générale se termina en queue de poisson, bien que les travailleurs revinrent en groupe organisé. La grève fut officiellement proclamée terminée et tous les syndicats rentrèrent comme un seul homme. En fait, quelques syndicats qui avaient appelé plus tôt à reprendre le travail, revinrent en arrière quand la direction annonça qu'elle allait se réunir pour prendre la décision de déterminer le moment où tous reprendraient le travail. Ce n'est qu'alors qu'ils retournèrent au travail au moment décidé par le comité de grève.

La grève générale de Seattle de 1919 marqua probablement le sommet, en ce qui concerne l'organisation et la conscience, du développement du

mouvement ouvrier américain jusqu'à cette époque. J'insiste sur le fait que, dans le développement de cette conscience, les socialistes utopiques, les marxistes, les IWW, les militants locaux, étaient clairement les idéologues. Ils étaient la source idéologique des concepts qui ont pris pendant la grève une expression organisée et ont façonné le caractère de l'ensemble du mouvement ouvrier à Seattle.

Le legs de Seattle

Dans le livre *The General Strike in Seattle*, de Robert Freidheim, un typique produit professoral, on avance la thèse que la principale faiblesse de la grève fut qu'elle s'aliéna la classe moyenne. Si les syndicats avaient gagné la sympathie de la classe moyenne, assure-t-il, les choses auraient alors été différentes. Il blâme aussi la grève pour la réaction qui a balayé le pays sous les Raids Palmer ¹, la chasse à la sorcière dans laquelle le gouvernement prit la tête d'un mouvement pour écraser ceux des syndicats qui avaient réussi à s'établir pendant la période de guerre.

Voilà ce qu'il dit :

« La première grande grève générale aux Etats-Unis prit fin dans le calme à midi le 11 février 1919. Un peu comme des moutons, les ouvriers de Seattle retournèrent à leur travail dans les ateliers, les usines, les hôtels, les magasins et les trolleys. La grève avait été un échec et il le savaient tous. Dans les jours à venir, ils allaient apprendre qu'il y a pire qu'un échec — que c'est un désastre. Maintenant ils étaient simplement contents de retourner au travail, laissant encore en grève leurs camarades des chantiers navals ».

C'était « un échec », c'était « un désastre » et il lui attribue tous les maux ultérieurs du mouvement ouvrier américain.

Il est vrai qu'après 1919, il y a eu une grande vague de réaction. Il y a eu la chasse à la sorcière et le gouvernement a pris la tête d'une attaque contre le mouvement ouvrier américain, dans laquelle des grèves ont été brisées et des syndicats écrasés. En 1921, c'est le gouvernement qui a écrasé la grève maritime et brisé les syndicats maritimes qui reparurent plus tard sous une forme plus militante encore à partir de la grève de 1934 sur la côte ouest.

1. On appelle "raids Palmer" une série de mesures policières brutales destinées à écraser le mouvement ouvrier et surtout son aile gauche qui furent organisées en 1919-20 par l'*attorney general* A. Mitchell Palmer.

La grève de Seattle fut-elle un tel échec ? Au sens immédiat, elle n'atteignit pas son objectif : satisfaire les revendications des ouvriers des chantiers navals. Mais ils se trouvaient dans une position intenable. Le gouvernement fédéral ne donna aucune indication sur la question de savoir si les chantiers étaient temporairement arrêtés par la grève ou restaient fermés pour toujours. En fait ils les fermèrent ensuite. Ils n'avaient plus besoin de bateaux et étaient déterminés à utiliser le conflit pour donner une leçon au mouvement ouvrier organisé. L'issue immédiate de l'affaire fut malheureuse, mais les grévistes rentrèrent tous ensemble et il n'y eut aucune répression contre aucun des dirigeants de la grève.

Les leçons de l'expérience de Seattle, que Freidheim et d'autres comme lui ne comprennent pas, sont une composante importante du développement ultérieur du CIO sur la Côte Pacifique en 1934 à travers les grèves sur le waterfront. En fait, la grève générale à l'échelle d'une cité qui suivit fut celle de 1934 à San Francisco où les dockers et les ouvriers maritimes sur la côte Pacifique luttèrent contre les employeurs, le gouvernement de l'Etat et de la ville, les flics et le gouvernement fédéral et réussirent à arracher leur revendication essentielle, à savoir la reconnaissance du syndicat.

Qui étaient ces ouvriers du *waterfront* en 1934 dont la grande victoire fut signe annonciateur de l'organisation du CIO ? Les IWW étaient très forts sur la côte Pacifique dans l'industrie maritime à travers leur Maritime Transport Workers Local 510. A cette époque, les staliniens qui étaient encore dans la fureur de leur politique de la Troisième Période, avaient organisé la Marine Workers Industrial Union — leur propre syndicat d'ouvriers révolutionnaires, « syndicalistes ». Mais ces ouvriers étaient du nombre des « *nomades militants* » dont beaucoup avaient traversé l'expérience de Seattle qui avait eu des répercussions tout le long de la côte.

Le lien avec la grève maritime de 1934

En fait, nombre de leaders de la grève maritime de 1934 étaient de Seattle. Harry Lundeberg ¹, qui devint le dirigeant de la Sailors Union of Pacific, fut

1. **Harry Lundeberg** (1901-1950), né en Norvège, marin à 14 ans, port d'attache à Seattle, co-fondateur de la Sailors Union of Pacific, puis dirigeant AFL et AFL-CIO.

d'abord connu comme un des dirigeants de la grève de Seattle, fut l'un des dirigeants de la grève du *waterfront* de 1934. Il revint à San Francisco, quartier général du SUP et conduisit le mouvement qui chassa de leurs fonctions les fakirs de l'AFL. Ces trésors furent littéralement jetés dans les escaliers et chassés du syndicat et les militants de la grève créèrent un syndicat militant de marins en 1934. Harry Bridges ¹, le dirigeant de la grève des dockers, était un syndicaliste australien sous l'influence des staliniens.

La grève sur toute la côte des marins et des dockers qui culmina avec la grève générale de San Francisco en 1934 était essentiellement dirigée par des ouvriers qui avaient connu les luttes antérieures dans le Pacifique du Nord-Ouest. Ils étaient organisés ou sous l'influence d'un ou l'autre des partis politiques radicaux ou des organisations « syndicat révolutionnaire ».

On peut aussi voir comment ce courant a été nourri, comment la conscience s'est développée, comment les leçons ont été assimilées et comment, bien que les radicaux aient été relativement peu nombreux, leurs idées se sont exprimées dans de grandes batailles de classe.

Je m'arrête là pour conclure la première de nos leçons avec un bref résumé du développement qui allait souligner plus encore la validité de la thèse élaborée dans le livre d'Art Preis, *Labor's Giant Step*, à savoir que l'élan pour le développement historique et le changement social est donné par la dynamique de la lutte de classe.

Ce qui arriva en 1934 dans les grèves maritimes de la côte Ouest est vrai aussi de la grève de l'Auto-Lite à Toledo et des grèves des conducteurs de camions de Minneapolis. Tous ces événements annoncent le CIO. A Toledo le mouvement fut déclenché par des éléments avancés, membres de l'American Workers Party qui avançaient dans la direction du trotskysme et fusionnèrent en 1935 avec la Communist League of America trotskyste pour former le Workers Party.

Ces trois grandes éruptions furent une préfiguration des batailles ultérieures qui marquèrent le développement du CIO dans la période de 1935-

1. **Harry Bridges** (1901- ?) Australien, d'abord marin, membre des IWW puis docker à San Francisco, organisateur de la grande grève, patron du CIO de la côte ouest et tête de pont de l'influence du PC, il fut la cible des hommes de McCarthy comme étranger et sympathisant communiste.

1937. A travers les leçons de ces événements, Art Preis confirme de nouveau la validité de la prémisse marxiste que le concept, les méthodes et l'application de la stratégie et de la tactique de la lutte de classe ont été les premières responsables de la création de la direction, de la conscience, du mouvement qui a établi dans ce pays le véritable syndicalisme pour la première fois depuis la naissance du premier mouvement ouvrier.

Ce développement a été connecté et étroitement mêlé au développement historique du mouvement ouvrier américain depuis le début. Chaque plateau successif peut être remonté jusqu'à ses racines dans les luttes antérieures, chacune d'elles traversant un certain cycle et chacune émergeant aussi à un niveau supérieur.

Paul LeBlanc

Avant-gardes révolutionnaires aux Etats-Unis dans les années 30 ¹

La question de savoir où va le champ des études sur la classe ouvrière nous amène à une question plus fondamentale : quel est l'objectif de ce que nous appelons « études sur la classe ouvrière » ? Cherchons-nous un moyen de vendre nos produits intellectuels, de tracer de nouveaux chemins pour l'emploi et l'avancement de ceux qui se sont spécialisés dans ce que nous espérons être une industrie en pleine croissance ?

Le champ prometteur des études d'orientation sociale du mouvement ouvrier qui est apparu dans les années soixante — grâce au beau travail pionnier d'E.P. Thompson, Herbert Gutman, David Montgomery — a certainement donné le moyen pour quelques militants radicaux ² de poursuivre de nouvelles carrières académiques. Avec le bon emballage, nous pourrions peut-être développer une série d'occasions.

Pour nombre d'entre nous cependant, nos objectifs sont plus ambitieux encore. Animés du désir passionné de donner pour nous mêmes un sens à la réalité, nous espérons aussi que nos travaux intellectuels puissent contribuer à la

1. *In Defense of Marxism*, n° 138, septembre-octobre 1997. Cet article est basé sur une conférence à Youngstown University.

2. Le terme "radical" en américain désigne un élément politiquement "avancé".

croissance d'une majorité ouvrière consciente et confiante en elle. Et nous espérons être utiles dans cet effort pour créer un mouvement ouvrier conscient — d'une conscience de classe. Cela englobe non seulement les syndicats mais aussi les organisations qui embrassent les secteurs immenses aux nombreuses facettes de la classe ouvrière tout entière, qui se consacrent à un changement social qui soit authentiquement démocratique et donc révolutionnaire. C'est cette façon d'aborder les Etudes sur la classe ouvrière qui anime la recherche que John Hinshaw et moi-même avons fait pour notre prochain livre.

Je vais donner ici un résumé de ma propre contribution à ce volume.

Deux énigmes

Il existe deux énigmes que je veux tenter de résoudre. Les réponses ont des implications pratiques pour aujourd'hui. La réponse à la première est suggérée dans la présentation. Peut-être la réponse à la deuxième sera abordée au cours de la discussion et suggérera le sens dans lequel devraient aller certaines des études sur la classe ouvrière.

Les années trente ont été considérées comme « *les années turbulentes* »¹ et la décennie du « *Pas Géant du Labor* » selon les termes d'Irving Bernstein et Art Preis. Ce sont les titres de leurs histoires classiques sur la montée du CIO et les luttes héroïques des travailleurs qui ont résulté dans la création de grands syndicats qui ont constitué la base du CIO. Mais quelques statistiques semblent presque suggérer que c'était une illusion d'optique. Telle est la première énigme.

Il est indiscutable que des gains énormes ont été réalisés par les ouvriers des Etats-Unis, malgré la Dépression dévastatrice et la tyrannie des grandes sociétés capitalistes. La croissance du CIO et la résurrection de l'AFL ont touché des millions de gens. Le nombre d'employés syndiqués a plus que triplé, de 2,8 millions en 1933 à 8,4 en 1941. Ce qui a amené des changements positifs dans les salaires, les horaires, les conditions de travail et la dignité dans l'emploi, plus une législation sociale de valeur et une transformation profonde du combat politique, donnant aux gens plus de contrôle sur leur monde.

1. *The Turbulent Years* est le titre de l'histoire de cette période du mouvement ouvrier par Irving Bernstein.

En même temps, un autre historien respecté du mouvement ouvrier, Melvyn Dubofsky, creusant dans les statistiques des campagnes syndicales d'organisation et des grèves des années trente, a observé que l'écrasante majorité des travailleurs pendant cette période n'étaient simplement pas engagés dans les luttes syndicales. Il a concentré son attention sur les deux années de luttes les plus intenses — 1934 et 1937.

L'année 1934 a vu des grèves générales dans trois villes : Toledo (Ohio), San Francisco (Californie) et Minneapolis (Minnesota). A Toledo les ouvriers de l'Auto-Lite Company, avec leurs alliés de la Ligue des chômeurs, ont battu la compagnie et la Garde nationale avec le soutien du conseil syndical central de la ville et sous la direction de l'American Workers Party, de gauche, d'A.J. Muste¹. A San Francisco, les dockers et autres travailleurs, suivant une direction de gauche, particulièrement des militants du PC, ont également été soutenus par le conseil central syndical de la ville, ont combattu les mercenaires des compagnies et la police locale et, là aussi, ont affronté la Garde nationale. A Minneapolis et sa voisine St-Paul, les éléments avancés qui ont donné une direction aux luttes ouvrières étaient des membres de la Communist League of America, partisans de Léon Trotsky. Ici, les Teamsters de la ville, soutenus par le Central Labor Council de la ville et la masse des travailleurs inorganisés et sans emploi et les familles des petits fermiers, ont affronté les puissants employeurs de la ville, combattu la police et là aussi leur lutte a abouti face à la Garde nationale.

Les fantastiques victoires syndicales dans ces trois villes ont provoqué les campagnes d'organisation de masse des travailleurs industriels et lancé le CIO. L'année 1937 a vu les grèves massives sur le tas et autres actions militantes de la classe ouvrière qui ont vaincu la puissante General Motors et l'United Steel

1. **Abraham Johannes** dit **A.J. Muste** (1885-1967), pasteur presbytérien d'origine hollandaise, prêtre en 1908, a commencé par épauler les grévistes puis a pris des responsabilités syndicales. De 1921 à 1933 il a dirigé le Labor College de Brookwood qui a formé une génération de cadres du Labor. Animateur sur le plan politique du Committee for Progressive Labor Action, devenu American Workers Party, il a accepté la fusion avec les trotskystes de la CLA et la formation du WPUS. Il est retourné à sa foi religieuse en 1936 à Notre-Dame de Paris, peu après avoir rendu visite à Trotsky en Norvège. A la fin de sa vie, il a joué un rôle important dans le mouvement contre la guerre du Vietnam, s'est rendu célèbre par son voyage à Hanoi bombardée en 1966.

States Steel, par l'United Auto Workers et le Steel Workers Organizing Committee mis sur pied et aidés financièrement par le CIO.

Une minorité seulement dans le grand mouvement vers les syndicats

Le fait est cependant qu'en 1934 et 1937, seulement 7 % environ des travailleurs ayant un emploi ont été impliqués dans des grèves. Il faut nous demander ce que les 93% restants de la force de travail faisaient pendant la grande vague de grèves de 1934 et 1937 et à travers la décennie.

Une partie de l'explication est suggérée par le perspicace journaliste radical Louis Adamic ¹ qui écrit :

« Je connais ou j'ai connu des centaines d'ouvriers non qualifiés, surtout dans la petite industrie, dont l'apathie et la résignation ont quelque chose de saisissant. Quand aucun syndicat n'est apparu pour les dresser sur leurs jambes, la majorité d'entre eux sont restés indifférents aux conditions qu'ils devaient endurer. Du fait de l'existence de certaines conditions, ils ne voient aucune possibilité de les changer. C'est un fatalisme mortel ».

Adamic niait que l'oppression capitaliste engendrait la conscience de classe. Il écrivait :

« L'exploitation est terrible, mais les travailleurs se contentent de grogner. Quand on leur suggère la syndicalisation, ils s'y opposent : elle pourrait leur faire perdre leurs emplois ! Pourtant ils haïssent leur boulot. Leur haine s'exprime dans des propos subversifs, le sabotage, le défaitisme ».

Il ajoutait :

« La plupart des ouvriers américains n'ont qu'une faible idée, voire aucune de ce que sont les emplois en-dehors de leur champ étroit de vision. Ils ignorent l'interdépendance des fonctions des ouvriers et ignorent son importance, le caractère indispensable de leur travail. Beaucoup tendent à déprécier leur propre rôle, sinon oralement, du moins intérieurement, pour eux, et se comportent de façon indolente comme ouvriers, comme êtres humains et le public en général, mal informé comme il l'est sur ce qui fait tourner les roues, tend à être d'accord avec eux ».

1. **Louis Adamic** (1899-1951), émigré de Serbie en 1913, fait tous les métiers, docker puis journaliste en 1929, lié à Muste. Soutient Tito contre Staline. Mort suspecte, par balles.

Les enclaves de parenté

Je pense qu'il pourrait être utile, là aussi, de jeter un coup d'oeil sur les découvertes d'un historien social nommé John Bodnar, qui a étudié et interrogé des travailleurs venant de ce qu'il appelle « *les masses des travailleurs de base qui ont été retenus dans de solides enclaves à base familiale* » de grandes communautés de travailleurs immigrés, plus de nombreux Noirs ainsi que quelques Blancs venus du Sud. Particulièrement dans la mesure où les techniques de production de masse ont été développées par les employeurs dans les premières décennies du XXe siècle — en très grande partie pour liquider la puissance des ouvriers spécialisés potentiellement avancés politiquement —, des travailleurs sans spécialité récemment arrivés étaient absorbés dans la production de masse et souvent y trouvaient des emplois pour leurs parents et amis dans le besoin.

La famille et les liens ethniques étaient étroitement entremêlés à l'occupation professionnelle, créant ce que Bodnar appelle des « enclaves de parenté » dans lesquels « les préoccupations familiales étaient considérablement renforcées ». Ce phénomène entrainait en contradiction avec les idéologies capitalistes de mobilité vers le haut par individualisme farouche, d'un côté, ou une conscience de classe révolutionnaire prolétarienne de l'autre, Bodnar écrit :

« Les obligations familiales dominaient les préférences ouvrières et peuvent avoir exercé une influence modératrice sur les aspirations individuelles et la formulation d'objectifs sociaux ou économiques ».

La famille ou l'orientation vers la parenté ont « transformé les inclinations individuelles et l'idéalisme en faveur de la survivance du groupe ».

Tandis que les gens dans cette situation pouvaient, dans certaines conditions, répondre à une campagne d'organisation syndicale, le plus souvent, ils n'étaient pas en position de lancer des luttes de classe militantes.

Dans l'avant-garde de la classe ouvrière : militants avancés et syndicaux

En un sens, la réponse à l'énigme que nous avons posée est aussi évidente que la réponse à la question de savoir pourquoi les enfants ne traversent pas la

route. Une partie des travailleurs ne s'est pas engagée dans les grandes batailles de classe des années 30 parce qu'ils ne s'en sentaient pas capables. On peut faire référence à la petite minorité d'ouvriers qui étaient effectivement engagés dans « le pas géant du Labor » des années 1930 en tant que couche d'avant-garde de la classe ouvrière — ceux-là, pour une série de raisons, étaient capables de se voir eux-mêmes et leur situation, d'une certaine manière, et étaient en position de prendre des décisions vitales, ce qui les rendait capables de marcher bien en avant des autres.

On trouve dans cette couche d'avant-garde cependant, deux composantes distinctes. L'une a été un petit réseau d'organiseurs de la classe identifiés par Staughton et Alice Lynd dans leur excellent livre sur *La Base*. Ils écrivent :

« Les gens de la base de ce livre sentaient qu'il devait y avoir des changements sociaux. Ils étaient à la fois militants, revendiquant des changements dans leurs syndicats et sur le lieu de travail et avancés en ce sens qu'ils essayaient de démocratiser la société large. Ils imaginaient à la fois un syndicat et une société plus justes, plus humains, plus de communauté ».

En fait, la plupart des vétérans militants ouvriers que nous avons interviewés avaient été membres d'organisations socialistes, communistes ou trotskystes.

Une composante différente et plus nombreuse de la couche d'avant-garde est faite de ceux qui peuvent avoir flirté brièvement avec des visions sociales plus larges, mais qui penchaient plus ou moins vers un « syndicalisme pur et simple ».

Melvyn Dubofsky attire notre attention sur la dialectique entre les divers militants ouvriers et la base plus large. Il écrit :

« Plus souvent, l'action de minorités militantes (ce que certains historiens ont caractérisé comme "un syndicalisme de bougie de moteur") précipitait ensuite une réponse collective ».

Son portrait de la classe ouvrière aux couches multiples vaut d'être présenté longuement :

« Même les régions et les villes les plus déchirées par les coups de la crise avaient une classe ouvrière significativement différenciée à l'intérieur. Au sommet, il y avait les cadres locaux, les syndicalistes bougies, les hommes et les femmes pleinement conscients de leur rôle dans une société de place de marché qui exaltait l'individualisme et récompensait la force collective. Ces individus alignés sur le

spectre politique des social-démocrates aux communistes, fournissaient les dirigeants, les militants et l'idéologie qui nourrissait le conflit social et l'apparition d'un syndicalisme de production de masse. Au-dessous se trouvait une proportion importante d'ouvriers qui pouvaient être transformés par exemple en grévistes militants et syndicalistes et, à leur tour, agir comme des minorités militantes. En-dessous encore, il y avait les travailleurs immigrés de la première et de la deuxième génération, ainsi que les nouveaux venus de la campagne américaine, qui demeuraient encroûtés dans une culture définie par les liens traditionnels avec la famille, la parenté, l'église et le club ou la taverne du voisinage. Habités à suivre les rituels du passé, écoutant les conseils des dirigeants de la communauté, lents à agir, de tels hommes et de telles femmes ne rejoignaient que rarement les syndicats avant une grève victorieuse, une fois lancés dans l'action agissaient avec une rare solidarité, mais servaient cependant rarement comme militants avancés politiques ou syndicaux ».

La réalité de la classe ouvrière est même plus complexe encore, bien que les catégorisations sommaires de Dubofsky soient utiles comme première approximation. La partie de l'analyse sur laquelle je veux attirer l'attention, est la minorité militante que l'on peut subdiviser en éléments avancés politiques et activistes militants syndicalistes mais non socialistes, qui tous ensemble jouent le rôle d'une indispensable avant-garde.

Les éléments avancés politiques étaient les membres des divers groupes communistes et socialistes et de groupes nés de leurs scissions, plus des anarchistes et d'anciens Wobblies, qui, tous ensemble, représentaient une sous-culture de gauche vitale qui a existé au sein de la classe ouvrière des EU pendant la première moitié du XXe siècle. Les idées, la vision, la confiance, la connaissance de la façon d'organiser fournies par ces organisations ouvrières de gauche ont constitué une partie essentielle de la chimie du grand soulèvement ouvrier des années 30.

Rôle du parti communiste

Il faut aller au-delà cependant pour souligner l'importance centrale du Parti communiste. Elle est suggérée par les chiffres de membres des groupes de gauche au milieu des années 30. Les trotskystes, même après leur fusion avec l'American Workers Party d'A.J. Muste, avaient environ 700 membres. Les

communistes dissidents tendant à droite à la suite de Jay Lovestone¹, étaient peut-être 1000. Même le Socialist Party, qui fluctuait autour de 10 000, n'avait que 1 300 membres syndiqués y compris dans le vêtement et l'automobile où nombreux étaient ceux qui étaient en train de le quitter. Par ailleurs, le parti communiste avait environ 30 000 membres dont 15 000 étaient membres des syndicats. En tout cas, la Gauche fut essentielle pour le triomphe ouvrier des années 30.

Ceci nous amène à la deuxième énigme. Si la Gauche était vraiment aussi essentielle à la croissance du nouveau mouvement ouvrier, comment a-t-elle pu être écrasée au cours d'une période vraiment courte ?

Bien entendu, il semble peu probable qu'une révolution communiste ou socialiste ou prolétarienne aurait pu être provoquée aux Etats-Unis dans les années 30. Ce n'est pas de cela que je parle. Je parle de la survie d'une force de gauche effective dans le mouvement ouvrier. Certains historiens ont assuré que c'était impossible pour les activistes communistes ouvriers de faire qualitativement mieux que ce qu'ils firent, que la victoire de l'anti-communisme conservateur dans les syndicats était inévitable et que la Gauche ne pouvait pas faire grand chose pour empêcher sa marginalisation et son élimination.

Il y a pourtant des raisons de le contester. Dans ses mémoires intitulés *Labor Radical*, l'ancien directeur de la publicité du CIO, Len DeCaux² expliquait que le CIO primitif n'était pas simplement une nouvelle fédération syndicale mais « *un mouvement de masse ; revivaliste dans sa ferveur, militant dans son état d'esprit, avec une solidarité de classe* ». Il élaborait :

« En gagnant de l'importance, ce mouvement entraîna avec lui de nouvelles attitudes politiques — à l'égard des grandes sociétés, à l'égard de la police et des troupes ; à l'égard du gouvernement local, de l'Etat national. Maintenant nous avons un mouvement, disaient les ouvriers, pourquoi ne pouvons-nous pas continuer à avancer ? Aujourd'hui nous avons obligé la toute puissante General Motors à accepter nos conditions, par nos grèves sur le tas en défiant tous les

1. **Jay Lovestone** (1898-1980), émigré lituanien, au CC du PC à 21 ans, était un grand fractionniste éliminé par Staline au tournant des années 30. Il forma ensuite une "opposition" dite de droite. Plus tard, anticommuniste professionnel.

2. **Len DeCaux** (1899- ?), anglais, diplômé d'Oxford, ouvrier itinérant aux EU, IWW, puis PC en 1926 en Grande-Bretagne animateur de syndicats "rouge", séjours à l'étranger puis direction de *CIO News* en 1937.

pouvoirs dont elle dispose, avec notre nombre, notre solidarité, notre détermination à transformer la cité et l'Etat, le gouvernement de Washington lui-même. Pourquoi ne pouvons-nous pas aller de l'avant pour créer une société nouvelle avec les ouvriers au sommet, pour mettre fin aux injustices anciennes, bannir la pauvreté et la guerre ? »

A début des années 50, le mouvement ouvrier aux EU avait été en grande partie déradicalisé — la vision indiquée par DeCaux ayant été remplacée par l'idée que capitalistes et ouvriers étaient « des partenaires de progrès ». Aurait-il été possible pour une aile socialiste de gauche du mouvement ouvrier de survivre comme force significative aux Etats-Unis ? Du fait de l'anti-communisme de la Guerre Froide et de la prospérité du capitalisme, l'écrasement de la Gauche était-il inévitable ?

Je suggérerai que non. Mais s'il en est ainsi, il faut tourner notre attention critique vers la seule organisation qui à gauche était la mieux placée pour faire la différence : le Parti communiste des Etats-Unis. Il ne s'agit pas de faire des boucs émissaires des militants dévoués et idéalistes qui étaient membres de ce parti et qui ont joué un autre rôle héroïque dans la construction du CIO.

Mais si leur défaite était évitable ou si elle aurait pu être moins désastreuse et profonde, il est important pour nous d'en comprendre les différentes raisons. Un aspect des études sur la classe ouvrière doit être d'explorer tout cela afin d'apprendre des faiblesses fatales afin que l'on ne refasse pas des erreurs semblables dans les luttes de l'avenir. Peut-être aborderons-nous cet aspect de l'énigme au cours de la discussion.[...]

Je propose les conclusions suivantes :

On peut concevoir qu'une organisation de la dimension et avec les ressources du Parti Communiste américain au début des années 30 aurait pu poursuivre un programme politique quelque peu différent de ce qu'il a poursuivi en réalité. Si ce programme différent était appliqué intelligemment avec une sensibilité à l'égard des diverses couches de la classe ouvrière des EU, la volonté d'apprendre d'elles une interaction respectueuse, alors il est bien possible qu'un mouvement de gauche de la classe ouvrière plus fort, plus durable aurait émergé de la décennie de la Dépression.

Il fallait non seulement une politique de front unique souple et énergique dans la construction des nouveaux syndicats d'industrie, que le Parti

Communiste a manifestée, mais aussi cinq autres facteurs : 1. Une plus grande démocratie interne et moins de sectarisme à l'égard des autres groupes de gauche ; 2. Une indépendance critique à l'égard du régime bureaucratique autoritaire et meurtrier de Staline en URSS ; 3. Une indépendance à l'égard du Parti démocrate et un soutien consistant au développement d'un Labor Party indépendant — tout en reconnaissant et en vivant le fait que nombre d'amis et alliés dans le mouvement ouvrier y seraient enracinés au moins pour un temps ; 4. La compréhension du caractère révolutionnaire mais relativement indépendant de la lutte des Afro-Américains qui — loin d'être subordonnée aux besoins de la coalition labor-libéraux — devrait être soutenue comme essentielle pour la radicalisation de la classe ouvrière dans son ensemble et 5. Une éducation persistante et un recrutement de nouveaux ouvriers et autres syndiqués pour la compréhension de la lutte des classes et la nécessité du pouvoir ouvrier et du socialisme.

Frank Lovell¹

Le cataclysme : la Deuxième Guerre mondiale et l'histoire du trotskysme américain ²

L'histoire du XXe siècle est divisée entre l'avant-Deuxième Guerre mondiale et ce qui l'a suivie. Il est vrai que la Première Guerre mondiale a introduit bien des changements, y compris la chute de la plupart des vieilles dynasties d'Europe et la perte concomitante de plusieurs têtes couronnées. La Révolution russe victorieuse aussi et ses répercussions politiques à l'échelle du monde ont été les conséquences directes de cette guerre. Mais cela ne faisait que préfigurer la deuxième grande conflagration qui a été bien souvent plus destructrice et qualitativement différente. Elle a transformé le monde à presque tous les égards. Indépendamment de l'aspect que les historiens choisissent d'étudier, ils s'aperçoivent très vite que la Deuxième Guerre Mondiale a été le grand diviseur, comme un gouffre creusé par un tremblement de terre d'une force inimaginable. La triste scène politique d'aujourd'hui ne peut être comprise et expliquée qu'à la lumière des causes et conséquences de la Deuxième Guerre mondiale.

1. **Frank Lovell** (1913-1998), a rejoint le WPUS en 1935 et milité à San Francisco puis NewYork. Exclu du SWP, il fut l'un des animateurs du bulletin *In Defense of Marxism*.

2. *In Defense of Marxism*, N° 138, septembre-octobre 1997. Les notes sont des *CLT*.

La Grande Dépression

Ceux qui survivent de ceux qui ont vécu aux Etats-Unis et peuvent se souvenir de la Grande Dépression (1929-1939) se souviennent parfois de cette période comme celle des « temps heureux » mais seulement parce que c'étaient les jours de leur enfance. Cette décennie a été une époque de chômage sévère, de souffrances terribles, de migration de masse et de désespoir dans ses premières années.

Quand la dépression frappa, nombre de ses victimes la prirent pour une catastrophe naturelle, quelque chose à quoi on ne pouvait pas faire grand chose et sur laquelle de simples mortels n'avaient aucun contrôle. Les précheurs d'Évangile furent parmi les rares bénéficiaires. Eux ainsi que quelques autres camelots vendeurs de superstitions et d'ignorance ne tardèrent pas à attribuer l'effondrement économique à la « *colère divine* ». Quelques-uns disaient qu'elle était causée par les « *tâches du soleil* ».

Une vraie catastrophe naturelle causée largement par la médiocrité des méthodes agricoles et l'indifférence écologique se produisit en même temps pendant une partie de la Grande Dépression : la sécheresse et des tempêtes de vent sur les plaines Nord-Américaines dévastèrent de grandes portions du Texas, de l'Oklahoma, du Nebraska et autres régions de ce qu'on appela bien tôt « *la cuvette de poussière* ». Ce phénomène, combiné à ce que certains appelaient « *sécheresse économique* » propulsa vers l'Ouest de grands nombres de fermiers pauvres. On put voir des familles entières transportées dans des trains de marchandises très lents vers les Etats de la Côte pacifique. La Californie établit « *une patrouille frontalière* » pour essayer d'empêcher l'entrée dans cet Etat des « Okies » sans le sou — car tel était le nom péjoratif qui était attaché aux victimes de la poussière. Ce ne fut là qu'un aspect de la dislocation, de la souffrance humaine et du désespoir qui étreignirent la nation.

Des millions de gens en 1931 (deux ans de dépression), n'avaient pas de travail, pas de domicile et ne savaient où se tourner pour appeler au secours. Les conséquences destructrices étaient incalculables. Le cheptel mourait ; les moissons n'étaient pas faites faute de marchés, machines et entrepôts étaient détériorés. Les marchés pour tous les produits étaient asséchés, le capitalisme ne fonctionnait plus. Ce système n'avait pas réussi à satisfaire les besoins fondamentaux de vastes secteurs de la population. La classe dirigeante, les capitalistes qui détenaient les moyens de production, commençaient à réaliser

LE TROTSKYSME AMÉRICAIN ET LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE 39
qu'il fallait faire quelque chose pour alléger les souffrances, autrement la dislocation sociale et l'agitation allaient se transformer en révolution.

Le trotskysme américain dans la dépression

A ce point de jonction, le groupe révolutionnaire le plus conscient politiquement aux Etats-Unis était la Communist League of America (CLA), dont les dirigeants avaient été exclus du Parti Communiste en 1928 pour « trotskysme ». Le dirigeant de ce groupe était James P. Cannon ¹, qui décrivit plus tard dans *History of American Trotskyism* les décisions et actions de la CLA dans ces années cruciales. Il expliqua que, pendant les cinq ans d'existence de la CLA, de 1928 à 1933, « *la faiblesse de notre effectif, la stagnation générale dans le mouvement ouvrier et la domination complète de tous les mouvements radicaux par le Parti communiste nous imposaient d'être une fraction à l'intérieur du Parti communiste* » (p. 118).

Mais en 1933 la situation politique était différente dans le pays et internationalement, comme le nota Cannon :

« La Comintern avait été ébranlée par la débâcle allemande et, aux franges du mouvement communiste, elle était en train de perdre son autorité. Bien des gens, sourds auparavant à tout ce que nous disions, sentaient s'éveiller un intérêt pour nos idées et nos critiques. Par ailleurs, les masses qui étaient restées assoupies et stagnantes pendant les quatre premières années de la crise économique en forme de cataclysme, commençaient à bouger de nouveau ».

Cannon notait aussi des changements dans la composition des syndicats de l'AFL :

« En dépit du grand conservatisme, de l'étroitesse corporative et de la corruption de la direction de l'AFL, nous insistions tout le temps pour que les militants ne se séparent pas du courant principal du syndicalisme américain et ne bâtissent pas des syndicats artificiels et idéaux, à eux, qui seraient isolés des masses. La tâche des militants révolutionnaires telle que nous la définissions, était de plonger dans le mouvement ouvrier tel qu'il existait et d'essayer de l'influencer de l'intérieur.

L'American Federation of Labor tint un congrès en octobre 1933. Il enregistra, pour la première fois depuis des années une augmentation importante du nombre des membres en résultat du réveil des travailleurs, des grèves et campagnes

1. **James P. Cannon** (1875-1973), militant du SPA et IWW, co-fondateur du CPUSA, un de ses dirigeants, exclu en 1928, dirige à partir de cette date les trotskystes américains.

d'organisation, qui, neuf fois sur dix, partaient d'en bas. Les travailleurs affluaient dans les syndicats AFL sans guère d'encouragement ni de directives de la bureaucratie ossifiée » (p. 121).

La politique trotskyste dans les syndicats

Cette politique syndicale de la CLA n'était pas partagée par la plupart des autres groupes radicaux de l'époque. Le Parti communiste, alors dans sa « Troisième Période », essayait de construire des « syndicats révolutionnaires » parce que, disait-il, l'AFL était une organisation « social-fasciste formée de syndicats de compagnies ». Ce qui restait des IWW, c'était « quelques syndicats d'industrie révolutionnaires qui essayaient de gagner des membres sur les syndicats de métier de l'AFL et d'organiser les ouvriers d'industrie inorganisés. Ce fut la politique syndicale de la CLA (plus tard adoptée par le PC) qui guida les ouvriers radicaux dans les syndicats AFL vers la victoire en 1934 dans les grèves historiques de Minneapolis, Toledo, San Francisco.

Le mouvement du CIO naquit de la lutte à l'intérieur de la vieille AFL pour créer des syndicats d'industrie, une lutte organisée par un étroit segment de la bureaucratie syndicale dirigé par John L. Lewis ¹. Ce segment de la bureaucratie était impulsé et répondait au soulèvement dans les rangs incarné dans les trois grandes grèves de 1934 mentionnées ci-dessus. Les années de formation du CIO, en gros 1935-1938, marquèrent une période excitante pour les radicaux dans les syndicats très bien décrite dans l'histoire du CIO par Art Preis, *Labor's Giant Step*.

Mais avec la Deuxième Guerre mondiale dont la première phase commença à la fin de l'été 1939, exactement quatre ans après le début du CIO, un grand changement se produisit dans la composition des nouveaux syndicats, dans la conscience sociale de la direction syndicale, dans le degré d'intervention gouvernementale et la régulation des syndicats.

1. **John L. Lewis** (1880-1969), dirigeant de l'UMW, lieutenant de Gompers, puis Green, il se rallie au syndicalisme d'industrie et fonde le CIO en 1935 avec l'aide des communistes qu'il avait traqués.

C'est le tournant vers la guerre, pas les travaux publics, qui a mis fin à la Dépression

Les mesures économiques d'aide de l'administration Roosevelt ¹, le « New Deal »² ont fait revivre la production de biens d'échange et aidé à restaurer la stabilité dans le système monétaire (à partir de la déclaration de Roosevelt sur « des vacances pour les banques », qui sauva bien des banques ébranlées par la crise bancaire de 1932) mais la crise du chômage ne fut pas réglée. Des jeunes furent pris dans les rues des villes et dans certaines zones rurales pour être formés et rééduqués dans les camps du Civilian Conservation Corps. Et des dizaines de milliers d'ouvriers manuels, artistes, intellectuels, reçurent du travail — dont le gros était essentiel pour l'infrastructure industrielle dans la myriade de projets de travaux sous l'égide de la Public Works Administration (PWA) fédérale, plus tard Works Progress Administration (WPA).

Mais tous ces programmes d'aide gouvernementaux changeaient continuellement, étaient peu sûrs, incertains. Les emplois industriels étaient rares et habituellement temporaires ou saisonniers. Les meilleurs emplois étaient ceux qui étaient sous contrat syndical, souvent pas très bien protégés. L'économie ne se redressa jamais sous l'« amorçage de la pompe » des deux premières administrations Roosevelt des années 1931-1938. En 1938, il y avait encore 10 millions de chômeurs, à partir de 13 en 1933.

C'est sous la deuxième administration Roosevelt que commencèrent les sérieux préparatifs pour la guerre. En 1936, les dépenses fédérales pour la guerre étaient de 929 millions de dollars, une somme dérisoire aux mesures actuelles. En 1938, on dépassa le milliard de dollars et on ne devait jamais descendre en-dessous. La préparation pour un développement rapide d'une grosse industrie de guerre était en cours. Mais cela n'aboutit pas tout de suite à de nouveaux emplois pour les chômeurs. Il n'y avait aucun changement important dans les vies quotidiennes des travailleurs. En 1938, les emplois semblaient difficiles à trouver, principalement à cause des économies dans les projets de la WPA.

1. **Franklin D. Roosevelt** (1882-1945), d'une grande famille démocrate, Président des Etats-Unis de 1932 à sa mort, inventeur du "New Deal" puis oriente le pays vers la guerre.

2. *Le New Deal* (Nouvelle Donne) consistait essentiellement dans une politique de grands travaux destinées à résorber le chômage et une relance de la consommation.

Les observations de Trotsky en 1938-1940

Personne en ces jours ne comprit aussi bien la teneur politique du temps que Léon Trotsky, qui écrivait tous les jours depuis son refuge du Mexique sur les questions sociales les plus pressantes, et surtout l'imminence de la guerre. Il acheva en 1938 le projet de *Programme de Transition pour la Révolution socialiste*, un document programmatique sur lequel la IV^e Internationale fut fondée quelques années plus tard.

Dans ce document, Trotsky cherchait à expliquer comment la classe ouvrière et les pauvres de toutes les régions du monde pouvaient se protéger et éventuellement arrêter la machine de guerre. « La guerre, écrivait-il, est une entreprise commerciale gigantesque, en particulier pour l'industrie de l'armement ». Il inséra dans le texte du *Programme de Transition* une parenthèse rappelant sa première déclaration contre la guerre, *La Guerre et la IV^e Internationale*, qui, disait-il, conserve aujourd'hui toute sa force.

A la veille de la Deuxième Guerre Mondiale, le 23 juillet 1939, Trotsky fut interrogé par un groupe de chercheurs américains (le Comité des Relations culturelles avec l'Amérique latine, dirigé par le professeur Hubert Herring¹). Ils lui posèrent des questions pénétrantes, dont celle-ci : « *Quelle est la vitalité du bloc arrêtez-Hitler ? Quel cours suivra la Russie soviétique en s'alliant avec la Grande-Bretagne et la France ? Considérez-vous qu'il soit vraisemblable que Staline puisse en venir à un accord avec Hitler ?* ». La réponse de Trotsky fut prophétique :

« Cela ne dépend pas seulement de Staline, mais d'Hitler. Staline a proclamé qu'il était prêt à conclure un accord avec Hitler. Hitler a jusqu'à présent rejeté cette proposition. Il l'acceptera peut-être. Hitler veut créer pour l'Allemagne une position de domination dans le monde. Les formules rationalisantes ne sont qu'un masque, comme la démocratie en est un pour les empires français, britannique et américain.

L'intérêt véritable de la Grande-Bretagne est de garder l'Inde, celui de l'Allemagne de s'en emparer ; celui de la France, de ne pas perdre ses colonies ; celui de l'Italie de s'emparer de nouvelles colonies. Les colonies n'ont pas de démocratie. Si la Grande-Bretagne, par exemple, luttait pour la démocratie, elle ferait bien de

1. **Hubert Clinton Herring** (1888-1967), était un professeur spécialiste d'Amérique latine.

commencer par la donner à l'Inde. Le très démocratique peuple britannique ne leur donne pas la démocratie parce qu'il ne peut exploiter l'Inde que par des méthodes dictatoriales. L'Allemagne veut écraser la France et la Grande-Bretagne. Moscou est tout prêt à laisser les mains libres à Hitler parce que le Kremlin sait parfaitement que, s'il s'engage dans cette voie, la Russie n'aura pas à craindre d'attaque de l'Allemagne pendant des années. Je suis certain qu'ils fourniraient des matières premières à l'Allemagne pendant la guerre à condition que la Russie reste à l'écart du conflit. Staline ne veut pas une alliance militaire avec Hitler mais seulement un accord pour rester neutre pendant la guerre. Mais Hitler a peur que l'Union soviétique ne devienne suffisamment puissante pour conquérir d'une façon ou d'une autre la Roumanie, la Pologne, les Etats des Balkans pendant que l'Allemagne serait engagée dans une guerre mondiale et qu'elle rapprocherait ainsi ses frontières de celles de l'Allemagne. C'est pourquoi Hitler voulait une guerre préventive contre l'Union soviétique afin de l'écraser et de commencer ensuite sa guerre pour la domination mondiale. Les Allemands hésitent entre ces deux possibilités, ces deux variantes. Je ne peux pas prédire ce que sera la décision finale. Je ne suis pas sûr qu'Hitler lui-même le sache aujourd'hui. Staline l'ignore, parce qu'il hésite et il continue ses pourparlers avec la Grande-Bretagne en même temps qu'il conclut des accords économiques et commerciaux avec l'Allemagne. Comme disent les Allemands, il a "deux fers au feu" »¹.

Ainsi Trotsky anticipait-il et prédisait-il le pacte Hitler-Staline qui fut signé un mois plus tard, le 22 août 1939. Le 1er septembre, les troupes d'Hitler envahissaient la Pologne et la Deuxième Guerre mondiale commençait.

Trotsky prévoit « le siècle américain »

Il faut relever une autre prédiction de Trotsky à la veille de la guerre. La dernière question des chercheurs américains qui l'interrogèrent était la suivante : « Quel serait le conseil que vous donneriez aux Etats-Unis en ce qui concerne leur rôle dans les affaires internationales » ?

Trotsky répond longuement à cette question provocatrice, manifestant nettement son opposition à l'impérialisme des EU, dont il était certain qu'il s'engagerait dans la guerre qui venait. Voici le texte de sa réponse :

« Je dois dire que je ne me sens pas compétent pour donner des conseils au gouvernement de Washington pour les mêmes raisons politiques qui font que le gouvernement de Washington ne juge pas nécessaire de m'accorder un visa. Nous sommes dans des situations sociales différentes. Je pourrais conseiller un

1. L. Trotsky, *Œuvres*, t. 21, pp. 296-297.

gouvernement dont les objectifs seraient les mêmes que les miens, mais non un gouvernement capitaliste, et, malgré le New Deal, le gouvernement américain est, c'est mon opinion, un gouvernement impérialiste et capitaliste.

Je ne peux que dire ce que devrait faire un gouvernement révolutionnaire — un véritable gouvernement des travailleurs des Etats-Unis. Je pense que la première chose à faire serait d'exproprier les "soixante familles"¹. Ce serait une excellente mesure — non seulement du point de vue national, mais aussi du point de vue du règlement des problèmes mondiaux —, ce serait un bon exemple pour les autres nations ; nationaliser les banques, donner du travail aux dix ou douze millions de chômeurs grâce à des mesures sociales radicales, fournir une assistance matérielle aux fermiers pour faciliter la liberté des cultures. Je crois que cela entraînerait l'élévation du revenu national des Etats-Unis, de 67 milliards de dollars à 2 ou 300 milliards de dollars annuels dès les prochaines années, parce que nous ne pouvons prévoir exactement l'accroissement formidable de la puissance matérielle de cette nation. Et bien entendu une telle nation pourrait être le dictateur du monde, mais un très bon dictateur, et je suis persuadé que, dans ce cas, les pays fascistes d'Hitler et de Mussolini, comme leurs peuples pauvres et misérables, disparaîtraient en dernière analyse de la scène historique si les Etats-Unis, en tant que puissance économique, trouvaient le pouvoir politique pour réorganiser toute leur structure économique actuellement très malade.

Je ne vois pas d'autre issue, pas d'autre solution. Nous avons observé la politique du New Deal ces six ou sept dernières années. Le New Deal a soulevé de grands espoirs. Je ne les partageais pas. Il y a deux ans, j'ai reçu ici, au Mexique, la visite de quelques sénateurs conservateurs qui m'ont demandé si j'étais toujours favorable à des mesures révolutionnaires chirurgicales. Je répondis que je n'en voyais pas d'autre mais que, si le New Deal était un succès, je serais prêt à abandonner mes conceptions révolutionnaires en faveur du New Deal. Mais il fut un échec et je ne crains pas d'affirmer que, si M. Roosevelt était réélu pour un troisième mandat, le New Deal ne réussirait pas mieux au cours de ce troisième mandat. Ce puissant ensemble économique que représentent les Etats-Unis, le plus puissant du monde, est en état de décomposition. Toute une nouvelle structure doit être mise en place et ce ne peut être fait tant que vous avez les soixante familles. C'est pourquoi j'ai commencé par le conseil de les exproprier.

Il y a deux ans, lorsque votre Congrès a voté des lois sur la neutralité², j'ai eu une discussion avec des hommes politiques américains et je m'étonnais que la nation la plus puissante du monde, avec un tel pouvoir créateur et un tel génie technique, ne comprenne pas la situation mondiale et qu'elle désire se retrancher du reste du

1. Les "soixante familles" étaient le titre de l'ouvrage consacré à l'économie des EU par l'économiste F. Lundberg qui pensait que soixante familles la dirigeaient.

2. Il s'agit de la Loi sur la neutralité votée le 1er mai 1937.

monde par un morceau de papier, la loi sur la neutralité. Si le capitalisme américain survit — et il survivra pendant quelque temps —, les Etats-Unis seront l'impérialisme et le militarisme les plus puissants du monde. Nous en voyons déjà aujourd'hui le commencement. Bien entendu, ce réarmement est en train de créer une situation nouvelle. Les armements sont aussi une entreprise. Arrêter les armements sans déclarer la guerre provoquerait la plus grande crise sociale dans le monde : des millions de chômeurs. La crise suffirait à provoquer la révolution et la crainte de cette révolution est aussi une raison de continuer les armements et les armements deviennent un facteur historique indépendant. Il faut les utiliser.

Votre classe dirigeante avait comme mot d'ordre "la porte ouverte en Chine", mais est-ce que cela signifie seulement avec des navires de guerre qui doivent préserver la liberté de navigation dans le Pacifique grâce à une immense flotte ? Je ne vois pas d'autre moyen que d'abattre le capitalisme japonais. Qui peut le faire, sinon la nation la plus puissante du monde ? L'Amérique dira qu'elle ne veut pas d'une paix allemande. Le Japon est soutenu par les armes allemandes. Nous ne voulons pas d'une paix italienne, allemande ou japonaise. Nous imposerons notre paix américaine parce que nous sommes les plus forts : cela signifie une explosion du militarisme et de l'impérialisme américains.

Tel est le dilemme : socialisme ou impérialisme. La démocratie ne répond pas à cette question. C'est là le conseil que je donnerais à un gouvernement américain ».

J'ai cité intégralement cette déclaration parce qu'elle résume l'appréciation portée par Trotsky sur la situation politique mondiale à la veille de la Deuxième Guerre mondiale, de façon beaucoup plus pénétrante que celle d'aucune autre figure politique de son temps. Trotsky parla en anglais, ce dont il s'excusa. L'interview fut prise en sténo par un de ses secrétaires qui la transcrivit et en fit une copie pour le groupe d'Américains. Elle fut publiée pour la première fois dans *Intercontinental Press* du 8 septembre 1969.

Mon objectif en publiant ici cette longue déclaration a été de donner un exemple de la compréhension politique profonde dont le mouvement trotskyste était armé en ces temps. Ce fut un gros avantage pour le Socialist Workers Party dans l'éducation de ses membres et la préparation technique de la direction, pour qu'elle puisse répondre aux défis qui allaient lui être opposés. La validité démontrable de la profondeur de vue de Trotsky n'empêcha pas la scission de presque 40 % des membres du SWP conduits par des hommes qui abandonnaient le marxisme, Burnham, Shachtman et Abern¹, tous les trois dirigeants du SWP

1. **Martin Abern** (1898-1949), ancien animateur des JC et proche collaborateur de Cannon au PC avait fondé l'Opposition de gauche aux EU avec lui et Shachtman. Il avait

avant l'éclatement de la guerre en Europe en 1939. Les avertissements de Trotsky au sujet du danger de guerre ne purent avoir d'effet sur la conscience populaire des masses laborieuses des EU¹. Leur pensée politique était presque entièrement conditionnée par leur dure vie et leurs courageuses luttes dans les années de dépression, et par la propagande de l'administration Roosevelt et des *mass media*.

Le trotskysme américain à la veille de la Deuxième Guerre mondiale

L'activité quotidienne du SWP à la veille de la Deuxième Guerre mondiale était surtout centrée sur les luttes de la classe ouvrière, actions de grève, manifestations de chômeurs, défense des acquis syndicaux : participation à la politique des syndicats, aux *caucus* dans les syndicats, organisation de syndicats nouveaux, recrutement de nouveaux membres pour le parti et diffusion de la littérature du parti. Les nuages de guerre accumulés jetaient leur ombre sur toute notre activité, mais la guerre qui venait ne nous obsédait pas. Nous savions qu'elle venait et pensions être prêts contre tout défi qu'elle nous lancerait.

Après que la guerre ait éclaté en Europe, une Conférence d'Alarme de la IVe Internationale, tenue à New York du 19 au 25 mai 1940, adopta un manifeste écrit par Trotsky : « La Guerre impérialiste et la Révolution prolétarienne mondiale ». Ce long manifeste expliquait « *ouvertement et clairement comment (la IVe) voyait cette guerre et ses participants, évaluait la politique de guerre des différentes organisations ouvrières et, plus important, quelle était l'issue vers la paix, la liberté, l'abondance* ».

Ses paragraphes de conclusion soulignaient succinctement ce qu'il fallait faire :

« La tâche fixée par l'histoire est de ne pas soutenir une partie du système impérialiste contre une autre mais de mettre fin au système tout entier ».

la réputation d'être un "organisateur" et ses adversaires le traitaient de "cliquard". **Max Shachtman** (1903-1972), ancien des JC, brillant journaliste, avait été du noyau trotskyste originel. **James Burnham** (1905-1987), professeur de philosophie à Columbia, était venu au SWP par l'American Workers Party d'A.J. Muste.

1. Peut-être peut-on également relever que les dites masses n'ont pas pu connaître ce texte où Trotsky exprimait sa pensée qui fut, comme l'indique l'auteur, publié presque trente ans plus tard.

Elle assurait que les travailleurs devaient apprendre l'art militaire :

« Toutes les grandes questions seront réglées dans l'époque qui s'ouvre les armes à la main ».

Elle appelait à la révolution mondiale pour mettre fin au massacre et à la destruction et réorganiser un monde pacifique :

« Nous préparons constamment, patiemment, inlassablement la révolution, dans les usines, les fabriques, les villages, les casernes, au front et dans la flotte ».

Juin 1940, discussion avec Trotsky sur la politique militaire

Une petite délégation des dirigeants du SWP conduite par Cannon et Farrell Dobbs, rencontra Trotsky à Coyoacán du 12 au 15 juin 1940. Les autres participants étaient Antoinette Konikow, Sam Gordon, Joseph Hansen, Charles Cornell et Harold Robins. L'objectif était de développer une stratégie de temps de guerre anti-guerre pour le SWP. Trotsky résuma ses propositions. Les extraits suivants des échanges expriment essentiellement la position de Trotsky :

« **Trotsky** : L'Etat organise maintenant d'immenses machines militaires avec des millions d'hommes. Désormais nous n'avons plus seulement les maigres possibilités des Gardes de défense mais les grandes possibilités offertes par l'Etat bourgeois lui-même.

Cannon : Cela peut-il prendre la forme de résolutions pour les syndicats ? Revendiquons-nous l'équipement militaire, l'entraînement etc. ? Qu'en est-il de la possibilité de nous confondre avec les patriotes ?

Trotsky : Une confusion partielle est inévitable, surtout au début. Mais nous plaçons toute notre agitation sur une base de classe. Nous sommes contre les officiers bourgeois qui vous traitent comme du bétail, vous utilisent comme chair à canon. Nous sommes concernés par les morts des soldats, à la différence des officiers bourgeois. Nous voulons des écoles pour ouvriers qui nous forment comme officiers. Nous voulons des officiers ouvriers.

On ne peut dire aux ouvriers : nous sommes prêts pour la révolution. Mais vous ne l'êtes pas. Dans cette situation, nous avons besoin de nos propres officiers. Nous voulons des écoles spéciales pour ouvriers où on nous formera pour devenir officiers.

Cannon : Le *New York Times* vient juste de publier un éditorial réclamant la formation militaire pour tous. Sommes-nous d'accord ?

Trotsky : Oui. C'est juste, mais sous contrôle de nos propres organisations.

Cannon : Est-ce que cette ligne ne signifie pas une rupture brutale avec les pacifistes comme Norman Thomas et les gens de “Gardez l’Amérique hors de la Guerre” ? Pendant longtemps notre agitation a été abstraite. Elle était contre la guerre en général. Seule la révolution peut arrêter la guerre. D’où notre revendication de la formation militaire pour tous. La difficulté est de montrer clairement que nous sommes vraiment contre la guerre. Il nous faut des formulations précises et claires.

Cela signifie aussi une rééducation de notre propre mouvement. Les jeunes ont été imprégnés d’une attitude anti-militariste — et “échappiste” — à l’égard de la guerre ? Beaucoup ont déjà demandé à propos de leur intention de se rendre au Mexique pour s’y cacher. Notre propagande n’est pas assez distincte de celle des pacifistes. Nous disons qu’il ne doit pas y avoir de guerre ! En même temps nous disons qu’on ne peut pas éviter la guerre. Il manque un chaînon quelque part. Toutes les questions seront réglées par la guerre. La simple opposition ne signifie rien. Mais le problème qui exige des formulations est comment nous distinguer des patriotes.

Konikow : Et qu’en est-il de nos mots d’ordre comme “Pas un cent pour la guerre” ?

Trotsky : Supposons que nous avons un sénateur. Il va présenter une loi pour former des camps de formation pour ouvriers. Il peut demander pour cela 500 millions. En même temps, il voterait contre le budget militaire parce qu’il est contrôlé par les ennemis de classe. Nous ne pouvons actuellement exproprier la bourgeoisie et nous lui permettons donc d’exploiter les travailleurs. Mais nous essayons de protéger ces derniers par les syndicats. Les tribunaux sont bourgeois mais nous ne les boycottons pas comme les anarchistes. De même avec les parlements. Nous sommes ennemis de la bourgeoisie mais essayons de les utiliser. La guerre est une institution bourgeoise, mille fois plus puissante que les autres institutions bourgeoises, mais nous l’acceptons comme un fait, comme les écoles bourgeoises, et essayons de les utiliser. Les pacifistes acceptent tout ce qui est bourgeois, sauf le militarisme. Ils acceptent les écoles, le parlement, les tribunaux, sans problème. Tout est bon en temps de paix. Mais le militarisme, qui est exactement aussi bourgeois que le reste ? Non, ils reculent et disent que nous n’en voulons rien. Le marxiste essaie d’utiliser la guerre comme toute autre institution bourgeoise. Il est clair maintenant que dans la période qui suit, notre opposition au militarisme constituera la base de notre propagande ; notre agitation sera pour la formation des masses.

Notre programme de transition militaire est un programme d’agitation. Notre programme révolutionnaire socialiste est de la propagande. »

Discussions de juin 1940 : politique syndicale et politique à l'égard du PC

L'autre question discutée lors de ces rencontres a été celle des fractions du SWP dans le mouvement syndical, la politique syndicale du parti. En général, le SWP avait bloqué avec de soi-disant progressistes et des militants activistes contre les staliniens, dans toutes les situations où les staliniens cherchaient à influencer ou à contrôler l'appareil du syndicat comme les Teamsters à Minneapolis, l'auto et les industries maritimes. Trotsky soutenait que la situation de guerre et l'opposition stalinienne à la guerre après la signature du pacte Hitler-Staline exigeaient un changement tactique dans la politique syndicale du SWP. Il réclamait un appel agressif aux membres du syndicat stalinien pour l'unité d'action contre les plans de guerre de l'administration Roosevelt et pour le soutien du candidat du PC, Browder, à l'élection présidentielle de 1940 contre Roosevelt. Les extraits suivants de la discussion sont typiques des divergences qui se développaient entre Trotsky et les autres, formulées de façon plus tranchante par Cannon :

« **Trotsky** : Théoriquement il est possible de soutenir le candidat stalinien. C'est une manière de se rapprocher des ouvriers staliniens. Nous pouvons dire, oui, nous connaissons ce candidat et nous lui donnerons un soutien critique. Nous pouvons répéter à une petite échelle ce que nous ferions si Lewis était candidat

Théoriquement ce n'est pas impossible. Ce serait très difficile, c'est vrai — mais là, ce n'est qu'une analyse. Ils diraient bien entendu : nous n'avons pas besoin de votre soutien mais des ouvriers qui vous soutiennent. Nous les prévenons mais nous allons avancer dans l'expérience avec eux. Ces dirigeants vont vous trahir. Il faut trouver un moyen d'aborder le parti stalinien. Théoriquement, il n'est pas impossible de soutenir leur candidat avec des mises en garde sévères. Cela les surprendrait. Qui ? Comment ?

Les éléments progressistes s'opposent aux staliniens mais nous n'en gagnons pas beaucoup. Partout nous rencontrons des staliniens. Comment briser le parti stalinien ? Le soutien des progressistes n'est pas stable. On les trouve plus au sommet de l'appareil que dans un courant de militants de base. Il nous faut une base solide dans les rangs. Il existe de petits Tobin ¹ dont ils dépendent. Ils dépendent de gros Tobin et ceux-là de Roosevelt.

Cette phase est inévitable. Elle nous a ouvert la porte dans les syndicats. Mais elle peut devenir dangereuse. Nous ne pouvons dépendre de ces éléments et de leurs sentiments. Nous les perdrons et nous nous couperons des ouvriers staliniens. Actuellement, nous n'avons aucune attitude à leur égard. Burnham et Shachtman étaient opposés à une attitude active avec les staliniens.

Ce n'est pas un accident, c'est la cristallisation des ouvriers américains trompés par Moscou. Ils représentent toute une période de 1917 jusqu'à maintenant. Nous ne pouvons pas avancer sans eux. La coïncidence entre leurs mots d'ordre et les nôtres est temporaire mais elle peut nous donner un pont vers eux. Il faut étudier la question. Si les persécutions commençaient demain, elles commenceraient d'abord contre eux, ensuite contre nous. Les membres honnêtes, durs, resteront fidèles. Les progressistes sont un type dans la direction. La base est inquiète, inconsciemment révolutionnaire.

Cannon : Ils (le PC) vont probablement faire un changement avant que nous nous soyons retournés. Il nous faut être très prudents dans les rapports avec les staliniens pour ne pas nous compromettre. La discussion d'hier a pris un tour unilatéral en ce qui concerne nos relations dans les syndicats, selon lequel nous agirions seulement en tant qu'avocats des fakirs progressistes. C'est tout à fait faux. Notre objectif est de créer notre propre force. Le problème est comment commencer. Tous les sectaires sont des forces indépendantes — dans notre imagination. Votre impression que les anti-staliniens sont des fakirs ouvriers rivaux n'est pas tout à fait juste. Cet aspect existe, mais il y en a d'autres. Sans opposition aux staliniens, nous n'avions aucune raison d'exister dans les syndicats. Nous partons comme oppositionnels et devenons irréconciliables. Là où de petits groupes se cassent le cou, c'est qu'ils se dépensent en manœuvres et combinaisons médiocres et ne se consolident jamais.

A l'opposé il y a le groupe Lovestone. Dans le SUP (Sailors Union of Pacific) nous avons commencé sans aucun membre, la façon dont nous commençons d'habitude. Jusqu'à la guerre, il a été difficile de trouver un sol plus fertile que les éléments anti-staliniens. Nous sommes partis avec cette idée qu'il est impossible de jouer un rôle dans les syndicats à moins d'y avoir des gens. Avec un petit parti, la possibilité d'entrer est la première condition essentielle : dans le SUP nous avons fait des combinaisons avec des éléments syndicalistes.

C'était une situation exceptionnelle, une petite et faible bureaucratie, dont le gros de la politique était juste et qui était contre les staliniens. Il était incompréhensible que nous puissions jouer un rôle en-dehors de celui d'une opposition aux staliniens qui étaient dans cette situation les éléments les plus traîtres. Nous avons formé un bloc tactique avec l'unique possibilité d'entrer librement dans le syndicat. Nous étions numériquement faibles, politiquement forts. Les progressistes ont grandi, battu les staliniens. Nous avons grandi aussi. Nous avons 500 membres et pouvons en avoir autant de plus bientôt. Nous avons suivi une politique très soignée, ne

pas avoir de heurts brutaux qui n'étaient jusque là pas nécessaires, afin de ne pas provoquer une scission prématurée, ne pas laisser obscurcir le principal combat, contre les staliniens. Les syndicats maritimes sont un domaine important. Notre ennemi n°1, ce sont les staliniens. Ils sont le gros problème. Dans les nouveaux syndicats comme le maritime qui, en réalité, a surgi en 1934, ébranlant la vieille bureaucratie, les staliniens sont arrivés au premier plan. Les syndicalistes de métier vieille manière ne pouvaient l'emporter sur eux. La lutte pour le contrôle, c'est entre nous et les staliniens. Nous devons faire attention à ne pas compromettre ce combat. Il nous faut être la force intransigeante classique.

Les staliniens ont conquis de puissantes positions dans ces syndicats surtout dans celui de l'auto. Les Lovestoniens ont suivi la politique indiquée par Trotsky hier, avocats des fakirs, surtout dans l'auto. Ils ont disparu de la scène. Nous avons mené une politique beaucoup plus prudente. Nous avons essayé d'exploiter les divergences entre la bande de Martin et les staliniens. Pendant un temps, nous avons été la gauche de l'équipe Martin, puis nous nous en sommes tirés à temps. L'auto est ostensiblement CIO mais ce sont en réalité les staliniens qui contrôlent. Maintenant, nous apparaissions comme le cercle dirigeant et important dans la base qui n'a pas de dirigeants au sommet, mais qui est anti-stalinienne, antipatriotique et anti-Lewis. Nous avons toutes chances de succès. Nous ne devons pas sous-estimer la possibilité que ces chances se développent à partir d'expériences d'une période passée pour exploiter les divergences entre dirigeants au sommet. Si nous avons pris une attitude sectaire, nous serions encore là.

Dans l'alimentation, il y a une opposition déterminée aux staliniens. Ce sont des candidats à des fonctions, des progressistes, des anciens du PC. Nous n'avons que quelques individus. Il faut nous lier avec les uns ou les autres pour apparaître. Plus tard nous pourrions avancer. Deux choses nous compromettent. Un, la confusion avec les staliniens, Deux, une attitude puriste. Si nous nous prenons pour une puissance, ignorant les divergences entre les ailes réactionnaires au sommet, nous resterons stériles ¹.

Trotsky : Je serais très heureux d'entendre de vous ne serait-ce qu'un seul mot sur la politique en ce qui concerne l'élection présidentielle.

Cannon : Ce n'est pas tout à fait correct de poser le problème de cette façon. Nous ne sommes pas avec les militants pro-Roosevelt. Nous nous sommes développés quand les staliniens étaient pro-rooseveltiens. Leur attitude actuelle est conjoncturelle. Il n'est pas vrai que nous penchions vers Roosevelt. La polémique de Trotsky est une polémique pour un candidat indépendant. Ce serait correct si nous y étions opposés. Pour des raisons techniques, nous ne pouvons avoir un candidat indépendant. La réponse réelle, c'est une politique indépendante.

C'est un faux problème : Roosevelt contre les staliniens. Ce n'est pas une opposition *bona fide* à Roosevelt. Peut-être devons-nous soutenir Browder contre Roosevelt, mais non seulement Browder répudierait nos votes mais il se retournerait en faveur de Roosevelt.

Trotsky : Je propose un compromis. J'évaluerai Browder 50 % plus bas que je ne le fais aujourd'hui, en échange d'un intérêt 50 % plus élevé de votre part pour le parti stalinien.

Cannon : Il y a beaucoup de complications ¹.

La Deuxième Guerre Mondiale s'aggrave

Dans les quelques mois suivant ces discussions, des événements d'une grande portée allaient leur donner un éclairage nouveau. Au début de juin 1940, Hitler semblait au bord de la victoire. L'attaque allemande sur l'évacuation de Dunkerque par les Alliés avait tué 70 000 militaires britanniques. Plus tard dans le mois, la France capitula devant l'Allemagne. Et en juillet commencèrent les bombardements allemands sur Londres. Trotsky fut assassiné par un agent de Staline le 20 août 1940. Moins d'une année plus tard, Hitler envahit l'Union soviétique le 22 juin 1941.

L'impact de ces événements qui secouèrent le monde fut très différent en Europe et aux Etats-Unis. L'administration Roosevelt était poussée à accélérer ses préparatifs de guerre. Mais elle était retenue par un sentiment populaire anti-guerre et par un bloc isolationniste au congrès des EU conduit par le sénateur Taft. Ce n'est pas avant 1941, après les élections présidentielles, que Roosevelt fut capable de prendre les mesures décisives. On signa alors l'accord Lend/Lease, controversé, avec les Alliés obligés de produire et de livrer du matériel de guerre. La deuxième mesure prise par Roosevelt vint en juin 1941 quand les agents du FBI firent une descente au bureau de la branche du SWP à St Paul et Minneapolis. Une accusation émanant du ministère de la Justice fut bientôt confiée à un Grand Jury contre 29 hommes et femmes, tous membres du mouvement des Teamsters de Minneapolis ou/et du Socialist Workers Party.

Ces initiatives étaient de clairs signaux que le gouvernement se préparait à entrer en guerre sur tous les fronts. L'industrie des EU commença à se transformer en production de guerre et fut accompagnée dans ce type de transformation par la machinerie du contrôle de la pensée. Les militants

1. *Writing of Leon Trotsky*, p. 262-275.

politiques dans les rangs de la classe dirigeante ainsi que des syndicats et autres organisations ouvrières commençaient à réaliser qu'un grand changement dans la structure économique et sociale du pays était en cours, provoquant grand débat et dissensions dans les cercles de la classe dirigeante. Pour la grande majorité des travailleurs, cela signifiait que des emplois nouveaux s'ouvraient. Nombre d'entre eux, qui n'avaient jamais eu d'emploi régulier, trouvaient maintenant du travail dans quelque chantier naval en construction, dans une usine d'aviation et quelque autre nouveau site industriel. Mais le conditionnement par la conscience de masse né de la Dépression continuait.

Un mot de plus sur la politique militaire du SWP

Les dirigeants du Socialist Workers Party ne doutaient pas à cette époque que la politique militaire prolétarienne esquissée par Trotsky allait devenir un moyen commode pour mobiliser les ouvriers et les soldats pour leur propre défense pendant la guerre, sur le front intérieur et le champ de bataille. Une conférence-plénum du SWP à Chicago du 27 au 29 septembre 1940 adopta la politique militaire et vota le rapport principal de Cannon sur la question, dans lequel il disait entre autres :

« Nous subissons une forte pression et en supporterons une plus forte encore. Nous savons que nous avons affaire à la machine de meurtre de Staline, le GPU. Nous savons que le camarade Trotsky n'était pas la première et ne sera sans doute pas la dernière victime de cette machine de meurtre. Notre parti doit aussi s'attendre à des persécutions de la part du gouvernement de Wall Street ».

La conférence commença par une minute de silence à la mémoire de Trotsky, « *notre plus grand maître et camarade et notre plus glorieux martyr* ».

Sur les questions décisives du service militaire et du soutien de la guerre impérialiste, le rapport de Cannon disait sans ambiguïté :

« Nous disons que c'est une bonne chose que les ouvriers soient maintenant entraînés au maniement des armes. Nous sommes en fait pour la formation militaire obligatoire du prolétariat. Nous sommes pour que tous les syndicats adoptent cette idée. Nous voulons que le prolétariat soit bien formé et équipé pour jouer un rôle militaire. La seule objection que nous avons, c'est contre la direction d'une classe en laquelle nous n'avons pas confiance ».

Cannon fit aussi un rapport sur le stalinisme et la politique syndicale du SWP, tels qu'il les avait discutés avec Trotsky :

« Je pense que c'est la seule fois que nous avons été en désaccord avec Trotsky, à juste titre. Néanmoins nous avons tous réalisé que nous devons avoir une tactique plus souple envers le PC et chercher des occasions favorables tant qu'il adhère à sa ligne semi-radical ("Les Yankees ne viennent pas !") pour pénétrer dans ses rangs au moyens de propositions de front unique »¹.

Bien entendu, cette perspective prit fin quand les armées de Hitler envahirent l'Union soviétique. Le CP USA devint alors le chauvin-en-chef de l'Amérique. Il pensait que l'alliance de temps de guerre entre le capitalisme américain et l'Union soviétique durerait toujours.

Le procès de Minneapolis

Dans le prétendu Procès pour Sédition, le procès de Minneapolis des dirigeants trotskystes, qui commença le 27 octobre 1941, Cannon répondit à une série de questions sur la Politique Militaire Prolétarienne du SWP. Il répéta que le parti était en faveur de la conscription, « de la formation militaire universelle ». Il expliqua aussi que le parti était opposé à toutes les guerres impérialistes ².

Il disait :

« Il est absolument exact qu'Hitler veut dominer le monde, mais nous pensons qu'il est également vrai que le groupe dirigeant des capitalistes américains a la même idée et nous ne sommes ni pour l'un ni pour l'autre.

Nous ne pensons pas que les soixante familles qui possèdent l'Amérique veuillent mener cette guerre pour quelque principe sacré de démocratie. Nous pensons qu'elles sont les pires ennemies de la démocratie ici chez nous. Nous pensons qu'elles voudraient seulement mettre à profit la guerre pour détruire ici toutes les libertés civiles afin d'installer la meilleure imitation possible du fascisme ».

Les trotskystes sont acquittés pour l'accusation de sédition, jugés coupables de violer le Smith Act et condamnés le 8 décembre 1941, le jour de la déclaration de guerre du Congrès des E U, suivant l'attaque japonaise sur Pearl Harbor. Ce jour allait marquer des changements auparavant inconnus dans les conditions de vie aux Etats-Unis.

Après Pearl Harbor

1. *The Socialist Workers Party in World War II*, p. 87.

2. *Socialism on Trial*, pp. 40-50.

L'administration Roosevelt avait tout mis en place pour mettre en marche la machine de guerre. Des milliers de nouvelles recrues militaires furent très vite convoquées et envoyées dans des camps d'entraînement. Les portes des usines s'ouvrirent à un flot d'ouvriers nouveaux, qui furent inscrits sur les listes de paie des compagnies sur la base de l'accord *cost-plus* entre gouvernement et industrie : le gouvernement payait le coût et l'industrie collectait le plus, c'est-à-dire la hausse du profit, pour les administrateurs capitalistes.

Au début cela sembla un petit miracle, un monde de chômage et de misère transformé en emplois pour tous et des projets de logements rapidement bâtis près des lieux de travail. Les Noirs et les autres minorités commencèrent à trouver du travail dans des industries où seuls les Blancs étaient employés auparavant. On donna aux femmes une vie nouvelle en les libérant de la corvée et de la monotonie des soins aux enfants et du ménage. Des unités auxiliaires de l'armée furent créées pour les recrues féminines dans toutes les branches des forces armées. On avait besoin d'ouvrières dans l'industrie. Chacun sembla heureux au début, sauf les victimes de l'appel qui furent précipitées dans la guerre et pris sur les champs de bataille et les enclos à massacres.

En Amérique du Nord, particulièrement aux Etats-Unis, la vie fut protégée de l'impact total de la guerre. Il n'y eut pas de raids aériens. Les villes ne furent pas bombardées. Mais même ainsi il y eut souffrances et mécontentement. Les biens de consommation devinrent rares et chers. Le système de rationnement imposé par le décret gouvernemental amena un développement de la corruption et l'apparition d'un marché noir. Les salaires furent gelés. Le gouvernement tenta de geler les emplois pour empêcher les ouvriers de quitter des emplois mal payés pour d'autres qui payaient plus. Toutes les institutions sociales expérimentèrent de profonds changements pendant la guerre, les écoles, le système de santé, les églises et même la structure gouvernementale à tous les niveaux. Une grande partie en était à peine perceptible et passa inaperçue ou fut peu comprise. L'hypothèse sous-jacente était que les conditions de temps de guerre étaient temporaires et qu'après la guerre, les choses reviendraient au *statu quo* d'avant-guerre.

Changements dans les syndicats

Les syndicats aussi subirent de profonds changements, probablement plus que toutes les autres organisations. Ce fut vrai de la structure organisationnelle,

mais aussi et peut-être plus de la direction et des fonctionnaires syndicaux salariés. En 1940, le total des membres des syndicats — AFL, CIO, Fraternités de cheminots et indépendants — était de 8 944 000. En 1945, à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, le total était de 14 796 000, une augmentation de presque 6 millions ¹.

En échange de l'engagement à ne pas recourir à la grève pour la durée de la guerre, l'administration Roosevelt concéda la clause d'« *union shop* » (syndicalisation obligatoire) et le prélèvement des cotisations syndicales sur les salaires) dans les industries de guerre. Ce qui explique la rapide croissance des membres des syndicats. Des millions de travailleurs qui jamais auparavant n'avaient appartenu à un syndicat en devinrent tout d'un coup membres. Leurs cotisations syndicales étaient prélevées sur leurs chèques de paiement. Beaucoup n'avaient même pas conscience qu'ils étaient membres d'un syndicat et n'assistaient aux réunions syndicales que pour être initiés (dans le cas de quelques vieux syndicats de métier AFL et des fraternités de cheminots). Cet afflux de membres inexpérimentés dans les syndicats changea le caractère du mouvement syndical, sans conséquences notables au début.

Des changements plus grands encore se produisirent dans la composition et la conscience sociale de la bureaucratie syndicale. Les trésoriers de syndicats avaient souvent plus d'argent que ce que les fonctionnaires savaient qu'en faire. On construisit de nouveaux locaux syndicaux ou on loua de nouveaux bureaux. Tout cela était évidemment nécessaire, disaient-ils, pour recevoir le grand nombre de nouveaux responsables syndicaux embauchés pour « servir les intérêts d'un nombre de membres croissant ». La plupart de ces nouveaux responsables étaient des amis des fonctionnaires en place, nommés (dans certains cas) pour éviter la mobilisation. Dans ces circonstances ainsi changées, même des militants syndicaux de la vieille ligne, durcis dans les grèves, ayant gagné des élections syndicales et jouissant d'une grande popularité en vinrent bientôt à considérer leur attachement à l'administration Roosevelt comme plus important que leurs obligations à l'égard du syndicat et de ses membres, et si certains commençaient à avoir des doutes à ce sujet, on leur rappelait bien vite qu'ils pouvaient être mobilisés s'il leur arrivait d'oublier que l'un des devoirs

1. Bureau of Labor Statistic, *History of Labor*.

LE TROTSKYSME AMÉRICAIN ET LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE 57
des fonctionnaires syndicaux était d'appliquer l'engagement à ne pas faire grève (le *no-strike pledge*).

Grèves en temps de guerre

On a beaucoup écrit depuis la guerre sur les syndicats pendant la guerre. Le livre de Martin Glaberman, *Wartime Strikes : The Struggle Against the No-Strike Pledge in the UAW during World War II*, a reçu une attention favorable lors de sa parution en 1980 et sert encore comme source d'information utile. Il a été étudié dans *Labor History* par Nelson Lichtenstein, qui note :

« A travers ce livre, Glaberman donne l'impression que les grèves sauvages étaient un soulèvement spontané d'une base inorganisée sans chefs. Il y eut incontestablement quelques grèves de ce genre, mais pour la plupart, même les arrêts ultra-rapides dans de nombreux départements, se firent sous la direction informelle des militants syndicaux conscients, qui ne voulaient pas que l'adhésion nationale de l'UAW au *no-strike pledge* se mette sur la voie de ce qu'ils considéraient comme la défense effective et traditionnelle de leur base. Et comme Glaberman le raconte lui-même, la plus grande partie et les plus inspirés politiquement des arrêts de travail furent en réalité dirigés par des fonctionnaires locaux élus ».

La critique de base de Lichtenstein était que « *l'analyse de Glaberman a ses racines dans la tradition politique dont le principal porte-parole fut le militant et théoricien marxiste CLR James* », une critique à vrai dire valide à bien des égards.

Glaberman soutenait que les fractions de la classe ouvrière relativement nouvelles dans les usines, les femmes et les immigrants du Sud, par exemple, étaient moins disposées à accepter « *la discipline du travail d'usine et celle du syndicat* ». Lichtenstein ripostait à cette hypothèse par l'observation suivante de ce qui se passait :

« L'afflux de nouvelles recrues dans l'industrie a certainement perturbé le cadre habituel de la vie de l'usine et dilué l'influence du syndicat, mais leur seule présence ne suffit pas à expliquer l'intensité ou la localisation du militantisme de l'atelier de base. De beaucoup plus grande importance a été l'infrastructure oppositionnelle et une tradition de lutte préexistante dans laquelle ces nouveaux ouvriers pouvaient être acculturés. Le centre du militantisme des travailleurs de l'auto pendant la guerre n'est pas venu dans les nouvelles usines comme Willow Run ou les autres usines d'aviation récemment construites au Texas et en Californie du Sud mais à Dodge Main, Briggs et autres ateliers de la zone de

Detroit où les traditions syndicales avaient leurs racines les plus profondes. Là, un système dense de délégués d'atelier, une histoire de militantisme local et un milieu politique radical ont donné une cohérence organisationnelle et sociale à cette rébellion naissante des travailleurs jeunes et vieux. »

Un des meilleurs comptes rendus de l'activité syndicale pendant la guerre se trouve dans *Labor's Giant Step* d'Art Preis, qui consiste — en ce qui concerne les grèves en temps de guerre — en des matériaux et des impressions reçues pendant la guerre par Preis comme reporter, envoyé spécial du journal du SWP, *The Militant* sur place. Les chapitres où il raconte comment les grèves de mineurs de 1943 ont été gagnées et l'accord forcé du règlement de la menace de grève du rail et des débrayages dans l'acier, sont des comptes rendus insurpassés de ce grand moment du temps de guerre. Il écrivit :

« La victoire des mineurs et le soulèvement des cheminots, plus une épidémie incessante de grèves non autorisées par usine ou par département dans les industries organisées par le CIO, ont forcé Murray et autres dirigeants du CIO à faire quelques gestes en direction d'un combat pour les intérêts ouvriers. A la fin de novembre et en décembre 1943, le CIO dans l'acier, l'aluminium, l'auto, les textiles et même l'industrie d'équipements électriques où les staliniens dominaient le syndicat, a mis en avant des revendications de 10 à 17 cents de l'heure. Ces revendications d'augmentations de salaires étaient liées à la hausse du coût de la vie comme le soulignaient les fonctionnaires syndicaux, et nullement destinées à "menacer l'effort de guerre" ».

Industrie de guerre et conflit racial

L'afflux pendant la guerre de nouveaux membres dans les syndicats a eu d'autres conséquences bien différentes du militantisme grandissant causé par les souffrances économiques grandissantes. L'une fut l'augmentation brutale des tensions raciales. Voilà comment Bert Cochran décrit la situation à Detroit :

« Quand le Michigan devint un important centre de production, on vit s'y rassembler des masses de nouveaux ouvriers dont beaucoup venaient du Sud. A la mi-1941, à Detroit seulement, on dénombrait plus de 350 000 nouveaux ouvriers dont 50 000 Noirs. On n'avait rien prévu digne d'être mentionné pour l'accueil des nouveaux venus. Tous les endroits d'accueil étaient surpeuplés de façon monstrueuse ; il y avait une crise aiguë de logement. Les Noirs, obligés d'aller vers des taudis de ghettos décadents et infects et y étaient entourés d'un mur de haine, s'aigrèrent. Ici et là, des accès de grèves sauvages lancées par des ouvriers blancs

LE TROTSKYSME AMÉRICAIN ET LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE 59
s'opposant au transfert et à l'emploi des Noirs au travail de défense, agitèrent la scène industrielle. »

Cochran mentionne certaines des plus importantes et des plus menaçantes de ces grèves sauvages :

« En avril 1943, 25 000 Blancs se mirent en grève à l'usine Packard en représailles contre une brève grève sur le tas de Noirs protestant parce qu'ils n'avaient pas été promus et R.J. Thomas ¹, président de l'UAW, fut hué quand il appela les grévistes à reprendre le travail. En juin, l'accumulation de dynamite sociale nourrit le souffle d'une grande émeute raciale qui dura trois jours entiers, faisant 34 morts, des centaines de blessés, des millions de dollars en destructions et ne se termina qu'avec l'entrée des troupes fédérales. La conduite des fonctionnaires de l'UAW dans leur effort pour désamorcer les hostilités fut exemplaire » ².

Dans une note, Cochran s'étend sur le rôle du CIO dans le combat contre le racisme :

« Le CIO changea la face des rapports entre races dans le syndicalisme américain. Les syndicats affiliés ouvrirent leurs portes à tous les ouvriers Noirs sur une base d'égalité. Il n'y avait plus de barre constitutionnelle, de locaux séparés, de rituels secrets de Jim Crow qui défiguraient l'AFL et les Fraternités des Chemins de Fer. C'était une réalisation de premier ordre ».

Moins de chauvinisme pendant la Deuxième Guerre mondiale

Pendant la Deuxième Guerre mondiale, il y eut beaucoup moins de ce chauvinisme qui caractérisa la Première Guerre mondiale. Je pense qu'on peut l'attribuer essentiellement à la conscience sociale de masse engendrée par la Grande Dépression. C'est sur ce terrain que se nourrit le mouvement CIO des années 30, qui traversa toute la guerre. Pendant la guerre cependant, la haine d'avant-guerre du capitalisme et la méfiance à l'égard d'un système social et économique s'affaiblirent beaucoup à cause de la menace du fascisme, qui semblait une force étrangère contre laquelle s'unissait la nation. On ne reconnaissait pas en général que le fascisme n'était qu'un autre visage de l'impérialisme, une manifestation particulière de l'agonie du capitalisme à l'échelle mondiale dans sa phase monopoliste-capitaliste, impérialiste, avec la montée de la domination du Capital financier.

1. **R(oland) J(ay) Thomas** (1900-1967), métallo à Detroit, responsable AFL de Chrysler, il devient président de l'UAW où il est l'adversaire de Water Reuther.

2. B. Cochran, *Labor and Communism*, p. 221.

La lutte de classes perdit un peu de son acuité pendant la guerre quand le gouvernement devint l'arbitre suprême reconnu. L'autorité gouvernementale était soutenue et renforcée par la politique de l'administration Roosevelt de sembler faire des compromis — et de faire de petites concessions au mouvement ouvrier organisé.

Le programme de formation militaire du gouvernement et sa conduite de la guerre rencontraient peu ou pas d'opposition de la part de l'armée de conscription. Ce n'est qu'à la fin de la guerre qu'il apparut des signes sérieux de révolte dans les forces armées US. Les manifestations « Faites-nous revenir chez nous » de 1945 à la fin des combats en Europe furent causées par la lassitude de la guerre et le sentiment chez les soldats qu'un travail avait été fait, « il est temps maintenant de rentrer chez nous ». Ceux du théâtre européen redoutaient la perspective d'être embarqués vers le Pacifique. Et ceux du Pacifique pensaient qu'ils y étaient depuis assez longtemps et exigeaient d'être remplacés. Bien des officiers partageaient ce point de vue.

La politique militaire prolétarienne du SWP

La politique militaire prolétarienne du SWP déterminait l'attitude des membres du parti à l'égard de la mobilisation, du service militaire et, dans une certaine mesure, de nos relations avec les autres radicaux. Elle affectait aussi indirectement notre activité syndicale pendant la guerre. Dans l'industrie, nos camarades n'apparaissaient jamais comme voulant échapper à la mobilisation, bien que je ne connaisse pas de cas où l'un quelconque d'entre nous se soit présenté comme volontaire. Nos fractions dans l'auto et d'autres peut-être avaient de temps en temps présenté des résolutions pour la formation militaire sous contrôle syndical. Mais je ne sais combien de syndicats ont adopté de telles résolutions.

Je ne crois pas que nombre de membres des syndicats pendant la guerre pouvaient comprendre la nécessité d'une telle résolution ou bien auraient cru qu'elle pouvait être appliquée si elle était adoptée. Il n'y eut jamais, à ma connaissance, d'indignation populaire contre de mauvais traitements de soldats par leurs officiers. Ce ne fut jamais un thème d'agitation et resta une question propagandiste qui n'alla jamais bien loin hors des pages du *Militant*. On la considérait à l'époque comme une question d'éducation, quelque chose dont il faudrait s'occuper plus tard si le changement des conditions l'imposait.

A la convention nationale du SWP tenue à New York en octobre 1942, le parti honora la mémoire de « *cinq de ses meilleurs fils, les plus dévoués, qui servaient le parti et la classe ouvrière dans les postes les plus dangereux en tant que marins de commerce* ». On nota aussi que le nombre de membres du parti augmentait surtout les fractions dans l'auto et la maritime. Et ce courant continua pendant toute la guerre.

La fin de la guerre et la question de la révolution

Quand la guerre se termina finalement avec le lancement des bombes atomiques et la reddition du Japon, le résultat ne fut pas celui que presque tous les membres du SWP avaient secrètement espéré. Nous avons cru que l'impérialisme américain ne résisterait pas aux rigueurs de la guerre, et nous ne nous attendions pas à ce que la bureaucratie stalinienne puisse les endurer. Mais quand la Deuxième Guerre mondiale prit fin formellement et officiellement, tant l'impérialisme US que la bureaucratie soviétique apparurent comme les seules puissances militaires restantes et semblaient toutes deux plus fortes qu'au début de la guerre.

Cela ne signifiait pas cependant que la classe ouvrière était épuisée et battue. Même avant la reddition allemande, le partenaire d'Hitler en Italie avait été chassé du pouvoir par les ouvriers italiens et pendu par les pieds. Et il y avait des soulèvements révolutionnaires et des signes de révolution en France, dans les Balkans, en Algérie et en Grèce, quand la machine de guerre en vint à l'arrêt. Quand le titre de première page de *The Militant* claironnait « IL N'Y A PAS DE PAIX ! », au moment même où les Alliés proclamaient leur victoire et promettaient la paix, il y avait plein d'éléments qui montraient que la guerre impérialiste allait encore engendrer des guerres civiles et des révolutions et c'est ce qui arriva dans le reste des années 40 avec le couronnement de la révolution chinoise en 1949.

La classe dirigeante dans les deux camps, celui de la « démocratie » et celui du « fascisme » avait une connaissance aiguë des dangers pour elle de la révolution prolétarienne, et des deux côtés, on prit des mesures pour faire face à cette éventualité. Ernest Mandel, dans un livre publié en 1986, écrivait :

« Il était cependant vrai qu'à partir de l'automne 1943, des représentants autorisés du monde des affaires de la banque allemande préparaient consciemment un changement radical de l'orientation économique et de la politique étrangère en

matière économique dans la direction d'une intégration dans un marché mondial dominé par l'impérialisme US. Cela impliquait une bonne mesure de planification à moyen et à long terme, une reconversion des armements en production civile, la préparation d'une campagne pour l'exportation et une réforme monétaire radicale pour rendre une fois de plus convertible le mark allemand »¹.

La solution militaire à la fin de la guerre détruisit les espérances du capitalisme allemand mais les initiatives d'après-guerre des EU remodelèrent ces espoirs :

« Quand l'impérialisme américain se prononça contre le maintien de l'Allemagne, du Japon et de l'Italie dans un état de prostration économique et avança vers le Plan Marshall (1947) et les réformes monétaires de 1948, la deuxième phase de la Guerre Froide devenait inévitable. A travers la mise en route du Plan Marshall et de l'Union européenne des Paiements liée à lui, les pays participants furent intégrés à un marché mondial régulé par la loi de la valeur avec le dollar US comme moyen universel d'échange et de paiement et la puissance US politique et militaire l'arme séculaire de cette domination sacrée »².

Ainsi le capitalisme allemand reçut-il un nouveau délai de vie.

Fin de la guerre, retour à la dépression ?

Aux EU, peu de craintes que la démilitarisation ramène les conditions de retour de l'ère de la Dépression, du chômage de masse et d'une économie stagnante, se matérialisèrent. Au contraire, la transition au temps de paix sembla relativement facile à la majorité des ouvriers et des soldats qui revenaient. Il y avait à cela deux raisons. D'abord les destructions à l'échelle du monde provoquées par la guerre. La deuxième était la politique US destinée à procurer un revenu de vie chez eux à tous les soldats démobilisés, le *GI Bill of Rights* (Loi sur les Droits de l'Ancien combattant).

L'étendue des destructions matérielles et morales de la guerre n'a jamais été pleinement sentie ni comprise en Amérique. Les Européens l'ont vécue autrement. Mandel décrit :

« L'héritage des destructions léguées par la Deuxième Guerre Mondiale est stupéfiant. 80 millions de personnes ont été tuées, si l'on inclut ceux qui sont morts de faim ou de maladie en conséquence directe de la guerre — huit fois plus que pendant la Première Guerre mondiale. Des dizaines de villes ont été pratiquement

1. *The Meaning of the Second World War*, p. 154.

2. *Ibidem*, p. 164.

totallement détruites surtout au Japon et en Allemagne. Des ressources matérielles susceptibles de nourrir, d'habiller, de loger, d'équiper tous les pauvres de la planète ont été gaspillées pour des objectifs purement destructifs. Des forêts ont été arrachées et la terre agricole convertie en désert à une échelle que l'on ignorait depuis la Guerre de Trente ans ou l'invasion de l'empire islamique par les Mongols.

Pires encore furent les ravages destructeurs sur les esprits et le comportement humains. La violence et la barbarie, le mépris des droits humains élémentaires — à commencer par celui de vivre — se répandirent sur une plus grande échelle que tout ce qu'on avait pu voir pendant et après la Deuxième Guerre Mondiale — elle-même tout à fait désastreuse à cet égard. »¹

La montée ouvrière d'après-guerre

Les trotskystes aux US ont été profondément engagés dans la réapparition ouvrière de 1945-1946 décrite par Preis dans *Labor's Giant Step* comme « Le plus grand soulèvement ouvrier américain » :

« Les luttes des ouvriers et des soldats américains furent entremêlées et confrontées à la classe capitaliste américaine avec une invincible puissance. Cela joua un rôle important en donnant aux ouvriers de la General Motors la volonté de tenir jusqu'à ce que les légions de l'industrie de masse gonflent les lignes de piquets de la nation dans la plus grande armée de grévistes de l'histoire de ce pays.

Comme les ouvriers de la GM attendaient les ouvriers de l'acier, de l'électricité, de l'emballage pour lancer leurs grèves, Truman² intervint avec les propositions du Fact-Finding Board, son bureau d'enquête ; le 10 janvier 1946, le Bureau recommandait une augmentation de 19,5 cents de l'heure, une augmentation de 17,5 % au lieu des 30 revendiqués et qui était nécessaire juste pour amener les ouvriers à rapporter à la maison un salaire égal à celui qu'ils avaient au début de la guerre³. [...]

Le 15 mars, la conférence des délégués de la GM approuva un nouveau contrat. Après 123 jours sur les lignes de piquet, les 225 000 ouvriers de l'auto de la GM avaient forcé la société à accorder une augmentation de 18,5 % en plus de la recommandation du bureau, 13,5 % rétroactifs depuis le 7 novembre 1945, la correction des iniquités de plan ; le refus de "clauses de sécurité des compagnies" et des congés payés. C'était beaucoup moins que ce qui avait été revendiqué et qui

1. *The Meaning of the Second World War*, p. 169.

2. **Harry S. Truman** (1884-1973), juge, sénateur démocrate, dernier vice-président de Roosevelt qu'il remplace et dont il est élu successeur en 1948. C'est sous sa présidence que les EU s'engagent dans la Guerre froide.

3. *The Meaning of the Second World War*, p. 275.

était nécessaire mais c'était quand même une belle victoire. Les ouvriers de la GM avaient fait ce qu'il fallait pour porter le poids de la résistance de la société ; leur attitude avait enflammé toute la classe ouvrière qui avait arraché les augmentations de salaires les plus élevées et les plus étendues jamais obtenues dans une seule période ¹. [...]

Dans les treize mois suivant le Jour de la Victoire, plus de 5 millions d'ouvriers étaient engagés dans des grèves. Pour le nombre de grévistes, leur poids dans l'industrie et la durée de la lutte, la vague de grève de 1945-46 surpassait toute action de ce genre dans tous les pays capitalistes, y compris la Grève générale britannique de 1926. Avant d'atteindre son sommet, elle devait inclure tout le charbon, les chemins de fer, l'industrie maritime et les industries des communications, bien que pas simultanément »².

La Guerre Froide et Taft-Hartley

En contraste, 1947 fut qualifiée à l'époque par un membre du comité politique du SWP comme « l'année des grèves perdues ». La classe des employeurs utilisait une efficace nouvelle stratégie pour traiter avec les syndicats au niveau économique dans la structure du système de production capitaliste, et au niveau politique avec la structure gouvernementale. Suivant le modèle GM-UAW en train d'apparaître, la plupart des industries de base adoptèrent une politique paternaliste de management du monde ouvrier. Le Congrès US adopta aussi la loi Taft-Hartley qui codifiait et délimitait les rapports « labor-management ».

Sous la pression des sociétés et du gouvernement capitaliste symbolisée et exprimée dans la loi Taft-Hartley, le mouvement syndical fut un peu plus institutionnalisé et ses représentants officiels ajustés à leur statut social. Ils avaient maintenant une reconnaissance officielle comme « hommes d'Etat ouvriers » (*labor statesmen*). C'était différent d'autrefois, parce que Taft-Hartley leur conférait de nouvelles responsabilités pour être sûrs que les syndicats agiraient dans le cadre de la nouvelle loi adoptée. Elle apportait également une distinction supplémentaire parce que, selon cette loi nouvelle, les « communistes » (ceux qui refusaient de signer une attestation de non-communisme) étaient empêchés de tenir une position syndicale ou se voyaient refuser la reconnaissance par le National Labor Relations Board.

1. *Ibidem*, p. 281.

2. *Ibidem*, p. 276.

Le rôle réactionnaire de l'AFL

Beaucoup de grèves furent perdues en 1947 à cause de la politique « pillarde » de l'AFL. La bureaucratie de l'AFL cherchait à utiliser la Taft-Hartley pour rehausser son influence politique et gagner le contrôle de plus de syndicats en dénonçant le CIO comme « agent des cocos » et en gagnant ainsi des certifications du NLRB dans des industries organisées par le CIO. Dans les grèves appelées par des syndicats CIO ou provoquées par des employeurs sous contrat CIO, les syndicats AFL (les Teamsters et la Sailors Union of Pacific étaient particulièrement connus pour cela sur la côte ouest) fournissaient les briseurs de grève. Le résultat, par exemple dans l'industrie du pétrole en Californie, était que les grèves étaient brisées et que les employeurs, qui n'étaient plus obligés de traiter avec un syndicat, refusaient de négocier.

En 1947, l'économie US commençait à s'ajuster à la transition de la production de guerre à celle des besoins des consommateurs — et elle obtint une nouvelle transfusion grâce au budget militaire. Un sentiment nouveau se répandait dans la conscience populaire, qu'une croissance économique stable pouvait être attendue dans un avenir prévisible. Le vieux sentiment d'insécurité et d'incertitude engendré par la Grande Dépression, commençait à reculer. La grande cicatrice américaine connue aussi sous le nom de McCarthysme ne touchait pas la vie quotidienne de la grande majorité des travailleurs américains. Mais le monde organisé du travail et les mouvements radicaux furent profondément affectés, ce qui aboutit parfois au déclin dramatique de l'un et de l'autre. Ce fut conditionné par les années suivantes de relative prospérité avec une augmentation importante des salaires et du niveau de vie jusqu'en 1978, quand la classe dirigeante US lança son offensive anti-ouvrière.

Stalinisme et trotskysme après la Deuxième Guerre mondiale

La Guerre Froide et la « cicatrice » détruisirent le Parti communiste aux USA. En 1955, l'année de la fusion AFL-CIO, le PC n'avait plus aucune influence chez les travailleurs organisés et n'était plus un facteur de la politique américaine. Il ne joua aucun rôle appréciable dans le mouvement des Droits civils des années 50 et 60, ni dans le mouvement contre la guerre du Vietnam des années 60 et 70. Dans ces années-là, le SWP dépassait le PC en tant que part dominant dans le large mouvement radical. Mais le SWP souffrit aussi des

conséquences de la prospérité capitaliste de l'après-Deuxième Guerre mondiale, comme toutes les organisations syndicales et toutes les organisations radicales. Il commença à dégénérer dans les années 60 et, comme tous les autres groupes radicaux à se fragmenter. Ces processus furent partiellement améliorés dans son cas par une formation politique supérieure et la sensibilité aiguë de sa direction aux changements politiques et sociaux.

Scission dans le trotskysme américain

Même avant la défaite de la puissance militaire allemande en Europe et peu avant que les 18 dirigeants trotskystes fussent emprisonnés, il y avait des signes qu'Albert Goldman et Felix Morrow¹, deux des 18, commençaient à mettre en question les perspectives futures de la révolution. Les révoltes de soldats et les révolutions ouvrières ne s'étaient pas produites pendant la guerre comme Trotsky l'avait prédit. Goldman et Morrow exprimèrent leurs sentiments de déception et de désillusion à une réunion du comité national du SWP à New York, du 29 octobre au 3 novembre 1943, convoqué pour choisir une direction intérimaire pour le parti pendant l'incarcération des 18. Les sentiments plutôt déprimés de Goldman et Morrow trouvèrent leur expression dans leur vive critique du « régime » du parti et de la méthode de former et de sélectionner les cadres.

A cette occasion, Cannon parla longuement du concept léniniste d'organisation, passant en revue les divergences qui s'étaient développées après le procès à Minneapolis. Il concluait par une note conciliante :

« Notre force, c'est notre association, notre solidarité sur le programme fondamental que nous a enseigné Trotsky, et notre politique de sélection et d'aide aux gens pour sortir des rangs et renforcer la direction, et notre division du travail est un système conscient de haut et bas sur la ligne d'organiser et de disposer des capacités des individus. Tel est le cadre que nous avons choisi, camarade Morrison. Ce n'est pas un groupe sélectionné. Il n'est pas choisi arbitrairement. Il est réellement représentatif du parti. On ne peut en trouver un autre, pas maintenant. La tâche qui est devant nous, c'est comment améliorer et renforcer ce travail et travailler ensemble et si le plénum, les camarades de province ont des critiques à formuler contre moi ou contre vous, il faut tenir compte de ces critiques »

1. Voir plus loin, la partie *Documents*, pp. 71-124.

Ce discours était, par bien des aspects une sorte d'auto-identification et pour les autres d'auto-critique. Cannon parlait de ses limites et de ses défauts et déplorait qu'on ait insinué qu'il était ou voulait être considéré comme un théoricien marxiste. Il se considérait comme un organisateur et un agitateur. La plus grande partie de ce qu'il dit sur lui-même à cette occasion rappelait une résolution sur l'organisation adoptée à la dernière convention nationale de la CLA le 30 novembre 1934, à la veille de la fusion avec l'American Workers Party. Cette résolution était intitulée « Le Bilan de la direction de la CLA », et signée de Cannon, Swabeck et Shachtman. Le mécontentement de Goldman et Morrow était un prélude à leur rupture avec le trotskysme après la guerre.

Stabilité apparente du capitalisme US

Je crois que Cannon comprenait le malaise de Goldman et de Morrow mieux qu'eux-mêmes car c'était quelque chose qui affectait non seulement ces deux individus mais beaucoup d'autres dans le SWP et bien au-delà de son étroit cercle d'influence. C'était l'apparente stabilité du capitalisme US et l'arrogance de ses maîtres qui croyaient qu'ils allaient dominer le monde en entrant dans « le siècle américain ». Goldman et Morrow n'essayèrent pas vraiment de convaincre les autres membres du SWP par leurs arguments politiques plutôt superficiels. Quelques mois avant la Convention nationale du SWP, tenue à Chicago du 14 au 18 novembre, cette année-là, ils glissèrent dans l'orbite du groupe Shachtman et loin du SWP. Goldman ne prit pas la peine d'assister à la convention et Morrow ne se manifesta que pour faire un discours d'adieu.

La principale résolution adoptée par la convention fut les « Thèses sur la Révolution américaine », préparées par Cannon. Cannon y exposait la façon dont il voyait la situation à la suite de la Deuxième Guerre mondiale, ce qui avait changé et ce qui demeurerait.

« Les Etats-Unis, le pays le plus puissant dans l'histoire, fait partie du système capitaliste mondial et est sujet aux mêmes lois générales. Il souffre des mêmes maux incurables et est destiné à partager le même sort. L'éclatante prépondérance de l'impérialisme américain ne l'exempte pas du déclin du capitalisme mondial, mais au contraire l'y implique de plus en plus profondément, inextricablement et sans espoir. Le capitalisme US ne peut pas plus que les vieilles puissances capitalistes européennes échapper aux conséquences révolutionnaires du déclin du monde capitaliste. L'impasse dans laquelle est arrivé le capitalisme mondial et les Etats-Unis avec lui, exclut une nouvelle ère organique de stabilisation capitaliste.

La position mondiale dominante de l'impérialisme américain accentuée et aggravée maintenant l'agonie mortelle du capitalisme dans son ensemble ».

L'autre thème central de ce document était que la classe ouvrière aux USA serait décisive dans la lutte pour résoudre les contradictions du système capitaliste. C'était explicite dans la thèse X.

« La question socialisme ou capitalisme ne sera finalement pas décidée avant de l'être aux USA. Un autre retard de la révolution prolétarienne dans un pays ou un autre, ou même un continent ou un autre, ne sauvera pas l'impérialisme américain de sa nemesis prolétarienne chez lui. Les batailles décisives pour l'avenir communiste de l'humanité seront menées aux USA ».

Dans son rapport à la convention sur ces thèses, Cannon soulignait le caractère positif des acquis pour l'éducation, de la discussion et du débat dans le parti, la base nécessaire pour la réorganisation ouvrière de la société.

« Exactement comme dans les premiers jours de notre mouvement au moins dans les dix premières années, nous réarmons le mouvement par l'éducation et la discussion et l'agitation autour des principes de base de l'Opposition russe, le Comité anglo-russe, la politique en Union soviétique, plus tard les problèmes de la révolution chinoise, les problèmes du fascisme en Europe ; aussi maintenant, je crois que nous devrions repasser par tout ce processus pour organiser notre travail d'éducation, notre travail littéraire et propagandiste en termes de popularisation et d'expansion de chacune des idées de base réunies dans ces thèses, de sorte que tout le Parti soit imprégné des thèses et de toute la vision qui en découle — que nous sommes réellement en train de construire un parti pour faire la révolution aux Etats-Unis »¹.

Rétrospectivement, il est clair que les thèses et le rapport de Cannon créaient l'impression qu'une situation révolutionnaire pouvait se développer aux USA « à notre époque », certainement avant la fin du XXe siècle. Cela n'est pas arrivé et il semble invraisemblable que cela arrive mais une lecture attentive révèle aussi que Cannon ressentait, comme Morrow et Goldman à cette époque et d'autres plus tard, les énormes pressions du puissant capitalisme US sur la culture et les institutions ouvrières. Il est clair également que Cannon reconnaissait que la Deuxième Guerre mondiale avait changé le monde, que ce qui restait inchangé, c'était la lutte de classes, qui continuerait aussi longtemps que le capitalisme.

1. Cannon, *The Struggle for Socialism in "American Century"*, pp. 277-278.

« Nous ne devons concéder nulle part et sur nul point que cette école de pensée qui est maintenant très populaire chez nos néo-révisionnistes, que les possibilités révolutionnaires sont décidées par les facteurs subjectifs — l'existence ou l'inexistence, la force ou la faiblesse du parti, la politique réactionnaire et libérale de la classe dirigeante à un moment donné et même si nous rencontrons une répression réellement féroce — et cela semble plus vraisemblable que le contraire, cela n'arrêtera pas les développements révolutionnaires ni ne réussira pas à briser le Parti.

Nous devons affirmer que notre parti va diriger la révolution » ¹.

C'est resté le credo officiel du SWP jusqu'en 1983 où la nouvelle génération de dirigeants du parti (la génération des années 60) a répudié le trotskysme. Il est ironique que ce ne soit pas la persécution gouvernementale qui a détruit le SWP mais le succès de ce parti dans le recrutement de membres à prédominance de petits-bourgeois pendant la radicalisation des étudiants des années 60 et du début des 70.

1. *Ibidem*, p. 281.

Documents

Nous publions ici, à la suite des études et articles ci-dessus, un certain nombre de documents émanant d'une des premières oppositions à la direction de Cannon apparue dans le SWP après la mort de Trotsky, celle de Felix Morrow (Cassidy), Albert Goldman (Morrison) et Jean van Heijenoort (Marc Loris). Ce qui caractérisait ces trois hommes était leur connaissance personnelle du mouvement trotskyste et plus généralement du mouvement ouvrier hors des Etats-Unis. Il nous a semblé que c'est un peu abusivement que certains des auteurs précédents, qui furent aussi leurs adversaires dans la lutte fractionnelle, réduisent leur opposition à un « mécontentement/découragement » et pensent infondée leur critique du « régime » du SWP. Nous citons ci-dessous sans commentaire les textes de ces opposants qui devraient amener à les juger de nouveau devant le « tribunal de l'histoire » des trotskystes, car l'essentiel nous semble avoir été leur position sur les questions européennes et le fait qu'ils furent empêchés de les développer largement et surtout à temps devant leur parti. Or il est clair qu'ils avaient sur l'Europe et ses possibilités révolutionnaires des espérances qui ont été déçues. Mais leur analyse les avaient conduits à une compréhension de la situation et du rapport de forces en Europe infiniment moins schématique et plus proche de la complexité réelle que leurs camarades de la majorité.

Felix Morrow

De la Guerre à la Révolution ? une critique de la résolution internationale au 15e plénum anniversaire (Décembre 1943) ¹

Quelle a été la décision du plénum ?

Le camarade E.R. Frank ², en tant que rapporteur sur le Plénum à la réunion des membres de New York, a déclaré, selon ce que me disent des camarades, que le plénum était arrivé à un accord d'unanimité sur la question internationale. Il a fait une fois référence à « la façon même chaude » dont s'est déroulée la discussion, mais n'a pas spécifié qu'il y avait des questions politiques en discussion. Il a indiqué aussi que, quelles qu'aient été les divergences, elles furent réglées à l'unanimité.

1. *Internal Bulletin*, VI, n°4, septembre 1944.

2. **E.R. Frank** était le pseudonyme de **Bert Cochran** (1915-1984), étudiant en histoire et économie, pianiste de grand talent, gagné par Shachtman dans le PC, adhérent à la CLA en 1934, membre du CN du SWP en 1938, chargé de la surveillance de van Heijenoort dans le travail de l'Internationale il rompit sur une position très prostalinienne en 1952.

Ce n'était pas ce que Morrison ou moi-même avions compris de la décision du plénum. Il est devenu nécessaire d'établir avec précision ce qui s'y est passé.

Au cours de la discussion il est devenu clair (1) que le plénum n'acceptait pas la prétention des camarades Warde ¹, Frank et autres que les divergences entre la résolution de la sous-commission et la résolution Morrow n'étaient rien moins que programmatiques, (2) que quelques-uns des points de la résolution Morrow étaient acceptables pour le camarade Cannon, et (3) que les autres camarades (Thomas², Russell) souhaitaient voir certains paragraphes de la résolution Morrow incorporés dans la résolution finale du plénum.

Pour le faciliter et pour arriver à un accord le plus total possible, j'ai retiré ma résolution, me joignant à Morrison ³ (qui l'avait soutenue) en récrivant quelques paragraphes pour répondre à diverses objections et mon document réécrit a été proposé comme série d'amendements à la résolution. Cependant, après une très longue discussion, le manque de temps et d'autres considérations rendirent impossible d'examiner individuellement les amendements Morrow-Morrison. Dans mon intervention-résumé, je dis que les différences essentielles entre les amendements Morrow-Morrison et le projet de résolution pouvaient être résumées en deux propositions. Si elles étaient acceptées par la sous-commission pour la résolution, il pourrait y avoir un accord substantiel entre nous sur la résolution internationale telle que finalement rédigée. Ces deux propositions étaient les suivantes :

1) que le projet de résolution se trompait quand il excluait la possibilité de l'utilisation de méthodes bourgeoises-démocratiques par la bourgeoisie européenne et ses maîtres impérialistes américains, et qu'en toute probabilité ils essaieraient d'arrêter la révolution européenne non seulement par l'utilisation de dictatures militaires et fascistes mais aussi, quand ce serait nécessaire, par l'utilisation de la démocratie bourgeoise.

1. **William F. Warde** était le pseudonyme de **George Novack** né **Novograbelsky**, (1905-1992), étudiant à Columbia, publicitaire, qui adhère à la CLA en 1933 et devient en 1936 secrétaire du Comité de défense de Trotsky, le théoricien et l'intellectuel du SWP, docile aux ordres.

2. **Thomas** était le pseudonyme de parti de **Tom Kerry**.

3. **Morrison** était le pseudonyme d'**Albert Goldman** (1897-1960), dirigeant du SWP, avocat de Trotsky, qui avait rejoint Morrow dans sa critique.

2) que le projet de résolution se trompait en minimisant le danger stalinien ; nous devons reconnaître que les victoires de l'Armée rouge ont temporairement renforcé le prestige du stalinisme, et nous devons donc inclure dans la résolution un avertissement concernant le très réel danger que constitue le stalinisme pour la révolution européenne.

Parlant après moi dans son discours de résumé, le camarade Cannon indiqua que ces deux propositions seraient acceptables pour les auteurs du projet de résolution. Telle fut mon impression, celle de Morrison et d'autres membres du plénum. Il est vrai que le camarade Cannon ajouta aussitôt que les amendements qui formulaient ces propositions ne seraient acceptés que dans la mesure où il s'intégreraient au cadre général du projet de résolution. Cette déclaration du camarade Cannon ne modifiait pas cependant de façon essentielle la déclaration selon laquelle les deux propositions étaient acceptables pour les auteurs du projet de résolution.

Sur la base de l'indication par Cannon de l'étendue de notre accord, le camarade Morrison et moi avons accepté comme suit la décision finale du plénum : adopter la résolution de la sous-commission en principe et soumettre à la sous-commission les amendements Morrow-Morrison, la sous-commission devant intégrer dans sa résolution ceux des amendements à incorporer qu'elle jugeait compatibles avec la résolution et que Morrison et Morrow seraient consultés dans la rédaction de la résolution finale. Si d'importants amendements n'étaient pas incorporés par la sous-commission, Morrison et moi avons dit que nous devrions les discuter dans le parti dans des articles de bulletins intérieurs.

Ainsi, à la clôture du plénum, on pouvait réellement parler d'un accord unanime ou presque unanime. Il restait à voir quels amendements Morrow-Morrison seraient incorporés par la sous-commission dans la résolution finale et lesquels seraient l'objet d'une discussion éducative. En préparant le texte final de la résolution, la sous-commission fut incontestablement disposée à me consulter largement. Malheureusement je tombai malade et la résolution finale a dû être rédigée sans que j'aie été consulté. La sous-commission chercha à savoir ce que je pensais au tout dernier moment encore, avant l'envoi de la résolution à la presse, mais j'étais encore hospitalisé et mon état de santé ne me permettait pas de la lire et de faire des suggestions.

Si nous avons pu travailler dans la phase finale de la rédaction, peut-être qu'on aurait eu une plus large base d'accord qu'aujourd'hui. Comme je vais l'indiquer, la sous-commission incorpora dans la résolution finale plusieurs phrases des amendements Morrow-Morrison tout en retenant, en même temps, certaines formulations du projet original de résolution, qui étaient en contradiction criante avec les amendements intégrés. Peut-être dans une discussion avec la sous-commission aurais-je pu démontrer ces contradictions et convaincre la sous-commission de les faire disparaître.

Telle qu'est cependant la résolution, quand le comité national eut à voter sur le texte final, je jugeai impossible de voter pour lui. Aucune des deux propositions que je considérais comme essentielles à un accord n'apparaît dans la résolution finale sous une forme raisonnablement satisfaisante comme je vais le montrer en détail. Bien qu'il n'y ait pas de différence fondamentale, programmatique, les questions en discussion sont importantes et méritent d'être étudiées par le parti dans son ensemble.

Après que le camarade Frank et autres aient rapporté l'accord unanime, cela peut avoir été pour le parti une désagréable surprise d'apprendre qu'il restait des divergences. On aurait pu l'éviter si les rapporteurs aux réunions de membres leur avaient dit — car ils ont le droit de savoir — en quoi consista la discussion au plénum. Il n'y avait aucune raison politique ou organisationnelle pour que les rapporteurs n'aient pas indiqué la nature des questions politiques discutées, les détails précis de la décision finale du plénum et l'intention déclarée de Morrow et Morrison de discuter dans des articles ultérieurs les importants amendements que la sous-commission de la résolution n'avait pas acceptés.

Ce serait une aide à l'éducation du parti que de faire une pratique de la publication dans le bulletin intérieur du matériel important rejeté ou modifié par un plénum. Les membres pourraient ainsi mieux comprendre comment le plénum en arrivait à ses décisions ou si elles étaient les meilleures possibles, compte tenu des circonstances. C'est pour cette raison que je ne jugeai pas utile la publication des amendements Morrison-Morrow. C'était une erreur de ma part de ne l'avoir pas proposé au plénum.

Dans les pages qui suivent, j'ai essayé autant que possible de ne pas répéter les points que j'ai indiqués dans les amendements Morrow-Morrison ou

dans mes interventions au plénum. Le matériel du plénum est considéré comme valable dans la mesure où il est écrit seulement pour les membres du CN dont la majorité étaient présents.

Le danger de l'ultra-gauchisme

Les amendements Morrow-Morrison étaient écrits du point de vue selon lequel une résolution de plénum que nous adoptons aujourd'hui doit avant tout s'occuper du présent et de l'avenir immédiat — les **premières** phases de la révolution européenne. Par ailleurs, la résolution de la sous-commission a de toute évidence procédé selon le point de vue que sa tâche était avant tout la répétition des fondamentaux programmatiques. Cette différence est apparue spécialement dans le fait que les amendements Morrow-Morrison traitent avec un peu de détails les problèmes des revendications démocratiques alors que la résolution de la sous-commission les ignorait totalement dans son projet original. Quelques camarades soutenant la sous-commission pensent apparemment qu'ils ont fait une réponse écrasante aux amendements Morrow-Morrison en citant triomphalement d'après le *Programme de Fondation* de 1938 l'idée que les mots d'ordre démocratiques ne sont que des mots d'ordre « accessoires et épisodiques ». Et cette idée apparaît dans la résolution finale qui parle « des limitations et du caractère subordonné des mots d'ordre démocratiques comme moyen de mobiliser les masses pour l'action révolutionnaire ».

« Episodiques », « accessoires », « subordonnés » — avec ces adjectifs, les camarades Warde, Frank et Cannon pensaient minimiser l'importance des mots d'ordre démocratiques dans la révolution qui vient.

L'absurdité de leur position deviendrait claire si nous répondions à la question : à quoi les mots d'ordre démocratiques sont-ils accessoires ou « subordonnés » ? Les mots d'ordre démocratiques sont subordonnés aux mots d'ordre de transition et aux fondamentaux programmatiques, les mots d'ordre démocratiques sont constamment reliés, dans notre agitation, aux mots d'ordre de transition et aux fondamentaux programmatiques. C'est tout ce que signifient « accessoires » et « subordonnés ». Il en découle, de toute évidence, qu'à tout moment cet aspect des mots d'ordre de l'insurrection victorieuse a encore une place importante dans notre agitation, le fait que la tactique (les mots d'ordre démocratiques) est subordonnée à la stratégie (dictature du prolétariat) ne nous

dispense pas de la responsabilité de tracer les grandes lignes du caractère de la tactique nécessaire pour la période qui vient en Europe. Le fait que les mots d'ordre démocratiques sont « accessoires » et « épisodiques » ne nous débarrasse pas du fait que plus d'un parti révolutionnaire s'est cassé le cou en ne réussissant pas à comprendre le rôle crucial des mots d'ordre démocratiques, et qu'avant de pouvoir faire la révolution, il faut d'abord gagner la majorité du prolétariat et que cette majorité, on ne peut la gagner en partie qu'à travers une phase « accessoire », mais indispensable, de revendications démocratiques. C'était la terrible leçon que nous aurions dû apprendre, pour tous les temps, du soulèvement avorté des spartakistes en janvier 1919.

Dans une situation révolutionnaire, une revendication démocratique peut être d'une importance énorme — le moyen de gagner les masses au parti révolutionnaire. Pour ne citer qu'un exemple, la revendication de la convocation immédiate de l'Assemblée constituante, qui joua un rôle énorme dans la révolution russe et dont il est certain qu'elle joua un rôle aussi important dans une ou plusieurs révolutions européennes. Laissez-moi rappeler aux camarades que les bolcheviks se sont retirés du Pré-Parlement et l'ont boycotté et que cette action fut menée sous le drapeau de la convocation immédiate de l'Assemblée constituante. Il suffit de citer un tel exemple concret d'une revendication démocratique pour indiquer la radicalisation creuse — ultra-gauchiste —, de l'emphase mise par la résolution, sur « *les limitations et le caractère subordonné des mots d'ordre démocratiques comme moyen de mobiliser les masses pour l'action révolutionnaire* ». Dans la discussion au plénum, nombre de partisans du projet de résolution ont justifié le fait de sauter par-dessus le problème des mots d'ordre démocratiques et des préoccupations pour réitérer les fondamentaux programmatiques en faisant référence au danger à l'intérieur de la IVe Internationale aussi bien de l'opportunisme et du révisionnisme. Le seul point prouvé auquel ces camarades font référence, ce sont les « Trois Thèses », d'un petit groupe de camarades européens.

Le camarade Loris ¹ a répondu à cet argument de façon irréfutable. Il est d'accord, comme nous le sommes tous, que les « TroisThèses »¹ constituent une

1. **Marc Loris** était l'un des pseudonymes de **Jean van Heijenoort** (1912-1985), qui, après la mort de Trotsky, était resté aux Etats-Unis.

tendance révisionniste et opportuniste. Mais il insistait pour que nous fassions une enquête sérieuse et donner ainsi leur poids exact à toutes les tendances existant dans l'Internationale.

En fait, les auteurs des « Trois Thèses » ne représentent qu'eux-mêmes et ne sont qu'une aberration de l'émigration. Beaucoup plus significatif que les « Trois Thèses » a été le cours ultra-gauchiste consistant de notre section britannique officielle et sa détérioration ultérieure. Et cette déviation ultra-gauche a pris place dans une section entière et opérant dans son propre pays dans des conditions de légalité et avec nombre de possibilités d'un développement sain. Ainsi tout ce qui est prouvé maintenant, c'est qu'à l'intérieur de l'Internationale le danger d'ultra-gauchisme est beaucoup plus vraisemblable que le danger d'opportunisme.

A l'argument de Loris on peut ajouter les riches leçons des premières années après la dernière guerre. Les jeunes partis de la Comintern souffraient avant tout d'ultra-gauchisme, non d'opportunisme. C'est contre cette tendance que Lénine écrivit en 1920 sa brochure sur *La Maladie infantile du Communisme*. Si, en dépit de l'immense prestige des bolcheviks vainqueurs, la Comintern était à ce point pénétrée par les déviations ultra-gauchistes, il est vraisemblable que la IVe Internationale sera confrontée au même phénomène à la fin de cette guerre.

Si la direction du parti américain juge nécessaire dans une résolution internationale aujourd'hui de rappeler à nos camarades européens que les mots d'ordre démocratiques sont « accessoires » et « subordonnés » à la grande stratégie (dictature du prolétariat) de la révolution, alors nous devrions au moins en même temps et avec autant d'insistance mettre nos camarades européens en garde sur le fait que la meilleure ligne stratégique peut conduire à la ruine si elle n'est pas couplée avec le lancement à temps de mots d'ordre **tactiques**, c'est-à-dire à celles des revendications démocratiques et de transition qui sont appropriées à la conscience des masses au moment donné.

L'isolement, tel que les partis de la IVe Internationale ont toujours eu à l'endurer, ne peut être surmonté que par la plus extrême intransigeance programmatique. Mais vivre dans l'isolement avec son drapeau programmatique

1. Les "Trois Thèses", émanant d'un groupe de militants allemands émigrés étaient une remise en cause non seulement du trotskysme mais du marxisme.

cloué sur le mât tend à nourrir une inflexibilité défavorable à la compréhension intelligente de l'utilisation des revendications démocratiques et de transition, quand l'occasion surgit de les lancer dans une situation révolutionnaire. Il est certain que nos camarades européens en ont fait l'expérience : le même est vrai de nos camarades espagnols pendant la période révolutionnaire de la guerre civile.

Je le répète : le principal danger **dans** la IV^e Internationale semble être selon moi dans la direction de l'ultra-gauchisme. Il est nécessaire, au moment où nous approchons des premières phases de la révolution européenne de souligner fortement le rôle des revendications de transition.

Il faut noter pour finir que, même si le camarade Cannon avait raison en pensant que le principal danger dans la IV^e Internationale est dans la direction de l'opportunisme, la résolution de la sous-commission n'était guère le moyen de combattre ce danger. Les camarades européens pourraient très bien répondre à cette résolution :

« Merci, camarades, de répéter les fondamentaux démocratiques mais nous avons aussi un exemplaire du Congrès de Fondation de 1938 et des copies de nos autres documents programmatiques. Et nous étudions ce programme comme vous le faites. Ce que nous attendons maintenant de vous, c'est ce que vous pensez que nous devons faire dans la prochaine période immédiate, quels sont les problèmes que nous affrontons d'abord, quels obstacles il nous faut surmonter ».

La réponse à une tactique opportuniste est une tactique correcte pas seulement la répétition des principes élémentaires du marxisme.

Le rythme de la révolution qui vient

Il était peut-être inévitable que, dans notre tentative de garder vivant l'espoir d'une révolution pendant les années d'isolement depuis septembre 1939, nous ayons schématisé le tableau de ce qui arrivait. Je sais que plus d'un camarade inexpérimenté a tiré de notre presse une image de la guerre près de s'achever, les masses se soulevant dans tous les pays d'Europe, le succès couronnant leurs efforts ; le succès signifiant l'établissement irrévocable du pouvoir soviétique et que tout cela allait se produire dans les deux ou trois ans après la période de la fin de la guerre.

Non que nos documents qui font le plus autorité reposaient sur une telle conception. Pour n'en mentionner qu'un, tournons-nous vers le manifeste de la IVe Internationale sur « La Guerre impérialiste et la Révolution prolétarienne ». Il rejette également perspective pessimiste et optimisme béat. Il posait ainsi la question :

« Est-ce que la révolution ne va pas être trahie cette fois aussi dans la mesure où il y a deux Internationales au service de l'impérialisme alors que les éléments authentiquement révolutionnaires constituent une petite minorité ? En d'autres termes, allons-nous réussir à préparer à temps un parti capable de diriger la révolution prolétarienne ? Pour répondre correctement à cette question, il faut bien la poser. Naturellement tel ou tel soulèvement peut et doit se terminer par une défaite due à l'absence de maturité de sa direction révolutionnaire. **Mais il ne s'agit pas d'un soulèvement unique. Il s'agit d'une époque révolutionnaire entière.**

Le monde capitaliste n'a pas d'issue, à moins de considérer comme telle une agonie prolongée. Il faut se préparer pour de longues années, sinon des décennies de guerres, de soulèvements, de brefs remèdes de trêve, de nouvelles guerres et de nouveaux soulèvements.

C'est là-dessus que doit se fonder un jeune parti révolutionnaire. L'histoire lui donnera suffisamment d'occasions et de possibilités de s'éprouver lui-même, d'accumuler des expériences et de mûrir. Plus vite les rangs de l'avant-garde fusionneront, plus l'époque des convulsions sanglantes sera raccourcie, moins notre planète aura à supporter de destructions. Mais le grand problème historique ne sera en aucun cas résolu jusqu'à ce qu'un parti révolutionnaire prenne la tête du prolétariat ».

Soulignons les mots « *Il faut se préparer pour de longues années, sinon des décennies...* » Trotsky, par ces mots, cherchait à nous préparer à la probabilité que la réalisation des Etats-Unis socialistes d'Europe prendrait des décennies plutôt que quelques années suivant immédiatement la période de la fin de la guerre.

Trotsky était certain, et nous le sommes aussi, qu'il sortirait de la guerre des révolutions socialistes victorieuses. C'est-à-dire que, dans un ou plusieurs Etats européens, les ouvriers, après la maturation de leur parti révolutionnaire, renverseraient victorieusement le capitalisme et établiraient le pouvoir soviétique. Mais Trotsky écrivit aussi des dizaines et peut-être des centaines d'articles expliquant l'importance cruciale des revendications démocratiques dans une situation révolutionnaire, c'est-à-dire qu'il s'attendait à ce qu'après que

les révolutions aient commencé en Europe, il y ait une période plus ou moins prolongée pendant laquelle les masses suivraient les partis réformistes.

Ayant enfin gagné les masses, le parti révolutionnaire mènerait à l'établissement du pouvoir soviétique, mais le jeune Etat ouvrier — voire deux ou plus — devrait affronter l'intervention capitaliste. L'intervention capitaliste étrangère, à son tour, conduirait à l'intérieur des Etats prolétariens à une renaissance de la guerre civile comme cela s'est produit dans la jeune République soviétique de Russie.

Au fur et à mesure que ce conflit s'aggraverait, nous avons confiance que le pouvoir prolétarien s'étendra aux autres Etats d'Europe et conduira à terme aux Etats-Unis socialistes d'Europe mais l'ensemble de ce processus ne sera pas, selon toute vraisemblance télescopé dans quelques efforts suprêmes intenses et brefs du prolétariat européen. Non, plus vraisemblablement, il y a une perspective de décennies de lutte.

Telle est la conception de la révolution qui vient, qu'on devrait maintenant expliquer à notre parti. Essentiellement, bien sûr, cette conception de la révolution qui vient n'est pas moins optimiste que l'image schématisée que nombre d'entre nous ont sans doute en tête. En outre, elle a l'incontestable mérite d'être l'image véritable. Plus encore, ceux qui s'y tiennent fermement ne verront pas piétiner leurs espoirs dans les années qui viennent. Ils resteront de fermes révolutionnaires, quels que soient les obstacles qui se dressent sous leurs pas.

Ne nous contentons pas d'approuver Trotsky, mais essayons aussi d'apprendre de lui comment on traite les problèmes politiques. On pourrait citer des dizaines de ses écrits pour montrer comment, à la veille de grands événements ou dans leurs premiers jours, il considérait comme politiquement nécessaire d'estimer le rythme probable à venir. Presque au hasard, je cite un exemple typique — comment Trotsky écrivait le 28 mai 1931, sous le titre « Problèmes de Rythme dans la Révolution espagnole » :

« Une détermination correcte du rythme du développement est d'une immense signification sinon pour la détermination de la ligne stratégique fondamentale, du moins pour la détermination de la tactique. **Et sans tactique correcte, la meilleure ligne stratégique est vouée à la ruine.** On comprend bien qu'il est impossible de deviner d'avance les rythmes pour une période prolongée. Il faut examiner le rythme dans le cours d'une lutte, en utilisant les indications les plus variées. En

outre, au cours des événements, le rythme peut changer brusquement mais nous devons tout de même garder sous les yeux une perspective définie afin d'introduire les corrections nécessaires dans le cours de l'expérience ».

Ayant ainsi posé ce qui est politiquement nécessaire pour tenter d'évaluer le rythme du développement de la révolution, Trotsky en venait à indiquer les facteurs concrets qui le conduisaient à s'attendre à un développement lent de la révolution en Espagne. Telle était la méthode que Trotsky nous enseignait. On la cherche en vain dans la résolution du plénum.

Les amendements Morrow-Morrison essaient vraiment d'évaluer le rythme de la révolution qui vient. Ils n'excluent pas la possibilité de transfert du pouvoir aux ouvriers immédiatement après la chute du nazisme. Et de cette possibilité, ils tirent la conclusion qu'il est nécessaire, dès que les masses se mettent en mouvement contre le régime nazi ou tout autre qui pourrait le suivre en résultat d'un coup d'Etat comme en Italie, de lancer les mots d'ordre de **Formation de conseils ouvriers** et de **Tout le Pouvoir aux Conseils**.

Mais ces amendements en viennent ensuite à l'Etat :

« Il nous faut aussi reconnaître qu'il est probable que la bourgeoisie essaiera sérieusement de sauver sa domination au moyen de la démocratie bourgeoise et qu'une telle tentative peut réussir pendant quelque temps... »

Pourquoi faut-il reconnaître la probabilité d'un tel succès temporaire ? Du fait d'un certain nombre de facteurs cruciaux qui sont décrits dans les amendements.

Parmi les facteurs qui vont ralentir le rythme de la révolution européenne, il y a la renaissance des illusions démocratiques dans des secteurs considérables des masses, résultat du fait qu'en Allemagne, en Italie, en Hongrie, en Italie, en Bulgarie, etc., de nouvelles générations ont grandi sans aucune expérience de la démocratie bourgeoise et sans participation active à la vie politique. Après la chute du fascisme, les masses auront à traverser un certain nombre d'expériences avant de comprendre que leurs besoins ne peuvent être satisfaits dans le cadre de la république démocratique. Un autre facteur de la renaissance des illusions démocratiques est l'intensification du sentiment national en Europe comme conséquence de l'occupation nazie, les masses des pays « libérés » pouvant très bien ressentir pour un temps un gouvernement comme celui de de Gaulle comme « *le leur* ».

Centrale pour une évaluation correcte du rythme de la révolution est une claire compréhension du fait que les principaux partis qui sont apparus en Italie, après la chute de Mussolini, étaient les communistes, les socialistes et le parti d'Action (libéral-démocratique). Ce fait démontre que les partis ouvriers traditionnels et le parti de la petite bourgeoisie n'étaient pas tenus pour responsables par les masses des décennies de domination fasciste. Et que les masses ne pouvaient tester les programmes de ces partis dans les conditions de l'oppression totalitaire, car les programmes ne peuvent être testés que dans le cours de l'activité de masse. Il nous faut conclure de l'expérience italienne que les partis ouvriers traditionnels, comme les partis centristes et libéraux-démocratiques, émergeront dans toute l'Europe comme les principaux partis de la première période après la chute des nazis et de leurs collaborateurs.

Ces facteurs qui ralentissent le rythme de la révolution qui vient ne peuvent être surmontés que par le développement de partis marxistes révolutionnaires et de tels partis n'existent pas encore en Europe. C'est pourquoi nous devons souligner pour nos camarades européens que les problèmes de la construction du parti sont encore devant eux leur tâche principale.

Au milieu des convulsions gigantesques qui suivront l'effondrement du fascisme, nous sommes confiants que nos camarades européens peuvent accomplir cette tâche principale en un bref laps de temps. Il est clair néanmoins que cette période sera l'une des séries de phases de la révolution européenne dans laquelle la bourgeoisie aura un succès temporaire en sauvant sa domination par le recours à la démocratie bourgeoise, c'est-à-dire en manipulant les illusions démocratiques des masses.

Ainsi les amendements Morrow-Morrison essaient de faire cette évaluation du rythme de la révolution. On peut ne pas être d'accord avec leur évaluation, mais au moins ils constituent une tentative de cette évaluation politiquement nécessaire.

On ne peut en dire autant de la résolution du plénum. Elle accepte quelques-uns des amendements Morrow-Morrison sous une forme tronquée, mais esquivé le problème du rythme posé par l'ensemble des amendements.

La bourgeoisie européenne et ses maîtres impérialistes anglo-américains auront-ils recours à la démocratie bourgeoise comme moyen de contenir la révolution ? Une claire réponse à cette question est la base d'une évaluation du

rythme de la révolution. Car il est évident que, si la bourgeoisie ne voulait pas recourir à la démocratie, les illusions démocratiques des masses pourraient être rapidement dissipées beaucoup plus vite par la IV^e Internationale. Il serait relativement facile de mobiliser les masses contre le capitalisme si la classe capitaliste dans son ensemble soutenait ouvertement et fermement la dictature et s'opposait à la démocratie. D'où l'importance d'une réponse sans ambiguïté à cette question. Les amendements Morrow-Morrison donnent une réponse sans ambiguïté sur ce point en disant :

« La bourgeoisie est prête à évoluer dans la direction d'un gouvernement démocratique bourgeois pour empêcher la révolution socialiste ».

Par ailleurs, la résolution du plénum esquivait la question de l'attitude de la bourgeoisie en tant que classe à l'égard de la démocratie bourgeoise. Notons par exemple la phrase suivante dans la résolution, qui semble au premier abord avoir été prise intégralement dans les amendements Morrow-Morrison :

« Le fait que les préconditions économiques pour une période étendue de démocratie bourgeoise en Europe ont disparu ne met cependant pas fin au rôle que **les démocrates bourgeois et petits-bourgeois** peuvent jouer pour contenir les progrès de la révolution prolétarienne ».

Cette phrase ne nous apporte rien de plus significatif que le fait évident que des démocrates bourgeois comme Sforza et des démocrates petits-bourgeois, comme les socialistes, joueront un rôle dans la révolution prolétarienne. Elle évite de prendre position sur la proposition des amendements Morrow-Morrison selon lesquels la bourgeoisie c'est-à-dire non seulement les Sforza ¹ mais aussi le capitalisme européen en tant que classe, est prêt à évoluer vers un gouvernement démocratique afin de contenir la révolution européenne.

Deux ou trois phrases plus loin dans la résolution du plénum, la même question cruciale est de nouveau esquivée par le même procédé qui consiste à introduire une phrase des amendements mais à la changer de façon qu'elle perde sa signification précise. Les amendements disent :

1. **Le comte Carlo Sforza** (1873-1952), ancien ambassadeur, était en exil aux Etats-Unis le chef de l'opposition libérale des "Italiens libres". Revenu en Italie, il était membre du gouvernement Badoglio.

« Quand aucun autre bouclier ne peut les protéger, les forces du capitalisme peuvent chercher à battre en retraite sous la protection de la république démocratique ».

Dans la résolution du plénum, cela devient :

« Quand toutes les autres défenses s'écrouleront, les forces du capitalisme vont s'efforcer de préserver leur dictature sous la façade de formes démocratiques, allant même jusqu'à la république démocratique ».

Qu'est-ce que cela veut dire d'assurer que la bourgeoisie « préservera sa dictature derrière la façade de formes démocratiques » ? Si tout ce que cela veut dire, c'est la théorie marxiste de l'Etat selon laquelle une république démocratique est aussi, en dernière analyse une forme de domination (donc dictature) de la bourgeoisie, alors il faut le dire et ne pas laisser de place à l'ambiguïté quant à ce que signifie « dictature ». Mais, telle qu'est la phrase, elle implique quelque chose de plus : que la bourgeoisie s'efforcera de préserver non seulement sa domination de classe mais aussi sa domination de classe sous la forme de la dictature, dictature dans le sens de la langue populaire, c'est-à-dire pas un gouvernement démocratique au sens ordinaire du terme.

Ainsi les ambiguïtés et esquives de la résolution du plénum sont à califourchon entre (1) maintenir la fausse conception du projet initial de résolution de la sous-commission qui niait explicitement la possibilité que la bourgeoisie recoure à un gouvernement démonstratif et (2) faire une concession verbale mais pas réelle aux amendements Morrow-Morrison qui insistent sur le fait que la bourgeoisie va probablement recourir à des gouvernements démocratiques.

Pour finir, un exemple de la façon dont la résolution du plénum « accepte » les amendements Morrow-Morrison. Le paragraphe suivant n'était pas dans le projet de résolution original, mais a été « accepté » des amendements :

« La vague révolutionnaire peut être si puissante qu'elle permette aux travailleurs de prendre le pouvoir tout de suite après l'effondrement de la dictature fasciste. D'où la nécessité d'avancer les mots d'ordre de *Conseils ouvriers (soviets)* et *Tout le Pouvoir aux Conseils ouvriers* dès que les masses commencent à se mettre en marche contre le régime fasciste ou tout autre substitut de ce dernier ».

Comparez cela avec le paragraphe des amendements dont il fut « accepté » :

« Nous n'excluons pas la possibilité d'un transfert du pouvoir aux travailleurs immédiatement après la chute de la dictature fasciste. Il faut que nos camarades prennent à tout moment en compte cette possibilité et donc lancent les mots d'ordre de création de *Conseils ouvriers* et de *Tout le Pouvoir aux Conseils*, dès que les masses se mettront en mouvement contre le régime fasciste ou tout régime qui pourrait résulter d'un coup d'Etat comme en Italie. Mais nous devons aussi reconnaître qu'il est probable que la bourgeoisie tentera sérieusement de sauver sa domination par la démocratie bourgeoise et que cette tentative aura un succès temporaire du fait de la trahison des social-réformistes et des staliniens, de l'absence d'un parti révolutionnaire et de l'insuffisance du développement politique de la classe ouvrière ».

Pour résumer la question du rythme de la révolution européenne qui vient, les amendements Morrow-Morrison estiment le rythme comme nous l'avons indiqué plus haut. La résolution du plénum, par ailleurs, évite de prendre position sur cette question et essaie en même temps de suggérer un rapide succès pour les Etats-Unis socialistes d'Europe.

L'estimation qu'on donne du rythme de développement de la révolution, comme le soulignait Trotsky, est d'une énorme importance pour la détermination de la tactique. Décidé à donner l'impression d'un succès rapide des Etats-Unis socialistes d'Europe, les auteurs du projet de résolution minimisent avec beaucoup de logique le rôle des revendications démocratiques. Mais si on reconnaît la probabilité d'un rythme plus lent pour le développement de la révolution européenne et, à l'intérieur, d'une période de régimes démocratiques bourgeois — instables, éphémères, mais existant néanmoins pour un temps — alors l'importance du rôle des revendications démocratiques et de transition devient évidente. Car la réponse révolutionnaire à la démocratie bourgeoise est en premier lieu plus de démocratie — l'exigence d'une démocratie réelle opposée à la pseudo-démocratie de la bourgeoisie. Car la démocratie bourgeoise ne peut exister que sur la base des illusions démocratiques des masses ; et celles-ci ne peuvent être dissipées avant tout que par la mobilisation des masses pour la démocratie qu'elles veulent et dont elles ont besoin. A cet égard, ce serait bon que tous les membres du CN lisent le *Programme d'Action pour la Ligue communiste de France* de 1934, en très grande partie écrit par Trotsky, que nous recommandions fort justement comme « le modèle de ce type pour de jeunes

partis approchant d'une situation révolutionnaire » (*Fourth International*, octobre 1942).

Les méthodes de l'impérialisme américain en Europe

Quelques camarades, lisant mes critiques des formulations de la résolution sur le rôle de la démocratie bourgeoise, peuvent considérer que je refuse de donner à la résolution le bénéfice du doute : si on veut bien lire les formulations de la résolution avec une compréhension un peu sympathique, on peut vraiment être d'accord avec elles. Après tout, la sous-section de la résolution intitulée « démocratie bourgeoise » a fourni un bon peu de terrain commun sur la question du rôle de la démocratie bourgeoise en Europe.

Une telle critique de ma façon d'aborder la résolution serait justifiée si la sous-section « démocratie bourgeoise » ne consistait pas en grande partie de phrases des amendements Morrow-Morrison, la seule partie de cette résolution où est abordée la question de la démocratie bourgeoise.

Cependant, si on interprète cette première section de la résolution comme ayant le même sens que les amendements Morrow-Morrison, il y a alors contradiction flagrante entre cette première section et la deuxième, intitulée « Le Rôle contre-révolutionnaire de l'impérialisme américain ». Car alors que la première prédit que la bourgeoisie européenne et ses maîtres impérialistes américains utiliseront la démocratie bourgeoise, la seconde exclut l'utilisation de la démocratie bourgeoise en Europe par l'impérialisme US.

Peut-être aucune question n'est-elle plus importante aujourd'hui pour la révolution européenne qu'une analyse des méthodes que les impérialistes américains emploient et emploieront pour leur tentative de subjuguier l'Europe. Car il est déjà clair que la bourgeoisie européenne ne peut même pas espérer survivre à la vague révolutionnaire qui vient sans le soutien le plus direct de l'impérialisme américain. Déjà en Italie on peut voir que la bourgeoisie italienne ne peut gouverner que comme partenaire *junior* de l'impérialisme américain.

Mais l'expérience italienne a aussi enseigné que le soutien de l'impérialisme US à la bourgeoisie italienne ne se réduit pas au soutien du capitalisme italien par des baïonnettes américaines. Les baïonnettes sont là, bien sûr, mais au moins aussi importante est la nourriture américaine et l'illusion que les Etats-Unis vont résoudre les problèmes économiques de l'Italie. Il faut

accorder son vrai poids au fait indéniable qu'une fraction considérable des masses italiennes a accueilli avec enthousiasme les troupes américaines. Les illusions des masses vont bien sûr se heurter de plus en plus à la réalité dans la période qui vient, mais il nous faut reconnaître que, pour un temps, le chantage discret sur le ravitaillement et les promesses d'une aide économique américaine joueront un rôle majeur dans la configuration des événements italiens. Et ce processus se renouvellera ailleurs en Europe.

A long terme, bien sûr, l'impérialisme US ne peut résoudre aucun des problèmes économiques de l'Europe et se révélera inévitablement comme l'impitoyable exploiteur qui veut empêcher le redressement de l'Europe ; il ne suffit pas cependant d'affirmer cette perspective à long terme. Il faut aussi estimer correctement la perspective à court terme.

Cette dernière est que l'impérialisme américain fournira produits alimentaires et aide économique à l'Europe et apparaîtra ainsi aux masses européennes sous une forme bien différente de l'impérialisme allemand. Cette différence entre les deux grands impérialismes qui aspirent à subjuguier l'Europe repose sur les différences de leurs ressources économiques. Les nazis n'ont rien à offrir à l'Europe, ils devaient la subjuguier par les seuls moyens de la force militaire et, après la conquête de chaque pays, devaient le piller en lui volant ravitaillement et autres produits. Les Etats-Unis par ailleurs entreront en premier lieu dans les pays occupés d'Europe ostensiblement non comme des conquérants mais dans le cours de leur campagne pour en chasser les nazis. A la différence de l'occupation nazie, l'occupation américaine sera suivie d'une amélioration des fournitures de ravitaillement et dans la situation économique en général. Là où les nazis ont emporté les machines des usines et l'équipement des transports, les Américains en rapporteront. Ces contrastes économiques qui découlent bien sûr entièrement du contraste entre les ressources limitées du capitalisme allemand et les ressources infiniment plus importantes du capitalisme américain, ne peuvent pas ne pas avoir pour un temps des conséquences politiques.

C'est pourquoi il est tout à fait faux de dire dans la résolution du plénum, sans distinguer le long et le court terme :

« L'Europe aujourd'hui réduite en esclavage par les nazis, sera demain envahie par l'impérialisme également prédateur des Anglo-Saxons ».

Egalement impérialistes, oui, mais pas « également prédateur ». On pourrait peut-être se permettre un tel langage de façon sommaire dans un discours d'agitation, mais il n'est pas à sa place dans une résolution de plénum qui doit donner une estimation froide des différentes méthodes adoptées par les différents impérialismes.

L'impérialisme nazi pouvait donner à sa domination des pays occupés seulement la façade d'une domination indigène. C'est pourquoi le terme de Quislings¹ a paru si approprié. L'impérialisme américain a aussi essayé d'opérer en se servant de **Quislings, Darlan**² n'était guère plus que ça, et de même **Badoglio**³. Mais il devrait déjà être clair que la pénétration par l'impérialisme US de pays occupés ne va pas se limiter à l'utilisation de régimes Quisling, c'est-à-dire dont la domination passe par la force et la terreur et qui n'ont pas de soutien dans les masses. Il est vrai, par exemple qu'un régime bourgeois démocratique en Italie serait aussi un régime Quisling au sens où il serait dominé par l'impérialisme américain. Mais il peut très bien différer des régimes Quisling dominés par les nazis en ce sens que, par l'intermédiaire des partis stalinien, social-démocrate et démocrate bourgeois, il pourrait obtenir la majorité dans des élections aussi libres que celles de l'Italie avant 1921.

La résolution du plénum semble d'accord avec cette conception des différentes méthodes dont dispose le capitalisme américain quand elle dit, à sa sous-section sur « la démocratie bourgeoise », que, quand ce moyen, (la force militaire) se révèle impuissant à contrôler les masses soulevées, les capitalistes indigènes, alliés avec les envahisseurs capitalistes, va pousser en avant ses agents traîtres, démocrates, social-réformistes et staliniens dans une tentative d'étrangler la révolution dans un « nœud démocratique ». Mais l'idée de cette phrase incorporée dans la résolution à partir des amendements Morrow-Morrison n'apparaît nulle part dans la section de la résolution sur le « Rôle contre-révolutionnaire du capitalisme américain ». Au contraire, dans cette section, les

1. **Vidkun Quisling** (1887-1945), ancien officier, chef des nazis norvégiens, installé par l'occupant à la tête d'un gouvernement fantoche.

2. **François Darlan** (1881-1942), amiral, chef de la Flotte française, représentant Pétain en Afrique du Nord, il fut reconnu par les Américains et assassiné peu après.

3. **Pietro Badoglio** (1871-1956), général, chef des armées fascistes, prend la tête du gouvernement après le renversement de Mussolini et est reconnu comme chef légitime du gouvernement par les Alliés et le Parti communiste.

auteurs de la résolution ne voient qu'une méthode que l'impérialisme américain doit employer : « *la dictature militaire monarcho-cléricale sous la tutelle et l'hégémonie du Grand capital américain* ». Et encore : « *Le choix, du point de vue de Roosevelt et de Churchill, c'est un gouvernement de type Franco ou le spectre de la révolution socialiste* ». La résolution exclut du coup le « troisième choix », l'utilisation de régimes bourgeois démocratique.

Soit dit en passant, l'article sur « Le Rôle mondial du Capitalisme US » par le camarade William Simmons ¹ publié dans le même numéro de *FI* que la résolution du plénum prend la position des amendements Morrow-Morrison, non celle de la résolution du plénum. Le camarade Simmons écrit :

« Est-ce qu'une restauration de la démocratie bourgeoise sur le continent européen — un régime "démocratique" pour un temps limité, puis comme régime intérimaire, du fait de l'absence d'une direction expérimentée, décidée, prolétarienne, révolutionnaire, démocratique — est possible ? Pour un temps limité — oui, comme un régime intérimaire, du fait de l'absence d'une direction expérimentée, décidée, prolétarienne révolutionnaire — comme une tentative de fermer les portes de l'eau de la révolution. Une telle restauration peut être imposée et soutenue du dehors. » (*FI*, décembre 1943, p. 336)

Je suis entièrement d'accord avec le camarade Simmons concernant l'instabilité de la démocratie bourgeoise et l'ai clairement expliqué dans mes interventions répétées et lassantes au plénum. Mais ce n'était pas la question à l'ordre du jour : la question était de savoir si, oui ou non, l'impérialisme américain pouvait soutenir en Europe des régimes bourgeois démocratiques pour contenir la révolution. Le camarade Simmons et moi répondons de façon affirmative. La résolution répond à tort par la négative.

La fonction du mot d'ordre des Etats-Unis socialistes d'Europe

En clarifiant notre conception de la révolution européenne qui vient, il est maintenant nécessaire de définir avec plus de précision la place du mot d'ordre d'Etats-Unis socialistes d'Europe. Dans la discussion du plénum, Warde et Frank ont dit qu'il y avait une vraie divergence entre eux et moi là-dessus : ils disaient en fait que la discussion n'était rien moins que problématique. La

1. **William Simmons** était le pseudonyme d'**Arne Swaback** (1890-1986), un Danois, vétéran du S PA puis du CP US, membre du CN du SWP.

résolution finale fait à ce mot d'ordre peu de références, qui sont mutuellement satisfaisantes mais laissent néanmoins non réglée les divergences apparues pendant le plénum. Peut-être certaines des déclarations de Warde et Frank au cours de la discussion peuvent ne refléter que des malentendus sur cette question qu'il faut clarifier.

Je dois admettre que j'ai moi-même contribué à un tel malentendu. Dans un article de discussion, j'ai critiqué ceux qui définissent le mot d'ordre des Etats-Unis socialistes d'Europe « comme un mot d'ordre propagandiste, c'est-à-dire pas utilisable actuellement pour l'utilisation immédiate » Je crois que la critique essentielle que je voulais faire était juste : elle visait ceux qui n'acceptent pas le mot d'ordre d'Etats-Unis d'Europe comme le mot d'ordre central du mouvement européen. Cependant je n'ai pas contribué à clarifier la question quand j'ai indiqué que l'unique évaluation correcte était qu'il s'agit d'un mot d'ordre d'agitation et non de propagande. En opérant cette distinction, je définissais un mot d'ordre propagandiste comme un mot d'ordre qui n'a qu'un rôle purement éducatif pour la période actuelle et qui, quand il devient concret, cesse d'être propagandiste pour devenir un mot d'ordre d'agitation. Je pensais à la façon dont Plékhanov¹ définissait la propagande comme la dissémination de nombreuses idées à un petit groupe et l'agitation comme celle d'une idée essentielle à de grandes masses.

Cette distinction utile entre la propagande et l'agitation ne sert cependant pas à clarifier le rôle du mot d'ordre d'Etats-Unis socialistes d'Europe. Cela paraîtra tout de suite clair à partir des considérations suivantes. Nous sommes tous d'accord, et à juste titre, que les Etats-Unis socialistes d'Europe sont le mot d'ordre central pour l'Europe. Qu'entendons-nous cependant précisément par mot d'ordre central ? Quelques camarades semblent penser que cela veut dire que c'est le mot d'ordre au moyen duquel nous appellerons les grandes masses au renversement du capitalisme européen. C'est-à-dire que ce mot d'ordre jouera le même rôle, dans la révolution qui vient, que le mot d'ordre *Tout le Pouvoir aux Soviets* a joué dans la révolution d'Octobre.

1. **Giorgi V. Plékhanov** (1856-1918) a introduit le marxisme en Russie après une longue polémique avec le populisme. Fondateur du groupe *L'Emancipation du Travail*, il fut le maître de Lénine.

Mais le mot d'ordre central d'une époque n'est pas du tout la même chose que le ou les mots d'ordre sous lesquels le parti conduit les masses pour faire une révolution. L'exemple classique d'un mot d'ordre central — celui qui détermine tout le cours du parti révolutionnaire dans une période — c'est celui qu'a lancé Lénine de *Transformation de la Guerre impérialiste en Guerre civile*. C'était le mot d'ordre central sans être pour autant un mot d'ordre pour les masses. C'était un mot d'ordre de parti, de cadres. C'est-à-dire qu'il servait à éduquer le parti mais ne montrait pas comment gagner les masses à la révolution prolétarienne. Trotsky a caractérisé un jour *Transformation de la Guerre impérialiste en Guerre civile* comme une formule algébrique dont le contenu concret était encore à trouver et a été trouvé dans *Tout le Pouvoir aux soviets* et autres mots d'ordre.

Cela ne veut pas dire que les bolcheviks n'ont pas fait connaître *Transformation de la Guerre impérialiste en Guerre civile* dans leur littérature. Mais on le trouvera le plus souvent dans les documents de septembre 1914 à février 1917, c'est-à-dire les textes écrits dans l'isolement et dirigés vers les membres du parti et les petits cercles d'ouvriers sympathisants. Quand la révolution russe a eu éclaté, ce mot d'ordre recula à l'arrière-plan et ne reparut que rarement dans les articles et discours des bolcheviks entre février et octobre. Ainsi il ne fut pas un des mots d'ordre principaux autour desquels les bolcheviks rallièrent les masses. Pourtant quiconque a la moindre compréhension de la stratégie bolchevique sait qu'il demeurait le mot d'ordre central au sens où il était la motivation de base de l'agitation et de l'action bolcheviques.

Dans son dernier article inachevé, Trotsky fait référence au rôle limité de ce mot d'ordre central :

« L'attention de l'aile révolutionnaire était centrée sur la question de la défense de la patrie capitaliste. Les révolutionnaires répondaient naturellement par la négative à cette question. C'était tout à fait juste. Mais alors que cette réponse purement négative servait de base à la propagande et à la formation des cadres, elle ne pouvait gagner les masses qui ne voulaient pas d'un conquérant étranger.[...] Il est vrai que les bolcheviks conquièrent, dans l'espace de huit mois l'écrasante majorité des travailleurs mais le rôle décisif dans cette conquête ne fut pas joué par le refus de défendre la patrie bourgeoise mais par le mot d'ordre *Tout le Pouvoir aux Soviets*. Et seulement par ce mot d'ordre révolutionnaire ! La critique de l'impérialisme, son militarisme, la renonciation à la défense de la patrie bourgeoise

etc. n'auraient jamais gagné l'écrasante majorité du peuple au côté des bolcheviks ».

Il y a eu beaucoup de malentendu sur cette distinction entre le mot d'ordre central qui servait à former les cadres et le mot d'ordre sous lequel les bolcheviks ont renversé le capitalisme. On pourrait documenter cela avec de nombreuses références à la littérature des partis communistes naissants après 1919, où ils utilisaient le mot d'ordre *Transformation de la Guerre impérialiste en Guerre civile* comme s'il était une clé magique qui leur amènerait les masses. Et ce non-sens ultra-gauchiste n'a pas disparu avec les premières années du mouvement communiste. En 1935 encore, les ultra-gauchistes de notre parti, les Oehleristes ¹ nous accusaient de réduire le mot d'ordre central de Lénine pendant la dernière guerre à « *un simple mot d'ordre de parti* ».

Je soutiens que le mot d'ordre d'Etats-Unis socialistes d'Europe est le mot d'ordre central de notre époque pour l'Europe mais qu'il est peu vraisemblable qu'il devienne celui sous lequel les masses se rallieront dans la lutte pour le pouvoir. Cela ne signifie pas que la place du mot d'ordre des Etats-Unis socialistes d'Europe soit exactement la même que celle de *Transformation de la Guerre impérialiste en Guerre civile*. De toute évidence, les Etats-Unis socialistes d'Europe sont susceptibles de mettre en mouvement plus de masses que le mot d'ordre de Lénine. De même, il n'est pas un mot d'ordre de masse dans le sens de *Tout le Pouvoir aux soviets* ; c'est une formule algébrique dont le contenu concret sera trouvé par nous et concrétisé en mots d'ordre de masse pendant la révolution, comme ceux que les bolcheviks ont utilisés de février à octobre 1917.

Les meilleurs et les plus réfléchis des travailleurs européens — et cela ne signifie pas seulement les cadres, mais des centaines de milliers et même des millions — comprendront que l'unification socialiste de l'Europe est l'unique issue. Mais les meilleurs et les plus réfléchis des travailleurs ne suffisent pas à eux seuls pour faire une révolution. Ils n'y parviendront qu'en rassemblant derrière eux non seulement des millions mais des dizaines et des centaines de

1. Les oehleristes sont désignés par le nom de leur ancien dirigeant, **Edward Oler** dit **Hugo Oehler** (1903-1983), agitateur ouvrier de talent, qui dirigea longtemps la "fraction" trotskyste dans le PC et s'opposa en 1934 au "tournant français" préconisé par Trotsky et jugé par lui "opportuniste".

millions. Et ceux-là ne seront pas gagnés par le concept relativement abstrait des États-Unis socialistes d'Europe.

Selon toute probabilité, la lutte directe pour le pouvoir sera posée par la question des institutions qui auront autorité pour commander le pays ou l'armée à un moment donné — des institutions bourgeoises comme un gouvernement provisoire et peut-être un parlement ressuscité ou des organismes représentatifs bâtis par les ouvriers, les paysans et les soldats, par essence des Soviets, quel que soit leur nom réel, des comités de ville, de région, de district ou d'usine directement élus par les ouvriers, les paysans et les soldats.

Cette alternative sera suffisamment forte pour obliger les masses à choisir les uns ou les autres. Cela ne signifie pourtant pas que les masses choisiront consciemment entre la continuation du capitalisme et les États-Unis socialistes d'Europe. Cela ne voudra même pas dire qu'en Allemagne, par exemple, les masses choisiront entre socialisme et capitalisme pour ce pays. Le capitalisme comme le socialisme sont des abstractions pour les grandes masses même quand elles font une révolution prolétarienne. Les masses donneront mandat aux institutions révolutionnaires qui expriment leurs besoins de vie concrets — le pain, la terre, la liberté — et la détermination de les réaliser. Mais ce ne sera pas un mandat conscient pour le socialisme ou les États-Unis d'Europe.

Le danger stalinien pour la révolution européenne

Le camarade Wright¹ a écrit plus d'une fois au cours des derniers mois dans notre presse que l'Armée rouge et l'industrie soviétique avaient révélé un potentiel de combat supérieur à tout ce dont nous avons rêvé qu'ils étaient capables. C'est exact et bien entendu nous sommes tous d'accord que cette puissance exprime la prodigieuse vitalité de la révolution d'Octobre, bien qu'elle ait été étranglée par Staline. Mais du point de vue d'une perspective à court terme, nous devons aussi réaliser que cette industrie soviétique et cette Armée rouge vont très probablement rester pour un temps aux mains de Staline ; cela veut dire qu'il mettra toute sa puissance — plus grande que ce que nous avons pu rêver — du côté de la contre-révolution européenne.

1. Joseph Vanzler dit **John G. Wright**, (1904-1956), chimiste d'origine russe, lisait couramment cette langue et pendant toute la guerre tint dans la presse trotskyste la rubrique sur l'Armée rouge.

Les amendements Morrow-Morrison essayaient d'indiquer ce danger stalinien, mais ont été balayés dans la résolution finale. Comme dans le projet de résolution, la section intitulée « Signification des Victoires Soviétiques » consiste dans la simple répétition que le stalinisme échouera dans ses plans contre-révolutionnaires. Même la phrase absurde du projet de résolution « *expliquant* » l'échec de la révolution espagnole a été maintenue avec entêtement :

« La révolution d'avant-guerre dans un coin de l'Europe pouvait peut-être être étranglée et vendue au titre des manœuvres diplomatiques du Kremlin ».

Je ne vais pas répéter ici l'analyse, faite dans mon intervention au plénum, de cette thèse et du paragraphe dans lequel elle apparaît, sauf rappeler de nouveau que, loin d'être isolée dans « un coin de l'Europe », la révolution espagnole s'est produite en même temps que la situation révolutionnaire en France que Trotsky a justement saluée par un article intitulé « *La Révolution française a commencé* ».

Le caractère double des victoires soviétiques

A un point ou un autre, la IVe Internationale sera obligée de dire franchement aux ouvriers ce que j'ai dit dans mon rapport au plénum, à savoir que les victoires soviétiques ne sont pas une question unilatérale de conséquences positives, même si nous accordons plus d'importance à ces conséquences.

Les amendements Morrow-Morrison posent comme suit le deuxième aspect des victoires soviétiques :

« A présent, du fait des victoires de l'Armée rouge, le prestige de l'Union soviétique a grandi énormément et, malheureusement, a été détourné par la bureaucratie parasitaire. La puissance et l'influence idéologique du stalinisme ont été renforcées temporairement. Le résultat, c'est qu'il nous faut reconnaître là un sérieux danger pour la révolution européenne. La bureaucratie stalinienne, ou bien aidera les démocraties capitalistes dans leur tentative d'écraser par la force la révolution, ou, si la révolution est trop irrésistible pour être écrasée, elle essaiera d'en gagner le contrôle pour sauver sa propre domination. Ce que Staline a fait en Espagne, il essaiera de le répéter dans les autres pays d'Europe. La révolution continentale européenne offrira sans doute plus de résistance que le prolétariat espagnol, mais le danger pour la révolution est très grand de la part de la

bureaucratie stalinienne et il nous faut constamment mettre les masses en garde et les appeler à lutter contre ce danger »

Cet amendement a été rejeté par la sous-commission de la résolution. A sa place, la sous-commission a seulement ajouté au projet de résolution la phrase selon laquelle « *Staline, exploitant le prestige rehaussé de l'Union soviétique, résultat des victoires de l'Armée rouge, cherche à prendre le contrôle des mouvements populaire en Europe.* »

Et cette phrase entrelardée dans de nombreux paragraphes assurant et réassurant la certitude que Staline échouera, de sorte que la conséquence est exactement l'opposé de ce que cherchaient les amendements Morrow-Morrison : nous voulions faire une mise en garde contre le danger du stalinisme et la résolution du plénum ne fait que proposer de nouveaux calmants rassurants. Proclamons par tous les moyens notre confiance dans l'avenir révolutionnaire. Mais ce n'est pas suffisant. Il faut **dire ce qui est**.

J'ai dit au plénum que le prestige des victoires soviétiques a eu comme résultat le fait que le stalinisme est la principale force organisée aujourd'hui dans la classe ouvrière européenne et que cette situation ne disparaîtra pas avant les premières phases de la révolution européenne. La résolution de la sous-commission a été d'accord avec moi dans la mesure où elle a inclus, dans sa sous-section sur la démocratie bourgeoise l'idée des amendements Morrow-Morrison selon laquelle

« Il est possible et même probable que les partis traîtres du social-réformisme et du stalinisme jouent le rôle dirigeant au cours des premières étapes de la révolution ».

De même, dans sa section « *La Fin de la Comintern* », la sous-commission a inclu des amendements Morrow-Morrison l'idée que les événements italiens ont montré la capacité des staliens pour pervertir la lutte des travailleurs. Mais ces deux phrases, dans le contexte où elles apparaissent, ne sont que des remarques au passage et ne conduisent nullement à l'idée que le stalinisme est le grand danger pour la révolution. La place à laquelle le stalinisme est systématiquement traité dans la résolution et dans la section intitulée « Signification des victoires soviétiques » et là, le danger du stalinisme, est effectivement nié.

Le refus de distinguer entre perspective à court et perspective à long terme, que nous avons relevé dans d'autres parties de la résolution, est peut-être plus

évident encore dans les sections sur « le stalinisme ». Elles ignorent la perspective à court terme, c'est-à-dire ne décrivent pas la véritable situation actuellement et dans un avenir proche. Résultat, elles ont un caractère purement rituel, ne convainquant que ceux qui le sont déjà. (Espérons que personne ne répètera la calomnie lancée au plénum selon laquelle je qualifiais de « rituel » le programme de la IV^e Internationale ; ce que j'ai dit et répété, c'est que la résolution de la sous-commission a utilisé le programme de façon rituelle).

« Pessimisme » et « Optimisme »

Une grande partie du temps du plénum a été prise par des accusations violemment lancée contre moi selon lesquelles j'étais un pessimiste. Si j'avais voulu répondre en leur rendant la monnaie de leur pièce, j'aurais eu une bonne occasion de le faire. Pendant les semaines qui ont suivi la chute de Mussolini, les camarades qui avaient écrit le projet de résolution étaient incontestablement plus « optimistes » que moi sur la révolution italienne, mais, dans leur projet de résolution, voilà déjà qu'ils parlaient de « la défaite temporaire de la révolution italienne ». Pour moi, en revanche, je ne voyais pas de révolution vaincue précisément parce que je n'avais pas vu de révolution, mais une situation révolutionnaire. Qui donc étaient les optimistes : ceux qui voyaient la révolution italienne défaite ou ceux qui ne la voyaient pas ? Cet incident à lui seul devrait indiquer que les accusations de pessimisme et les proclamations d'optimisme n'ont pas de place dans les discussions dans notre direction.

Daniel Logan ¹

Le mot d'ordre de République en Italie et sa discussion dans le SWP ²

Au début de juin 1944, les troupes alliées sont entrées dans Rome et la question de l'existence de la monarchie italienne est passée au centre de la politique italienne. J'ai observé pendant plusieurs semaines l'attitude de *The Militant* sur cette question. Le journal l'a simplement ignorée, conformément à sa politique antérieure qui a été, pendant des mois, d'ignorer complètement le problème des revendications démocratiques en Italie. Je décidai d'écrire un bref article sur ce problème. Il est daté du 9 juillet 1944, et, quelques jours plus tard, fut présenté au Secrétaire faisant fonction, le camarade Morris Stein ³ et au camarade E.R. Frank.

Comment la question est venue devant la Convention

1. **Daniel Logan** était l'un des pseudonymes de l'ancien secrétaire français de Trotsky, **Jean van Heijenoort** (1912-1986), membre de la minorité avec Morrow et Goldman.

2. *Internal Bulletin* (SWP) VII, N°4, juin 1945.

3. Morris Stein était l'un des membres de la direction provisoire (faisant fonction) qui remplaçait les dirigeants emprisonnés.

J'ai demandé la publication de cet article dans *Fourth International* et, en cas de refus, dans un bulletin intérieur. Les camarades Stein et Frank n'ont pas pris la peine de discuter du problème en soi, mais comme c'est devenu courant dans les dernières années, ils ont soulevé des objections de « forme » et de « procédure » ainsi que sur le « ton » de l'article. Ils disaient que, pour toutes ces raisons, on ne pouvait pas publier l'article sous cette forme. J'ai déclaré que j'étais prêt à faire toutes les concessions de forme tant que je pourrai poser clairement le problème politique et il fut entendu que le secrétaire faisant fonction me ferait très vite connaître les changements exacts demandés par le Comité politique pour publication.

J'ai attendu quelques semaines avant de recevoir une lettre de Morris Stein datée du 3 août, qui disait au sujet de mon article :

« Nous avons décidé de le retenir jusqu'à la rédaction de notre résolution sur la situation en Europe. Nous travaillons là-dessus maintenant et il nous semble qu'il serait mieux d'attendre que vous voyiez la résolution afin qu'aucune polémique ne puisse se produire qui ne soit pas bien concrétisée et bien ciblée ».

La déclaration du camarade M. Stein est très importante à la lumière des déclarations ultérieures du camarade E.R. Frank pendant la discussion d'avant convention et à la convention. Frank n'a cessé de répéter que le SWP n'était pas compétent pour examiner cette question et que les camarades qui la soulevaient étaient des « gens de lettres » faisant des « bleus » et désorganisant la discussion.

Le tableau était clair. Je présentai un article signé sur les problèmes de la république en Italie, directement relié aux événements du moment. Il fut « retenu » parce que son sujet devait être discuté « plus concrètement » à une convention plus de quatre mois après. A la convention, on découvrit qu'on ne pouvait pas discuter de cette question car « on n'en sait pas assez » et le simple fait de le présenter à la convention me fut reproché comme un crime de désorganisation. Si, pour l'information des lecteurs éloignés, j'ajoute que les camarades M. Stein et E.R. Frank appartiennent l'un et l'autre à la direction de la même tendance, à savoir la majorité, l'honnêteté de la procédure devient claire pour tous. Comme le camarade M. Stein me l'avait dit, j'ai reçu vers la fin août une copie du projet de résolution pour la convention à venir. J'en ai immédiatement écrit une critique, à laquelle j'ai incorporé des parties de mon

article du 9 juillet, « retenu » non publié, et j'ai soumis le tout au CP. En réponse à ma critique et probablement à d'autres, quelques-unes des formules les plus discutables ont été corrigées dans le projet de résolution et un nouveau projet révisé fut présenté au parti pour la discussion pré-convention.

Les changements introduits mériteraient un examen attentif, qui serait tout à fait éclairant sur la méthode des rédacteurs du projet et de leurs associés politiques. Ainsi, par exemple, je critiquais dans le projet de résolution la formule : « Le fascisme, dans ses derniers jours, privé de tout soutien de masse, ne pouvait gouverner qu'en tant que dictature militaire toute nue. Les Alliés et leurs complices dans le pays gouvernent aujourd'hui l'Italie de la même manière ». Pour répondre à la critique, le CP a simplement introduit le mot « virtuellement » dans la dernière phrase du nouveau projet « Les Alliés (...) gouvernent aujourd'hui l'Italie virtuellement de la même manière ». Quel était le but de ce « virtuellement » ? Certainement pas d'éclaircir les choses, car la phrase amendée est si possible encore plus confuse qu'avant. L'objet de ce changement était simplement de donner à la majorité un petit coin très commode pour leur jeu de cache-cache (je dois ajouter qu'à la convention la phrase a été finalement retirée, ce qui prouve que la critique de l'opposition n'était pas sans objet).

Le nouveau projet révisé ne m'est pas parvenu avant la seconde moitié de septembre. A cause des changements introduits par le CP, j'ai dû récrire ma critique pour la présenter au parti. Le résultat fut l'article maintenant publié, « La situation en Europe et nos tâches ». Il est daté du 1er octobre 1944. Il était entre les mains du secrétaire faisant fonction le 4 octobre et a été publié vers la fin octobre dans le n° 8 du *BI* du SWP. J'ai pu m'assurer que certains n'ont pas reçu le bulletin contenant cet article avant fin novembre (c'est le 16 qu'a commencé la convention). Le fait de retarder un article de plus de trois semaines pendant une période de soixante jours de préparation du congrès, c'est légèrement couper les ailes de la démocratie de parti. Je ne dois cependant pas trop me plaindre : les idées politiques que j'ai présentées sur ce qui se passe actuellement en Italie commencent à être connues des camarades seulement quatre mois après leur présentation. Je ne me plaindrai pas trop, ai-je dit, car d'autres camarades n'ont même pas eu cette chance dans des branches pas trop éloignées du Centre.

A la Convention

Les principaux orateurs de la majorité ont été très réservés dans leurs arguments contre le mot d'ordre de république en Italie. Leur principale ligne de défense était que le SWP était incapable de trancher, voire seulement d'étudier une telle question. Ceux qui avaient oublié leur géographie se sont entendus rappeler assez souvent que New York était à plus de 3000 miles de l'Italie. Que dire contre une si grande distance ? Un fait géographique devient l'argument principal de la majorité.

Cependant quand on fait attention de plus près aux débats du parti pendant la discussion pré-convention ou à la convention, on découvre qu'une grande partie des arguments utilisés par la majorité étaient de nature purement ultra-gauchiste, complètement étrangers à notre mouvement. Ces arguments ultra-gauchistes étaient employés par des orateurs secondaires qui ne subissaient aucune vérification, que le parti dans son ensemble et les sections de l'Internationale imposaient dans une certaine mesure aux principaux orateurs de la majorité.

Quand je dis que les principaux orateurs pour la majorité n'utilisaient pas ces arguments ultra-gauchistes, je dois être plus précis : ils ne les utilisaient pas dans des articles ou des discours enregistrés. Cependant, *off the record*, le porte-parole de la majorité, grands ou petits, ne manquaient pas d'utiliser les armes de l'arsenal ultra-gauchiste. Le résultat a été que, quand on parle aux membres de base du parti, un sur deux vous dit que « bien entendu » la majorité de la direction s'oppose au mot d'ordre de république pour des raisons de principe.

Les arguments ultra-gauches sont aussi avancés ou volontiers acceptés par pas mal de membres de la base. Bien des camarades nouveaux, qui sont venus à nous dans les cinq dernières années ne savent encore que très peu des activités et expériences de notre mouvement en Europe il y a dix ou quinze ans. Ils ont été éduqués dans l'atmosphère politique des Etats-Unis d'Amérique où la plupart des problèmes démocratiques bourgeois ont été résolus de la façon la plus radicale par la bourgeoisie, il y a bien longtemps. Ils n'apprécient pas le poids politique et le caractère explosif du problème de la monarchie dans un pays comme l'Italie.

Tout cela n'est que trop compréhensible. Ce qui est moins facile à comprendre, c'est l'attitude des dirigeants du parti. Au lieu de corriger les préjugés infantiles des jeunes membres, ils les flattent, les nourrissent, parce qu'après tout ils sont contre l'opposition et que contre l'opposition tout est bon. On ne saurait attendre que la majorité de la direction du parti corrigent des camarades qui votent contre Morrison, Morrow et Logan, même si le prix à payer pour ce soutien est le sacrifice des plus sérieuses traditions de notre mouvement. Tandis que, quand il y a compte rendu, ils n'utilisent pas eux-mêmes (pas beaucoup) les arguments ultra-gauchistes, les principaux leaders de la majorité n'ont rien fait pour repousser les nombreux arguments ultra-gauchistes lancés contre l'opposition. Au contraire, ils ont tout fait pour les faire surgir et fleurir et ils en tirent un soutien. Dans le dictionnaire de la politique, une telle attitude est définie comme **une politique sans principes**.

Ces procédés peuvent assurer des voix contre l'opposition mais ils comportent cependant de grands risques. Leur premier résultat est la mauvaise éducation du parti qui peut tenir en réserve de dangereuses surprises pour demain. C'est pourquoi il est impératif d'examiner avec soin les arguments ultra-gauches avancés. Nous nous heurtons cependant tout de suite à une difficulté. La majorité de la direction a été assez prudente pour ne pas permettre que de tels arguments apparaissent imprimés. Que faire ? Faut-il garder le silence à leur sujet ? Je ne peux me résigner à une conclusion aussi dangereuse. J'examinerai ces arguments sur la base des rapports oraux sur eux qui me viennent de membres de la majorité comme de la minorité. J'ai pleinement conscience du fait que mon action peut provoquer un scandale de la majorité du CP, qui serait cependant pure hypocrisie. J'ai expliqué comment cette action m'avait été imposée par la majorité. J'assume nettement d'avance que les arguments en question ont été avancés verbalement et, en les portant à la lumière, je donne à la majorité du CP l'occasion de les démentir factuellement et politiquement.

« Nous sommes pour le socialisme »

C'est le dénominateur commun d'une grande variété d'arguments mis en circulation contre le mot d'ordre de la république en Italie : « Nous voulons le socialisme, pas la république ! », « nous sommes pour une république ouvrière, pas une république bourgeoise » etc.

Ces arguments ne sont pas nouveaux. Ce sont des expressions classiques de l'ultra-gauchisme. Des arguments construits selon le même modèle ont souvent été examinés et réfutés dans notre mouvement, et dans le parti bolchevique et dans la IIIe Internationale. Dans son article sur la situation en Europe, j'ai essayé de montrer combien étranger à nos méthodes était ce type d'argument. Le camarade Goldman les a traités de nouveau dans son article « La Question du mot d'ordre "Pour une République démocratique" » *BI VII*, 11, mars 1945). Je me contenterai de résumer leurs conclusions.

La méthode des arguments ultra-gauches consiste à opposer notre but à tout le reste. La méthode de ceux qui veulent suivre Lénine est directement opposée : elle consiste à chercher une voie d'action, de la situation actuelle au socialisme. Le problème ne peut être résolu simplement par l'affirmation que nous sommes ou non « pour le socialisme » (plutôt étrange chez nous), mais en analysant comment entrer dans la voie vers le socialisme. Et c'est là qu'est impliquée toute la question des revendications démocratiques.

L'incapacité de quelques membres de la majorité à saisir le maniement des revendications démocratiques des partis est soudain révélée par les surprenants arguments qu'ils utilisent. Ainsi un porte-parole mineur de la majorité déclarait : « Si vous êtes pour la République en Italie, alors pourquoi pas en Angleterre ? ». Et un éclat de rire complète l'argument.

Cette objection est remarquable par sa méthode : si le mot d'ordre de république est juste en Italie, il doit l'être aussi en Angleterre. Mais puisque personne ne le met en avant pour l'Angleterre, alors il est clair qu'il est faux pour l'Italie. Admirable logique ! Cependant c'est plus que la méthode qui est ici déficiente : l'acuité politique n'est pas non plus très grande. Aujourd'hui l'existence de la monarchie est en Angleterre une question de dixième ordre (que cependant nous ne devons pas totalement oublier dans notre agitation). Quand l'Angleterre entrera dans une crise révolutionnaire, la Cour peut devenir un foyer d'intrigues bonapartistes contre-révolutionnaires. Son existence peut devenir un problème politique brûlant. Dans ce cas, le mot d'ordre de la république deviendra pour un temps une revendication politique importante du parti révolutionnaire. Notre critique ne semble même pas soupçonner cela et révèle ainsi combien ses pensées sont ancrées dans le cadre de la réalité présente et combien peu il voit une situation politique dans son dynamisme révolutionnaire.

Quelquefois des porte-parole de la majorité nous disent, non sans malice dans la voix : « Mais lancer un appel pour une république signifie que vous acceptez la république bourgeoise ! ». Un tel argument pourrait être dirigé contre toute revendication partielle. Cela signifie-t-il qu'on s'arrête là ? Nous soutenons la lutte d'un syndicat pour une augmentation de 10 % de l'heure. Cela signifie-t-il que nous sommes contre une augmentation de 25 % ? Plus généralement ; notre soutien d'un combat pour une augmentation de salaires ne signifie-t-il pas que nous acceptons le système salarial capitaliste ? Etc. etc. Mais assez sur ces ratiocinations ultra-gauches. Il faut ici chercher dans notre pensée une réponse claire.

Notre mouvement avait en 1930-31 le mot d'ordre de la république en Espagne. Dans la période pré-révolutionnaire de 1934-36, Trotsky suggéra de l'inclure dans le programme d'action de la section belge de la IV^e Internationale, où il avait incomparablement moins d'importance qu'aujourd'hui en Italie. Mais cela signifie que ce mot d'ordre ne peut pas être opposé à des raisons générales comme « Nous sommes pour le socialisme, pas pour la république bourgeoise », etc. Nous sommes aussi, autant que je sache, pour le socialisme dans notre temps. Cela implique aussi que la première tâche de la majorité de la direction aurait dû être d'expliquer quelles conditions concrètes, spécifiques et nouvelles, qui n'existaient pas dans le passé, empêchaient d'utiliser ce mot d'ordre en Italie aujourd'hui. Comme elle n'a pas rempli ce devoir élémentaire, comme elle a laissé dans l'obscurité les traditions de notre mouvement et, au lieu d'une clarification précise, lancé toutes sortes d'accusations générales contre l'opposition, elle a ainsi ouvert la porte aux plus étranges conceptions fausses dans l'esprit de ses propres partisans. Le résultat de cette politique ne s'est pas fait attendre. Un porte-parole obscur de la majorité a déclaré « *Oui, Trotsky était pour la république en 1931, mais parce que l'Espagne était un pays féodal* ». Pas une voix des rangs de la majorité ne s'est élevée pour corriger un tel analphabétisme politique.

Il faut le répéter une fois encore. Aussi longtemps que la majorité ne règle pas ses comptes politiques avec notre passé, aussi longtemps qu'elle ne déclare pas clairement quelles raisons spécifiques nous empêchent aujourd'hui d'utiliser un mot d'ordre que nous utilisions autrefois, mais s'oppose simplement à nous

avec des arguments et des accusations générales, la majorité doit être considérée comme en état de faillite politique.

« Les masses veulent les soviets ! »

L'argument selon lequel nous sommes « pour le socialisme » était si faiblard, si étranger à nos méthodes pour résoudre une telle question, que la plupart des orateurs de la majorité se sont sentis obligés de présenter quelque chose d'un peu plus concret. Ils ont découvert, bien qu'« à plus de trois milles miles d'ici » que les masses italiennes « veulent des soviets » et c'est pourquoi nous ne pouvons appeler à la proclamation immédiate de la République.

Cela signifie-t-il que nous sommes à la veille du passage du pouvoir d'Etat aux mains des soviets italiens ? Dans une telle situation, bien entendu, le problème de la monarchie aurait été réglé depuis longtemps ou aurait été dépassé et aurait perdu toute signification. Malheureusement, nous n'en sommes pas là. Il n'y a pas de soviets en Italie maintenant. Les masses italiennes ont encore très peu d'expérience pratique sur le fonctionnement et les potentialités de ces organismes. Le problème actuel est donc d'avoir des soviets. Comment en avoir ? Par l'action révolutionnaire des masses. Comment aider les masses à déchaîner leur énergie révolutionnaire et à **entrer dans la voie de l'action** ? Les soviets ne sont pas constitués parce que les masses sont intellectuellement convaincues d'avance de leurs avantages, parce que les masses se fixent l'objectif d'en avoir. Les soviets apparaissent à une certaine étape comme un instrument nécessaire de la lutte. Le but **objectif** de la lutte est évidemment d'établir une dualité de pouvoir et, plus tard, le pouvoir des soviets. **Subjectivement** cependant, dans la conscience des masses, les soviets apparaissent plus comme un moyen que comme une fin. C'est particulièrement vrai au début de la lutte. Et en Italie nous n'en sommes qu'au début.

Quels sont le but ou les buts **subjectifs** de la lutte à son début ? Il y en a beaucoup, de variés. L'expérience dans de nombreux pays, en remontant jusqu'en 1848, montre que de nombreux problèmes peuvent être pour les masses des incitations à l'action dans les premières étapes de la crise révolutionnaire. La pierre de touche d'un parti révolutionnaire est précisément sa capacité à saisir ces questions et à s'en servir comme d'une levier pour pousser les masses sur la voie de l'action.

Cela ne signifie pas du tout que la proclamation immédiate de la république soit l'unique, voire le principal mot d'ordre en Italie maintenant. Mais, même si le problème de la monarchie était secondaire, ce ne serait pas un argument pour condamner le mot d'ordre de république. De fait, le problème de la monarchie, selon moi, a été pendant les neuf derniers mois et est maintenant l'une des quatre ou cinq questions politiques majeures en Italie. Mais quel que soit le rang exact du mot d'ordre de la république dans notre programme, il lui **appartient**. Il est vrai que le problème pourrait être vite réglé, en quelques jours de lutte révolutionnaire des masses, surtout si un front militaire cessait de séparer le Nord et le Sud. Néanmoins le problème de la monarchie existe encore aujourd'hui : il existe depuis juin, il existait à l'époque de notre convention et seuls ceux qui fermaient volontairement et obstinément les yeux ne pouvaient le voir.

Si les soviets apparaissaient demain en Italie, la monarchie étant encore au pouvoir, la lutte contre elle perdrait-elle toute signification pour l'action révolutionnaire ? Cela dépend du rythme des événements. S'il n'est pas trop rapide, la dualité de pouvoir se manifesterait en tant qu'opposition de l'autorité centrale des soviets à la monarchie. La Cour deviendrait le centre de la réaction, le foyer des intrigues kornilovistes. La question de son existence sera un problème brûlant, même avec l'existence de soviets. Il y a bien sûr une possibilité, si le rythme est rapide, que les soviets soient si vite confrontés au problème du pouvoir que la question de la monarchie soit dépassée et oubliée avant même d'être réglée. Mais cela me paraît la moins probable des perspectives.

Quelles que soient néanmoins les variantes à venir, la réalité présente est encore l'absence de soviets. Le problème actuel est d'entrer dans la voie de l'action afin de former des soviets. Il n'y a pas la moindre contradiction entre l'orientation vers les soviets et la revendication de république. Tout au contraire, en luttant pour cette revendication, avec bien d'autres, les masses construiront leurs soviets.

A quelle étape sommes-nous en Italie ?

J'ai entendu répéter ici ou là l'argument suivant dans le parti : Zinoviev n'a-t-il pas en octobre 1917 menacé d'égarer le parti avec son orientation vers

l'Assemblée constituante ¹ ? Cela implique que l'emploi de revendications démocratiques en général et le mot d'ordre de république en particulier peuvent entraver le parti dans son offensive pour le pouvoir. Aussi surprenant que puisse être un tel argument, son examen nous aide à arriver au cœur de la question, qui est : « à quelle étape de la révolution italienne sommes-nous maintenant ? ». La réponse à cette question est une partie importante du problème de la détermination si le mot d'ordre de république est ou non juste. La majorité n'a donné à cette question aucune réponse claire, elle n'a même pas remarqué qu'elle se pose, mais en faisant ou en laissant circuler des arguments comme celui que nous venons de citer, elle a rendu la situation en Italie plus confuse avec la veille d'octobre.

J'ai essayé de répondre à cette question sur l'étape actuelle dans *La Situation européenne et nos tâches*. Utilisant le calendrier espagnol, j'ai fait une comparaison avec l'intermède Berenguer², essayant de montrer ressemblances et différences. Si on veut utiliser le calendrier russe, la question n'est pas « Sommes-nous à la veille d'Octobre en Italie ? » mais « Sommes-nous avant ou après Février ? ». Ma réponse à cette question est celle-ci : certains facteurs de la situation italienne nous placent après Février. Le plus important de ces facteurs a été la participation des staliniens et des socialistes au gouvernement. Mais d'autres facteurs nous situent avant Février : les masses italiennes ont encore moins d'expérience d'une lutte politique généralisée dans les rues que n'en avaient les masses russes après Février ; la monarchie existe toujours, et, de ce fait, les classes dirigeantes italiennes ont plus de centralisation et de cohésion que les classes dirigeantes russes n'en avaient après Février. Le résultat de cette analyse tend à prouver la justesse d'une offensive vigoureuse du parti révolutionnaire sur la question de la monarchie.

Certains camarades ont fait des objections à cette méthode d'établissement de points de comparaison entre l'Italie maintenant et des périodes révolutionnaires passées. La méthode, disent-ils, peut conduire à la conception

1. Allusion à la prise de position de Zinoviev contre l'insurrection faite au nom des soviets.

2. Le général Damasio Berenguer, qui avait commandé dans le Rif et était chef des "Hallebardiers de la Garde" fut quelque temps chef du gouvernement entre la chute du général Primo de Rivera et l'abdication d'Alphonse XIII.

d'étapes nécessaires. L'Italie montera, l'une après l'autre, les marches successives de l'échelle révolutionnaire. Cette objection ne me paraît pas juste. Dans la période où nous sommes entrés maintenant, les masses feront de temps en temps de grands bonds. Des problèmes qui auront stagné pendant des mois, des années, seront réglés en quelques semaines, quelques jours, même quelques heures d'intense passion révolutionnaire. C'est précisément le véritable caractère de toute période révolutionnaire. En outre le rythme ne sera pas le même partout et pas le même que dans les révolutions passées. Ici lentement, là rapidement, il portera la marque de circonstances spécifiques.

Quand tout cela a été dit cependant, cela ne signifie pas que tout peut arriver à tout moment. Les révolutions ont leur histoire naturelle, sinon, à quoi sert d'étudier le passé ? Nous essayons d'établir une correspondance entre les différentes étapes en Russie, en Espagne, en Italie, sans jamais oublier bien entendu que le rythme peut être plus rapide ou plus lent, que des étapes entières peuvent être sautées, etc. Analysant les Journées de Mai à Barcelone en 1937, L. Trotsky essaya de déterminer si elles étaient l'équivalent espagnol des journées d'octobre ou de juillet. Nous ne pouvons pas nous passer de cette méthode. Elle comporte une certaine relativité car les événements ne se répètent jamais exactement et il faut toujours être prêt à relever des différences possibles, mais abandonner la méthode comparative serait abandonner toute méthode dans la pensée politique.

A la question « A quelle étape sommes-nous en Italie maintenant ? » j'ai donné ma réponse en utilisant soit le calendrier espagnol soit le russe. Je souhaite seulement que des arguments soient présentés contre moi, me permettant de changer, de corriger ou de maintenir mon analyse, mais, de toute façon, aidant à clarifier la question. La majorité n'a pas fait le moindre effort dans cette direction, n'a jamais même considéré le problème — ce qui ne l'a pas empêchée de lancer contre ses opposants les accusations les plus effrontées et de laisser quelques-uns de ses membres ici ou là argumenter sur Zinoviev et la veille d'Octobre.

Positif et négatif

Certains camarades posent le problème de cette façon : « Nous pouvons très bien propager des mots d'ordre négatifs comme "A bas le roi !" mais appeler

“Pour la République”, c’est impossible ! » Et ils pensent qu’ils ont évité le péché d’opportunisme et sauvé leur âme.

L’argument principal pour la substitution d’un mot d’ordre négatif à un mot d’ordre positif, est que le matin qui suivra la proclamation de la république, les masses seront déçues par la république bourgeoise ; aussi ne pouvons-nous pas appeler pour quelque chose de positif. Malheureusement pour ceux qui proposent le mot d’ordre négatif, les mêmes arguments exactement peuvent leur être opposés : « Vous appelez à combattre le roi, le roi est renversé et les choses ne vont pas mieux. » La solution, bien sûr n’est pas dans le petit truc de substituer un mot d’ordre négatif à un positif, mais dans une bonne compréhension et utilisation du mot d’ordre.

Nous appelons à la république mais ne prenons jamais la moindre responsabilité pour la république qui naît des sales compromis entre les réactionnaires, les libéraux et les collaborationnistes. Le lendemain de la proclamation de la république, nous disons aux ouvriers : « Est-ce là la république pour laquelle vous avez combattu ? Est-ce pour cela que vous vous êtes battus dans la rue et avez forcé le roi à s’enfuir ? Non ! » Et nous développerons l’étape suivante de notre programme. Les masses nous prêteront l’oreille parce que nous aurons d’abord été avec elles dans leur premier combat. Le bolchevisme, le vrai bolchevisme est précisément la façon d’accompagner les masses dans leurs luttes, mais pas le mannequin sans vie qu’on est en train de fabriquer dans les bureaux centraux du SWP.

Je dois dire que si on leur accordait la même place et le même poids dans l’agitation et l’action du parti, les différences entre les deux mots d’ordre — le positif « pour la république » et le négatif « contre le roi » —, sont très minces. Si les camarades italiens, pour certaines considérations pratiques préféreraient le négatif, je ne passerais pas une minute à discuter ce changement et je l’accepterais volontiers. Cependant, les camarades italiens **ont adopté** le mot d’ordre positif de république et en ont fait le premier point de leur programme. Et quand certains camarades américains sur ce continent préfèrent le mot d’ordre négatif, ce n’est pas pour des considérations pratiques sur la scène italienne mais cette distinction est pour eux une sorte d’abri dont ils espèrent une protection contre les épouvantails de l’opportunisme dressés par la direction de la majorité.

C'est pourquoi nous devons discuter avec eux et les obliger à avouer leurs raisons.

Les évènements parlent

Depuis juin dernier, les journaux ont rapporté des dizaines d'incidents qui indiquent, même mieux qu'à la distance des « trois miles » que le problème de la monarchie est une question politique brûlante en Italie. Ces incidents montrent la colère des masses contre les complices de Mussolini, le roi et le prince héritier. Ils montrent aussi la servilité des partis officiels, stalinien et socialiste, sur cette question.

Nous allons ici nous arrêter un instant pour répondre à un argument d'un porte-parole secondaire de la majorité. Selon lui, nous ne pouvons utiliser le mot d'ordre de république parce que les socialistes et les communistes appellent aussi en faveur d'une république et nous devons « nous différencier ».

D'abord une question de fait. Il n'est pas vrai que le parti stalinien appelle maintenant à une république ou même dise quelque chose contre la monarchie. Pendant des mois, le parti socialiste s'est tu sur la question. En novembre dernier, Nenni ¹, un petit peu moins cynique que Togliatti ² s'est senti obligé de prononcer quelques phrases contre la monarchie.

Mais même si les collaborationnistes utilisaient le mot d'ordre de république, cela en soi ne nous empêcherait pas de l'utiliser. Très souvent, nous ne « nous différencions » pas par les mots d'ordre, mais nous « nous différencions » par les méthodes que nous préconisons pour leur réalisation. Nous disons clairement, à la différence des collaborationnistes, que nous préparons le règlement de la question de la monarchie, comme tout autre problème, par nos propres méthodes, l'action révolutionnaire des masses. Quand les staliniens dénonçaient en 1940 la guerre impérialiste, avons-nous éprouvé la nécessité de « nous différencier » en cessant de nous opposer à la guerre ? Assez là-dessus.

1. **Pietro Nenni** (1891-1980) était le chef du parti socialiste dans lequel l'hostilité à la monarchie s'exprimait avec beaucoup de vigueur.

2. **Palmiro Togliatti** (1893-1964) était revenu de Moscou et avait proclamé le "tournant de Salerne" qui mettait fin au combat des communistes en 1943 pour le départ du roi. Il préparait alors son entrée dans le gouvernement royal.

Une grande lumière a été faite sur cette question par le meeting du 12 novembre à Rome. Ce fut la plus grande manifestation politique jusqu'à maintenant depuis la chute de Mussolini. Relisons quelques phrases du *New York Times* :

« Le meeting était clairement anti-monarchie, pour ce qui concerne les sentiments du public. Bien que le Signor Nenni ait attisé ce sentiment, le Signor Togliatti était très attentif à ne pas se compromettre dans ce qui est devenu le problème le plus délicat de l'Italie. Toute référence possible à la monarchie, même indirecte, était accueillie par des sifflets, des cris et des huées ».

Le meeting de novembre était un tel coup à la structure politique tremblante de la majorité (du SWP) que ses porte-parole devaient trouver quelque explication. Jusqu'à présent, ils n'ont rien trouvé de mieux que ceci :

« Ce meeting était à l'occasion de la célébration de l'anniversaire de la Révolution russe, les masses montraient qu'elles étaient pour le socialisme ».

Comme cette explication est révélatrice de leur mentalité ! Au lieu d'essayer de découvrir dans les cris, les interruptions, dans ce que disaient les orateurs et dans ce qu'ils ne disaient pas, quelles questions préoccupent les masses, les porte-parole de la majorité acceptent simplement la version stalinienne du meeting

Selon le compte rendu du meeting par le *New York Times*,

« l'adresse du Signor Togliatti était très réservée. Elle était pleine de louanges pour la Révolution russe [...] Mais dès que c'était possible, la foule criait "A bas la monarchie", mais le dirigeant communiste prenait bien soin de ne pas mentionner ce sujet ».

The Militant aussi prenait bien soin de ne pas mentionner le sujet de la monarchie. Son compte rendu du meeting, dans le numéro du 25 novembre, répétait simplement l'interprétation officielle : « *les Masses italiennes célèbrent la Révolution russe de 1917* ». Pas un mot sur le caractère anti-monarchique du meeting. Peut-on l'imaginer ? Les masses italiennes confirmant au bon moment par leur action le pronostic de l'opposition ! Quelle impudence ! Une lettre du camarade Abe Stein, rappelant à la direction du journal le caractère évidemment anti-monarchique du meeting, fut enterrée.

Oui, les masses italiennes veulent le socialisme. Mais comment l'avoir ? Comment faire le premier pas ? Là-dessus, bien entendu, la majorité est aussi

muette qu'une carpe. Tout le problème est faussement transféré du plan de l'action à celui de la conviction. La question n'est pas simplement de convaincre les masses que le socialisme, c'est très beau, mais de les aider à faire le premier pas dans la lutte politique, de trouver les problèmes sur lesquels elles sont prêtes à se battre. Depuis juillet j'ai dit que l'un des plus importants de ces problèmes, c'était celui de la monarchie. Le meeting de novembre a confirmé mon pronostic autant qu'un pronostic politique puisse être confirmé. La réponse de la majorité, c'est « *Les masses veulent le socialisme et vous êtes un homme de lettres* ». Tout le monde peut apprécier la pertinence de cette réponse.

Depuis le meeting de novembre, de nouveaux incidents ont continué à confirmer l'importance du problème. Après l'évasion du bourreau fasciste Roatta ¹, il y a eu une grande manifestation politique à Rome le 6 mars. Où les masses sont-elles allées exprimer leur colère ? Au Palais du Quirinal, qui est la résidence de la famille royale. L'instinct révolutionnaire des masses romaines était plus juste que toutes les ratiocinations ultra-gauches. La manifestation tout entière avait un caractère anti-monarchique. La plupart des grands journaux ont été attentifs à ne pas mentionner cet aspect de la manifestation. Mais une dépêche de l'UP reproduite par exemple dans *Il Progresso Italo-Americano*, de New York, écrit : « Les manifestants criaient : "*Mort au roi ! Mort à Umberto* ² ! *A bas la Maison de Savoie !*" ». ».

Le problème de la monarchie a pris encore plus de poids politique qu'on ne pouvait s'en douter en juillet, quand j'ai écrit mon premier article sur le problème. Très vraisemblablement quand disparaîtra la ligne de front qui sépare le Nord du Sud, les événements accéléreront. Le destin de la monarchie italienne peut être scellé en quelques jours et la révolution italienne s'attaquera à de nouvelles tâches différentes. Mais, jusque là, la question reste à l'ordre du jour.

Ce n'est pas à nous, bien entendu, de décider ici, à New York, de tous les détails de l'utilisation du mot d'ordre de république. Nous pouvons laisser ça à nos camarades italiens. Mais les événements n'ont-ils pas suffisamment éclairé

1. Le général **Mario Roatta**, dit **Mancini** (1887- ?) avait été l'un des chefs des "troupes volontaires" italiennes en Espagne. Il fut ensuite nommé chef d'état-major par Mussolini puis limogé. Arrêté à la chute du Duce, il s'évada et se réfugia chez Franco.

2. **Umberto II** (né en 1904), fils de Victor-Emmanuel II était l'héritier du trône et certains à droite souhaitaient une abdication du père qui sauverait la dynastie.

cette question au cours des neuf derniers mois pour nous permettre d'adopter le mot d'ordre en lui-même.

La majorité de la direction du SWP a été empêchée d'accepter ce mot d'ordre non par manque d'information, mais par ses préjugés politiques. Rien ne révèle plus clairement cela que le fait qu'ils ont dissimulé les informations sur l'Italie. La presse du SWP a gardé le silence sur le caractère anti-monarchique du meeting du 23 novembre et autres manifestations politiques. La presse du SWP a pris quatre mois — et seulement après une motion minoritaire dans ce sens — pour publier le *Programme d'Action* de nos camarades italiens, qu'on a pu connaître à la fin novembre. Ce retard ne s'expliquait, autant qu'on puisse comprendre, que par une seule et unique raison, à savoir que le premier point de ce programme est la revendication de la république.

Quand des conceptions politiques erronées entrent en un conflit aussi aigu avec la réalité, il est grand temps de les abandonner. Il est grand temps de rejeter toutes les ratiocinations ultra-gauches. Il est grand temps de revenir aux traditions de notre mouvement. Il est grand temps d'entrer sur la route tracée par l'opposition.

New York, le 14 mars 1945

Felix Morrow

Lettre au Secrétariat européen

10 juillet 1945

Au Secrétariat européen

J'insiste auprès de vous sur la nécessité d'entreprendre une nouvelle approche de la situation, toute différente de celle que l'on trouve dans vos thèses de février 1944 et la résolution de janvier 1945.

Pour entrer tout de suite dans le vif de la question, ce qui était faux dans les thèses et la résolution, c'est que ses auteurs étaient ensorcelés par la situation « *objectivement révolutionnaire* ». C'est vrai qu'on peut trouver un ou deux paragraphes où ils reconnaissent bien qu'il faut un parti révolutionnaire. Mais même ces paragraphes-là révèlent le caractère erroné de l'approche d'ensemble. Tout le poids des documents vise à décrire le caractère révolutionnaire de la situation, et ensuite, presque enfoui dans ce tableau flamboyant de la révolution qui vient (et a déjà commencé) : « *La seule chose qui manque dans les principaux pays d'Europe, c'est de véritables partis révolutionnaires* ».

Le résultat inévitable d'une telle approche est que votre conception des perspectives est dictée par votre préoccupation de la situation « *objectivement*

révolutionnaire » et n'est même pas modifiée par le fait que vous reconnaissez le besoin d'un véritable parti révolutionnaire.

Pour le démontrer, laissez-moi citer quelques exemples des thèses de février 1944 :

1. « *Avec une nécessité inexorable, la guerre impérialiste se développe vers sa transformation inévitable en guerre civile* ». Ici, l'exhortation de Lénine à transformer la guerre impérialiste en guerre civile est devenue une fonction objective du processus social indépendamment de l'intervention du parti révolutionnaire (qui, en fait, n'existe pas encore).

2. Etendant cette situation objectivement révolutionnaire à l'Union soviétique, vous concluez que « *le développement rapide des événements révolutionnaires et la situation en URSS vont créer toutes les conditions pour une rupture entre les masses et les dirigeants staliniens* ». Mais cette rupture à l'intérieur de l'Union soviétique peut-elle se produire sans la direction d'un parti révolutionnaire ? Et existe-t-il un tel parti ? Vous ne mentionnez même pas ici le problème du parti révolutionnaire en Union soviétique. Faisant de la révolution une fonction objective du processus social, vous en arrivez à l'idée ahurissante que « *l'utilisation à une grande échelle de l'Armée rouge comme force contre-révolutionnaire est exclue* », et que la bureaucratie soviétique sera incapable « *de contrôler les mouvements révolutionnaires que l'occupation et même l'approche de l'Armée rouge vont déclencher dans les pays d'Europe centrale et orientale* ».

3. « *La révolution allemande demeure la colonne vertébrale de la révolution européenne* ». « *Les masses ne se borneront pas à quelques conquêtes illusoires. Le prolétariat allemand, plus fort que jamais numériquement, plus concentré que jamais, jouera dès le début un rôle décisif. Les comités de soldats dans l'armée et les conseils d'ouvriers et de paysans à l'arrière se dresseront pour opposer au pouvoir bourgeois le pouvoir du prolétariat. Il existera les conditions les plus favorables pour une victoire du mouvement révolutionnaire* ». Vous écrivez tout cela sans même une seule référence au fait que le prolétariat allemand commencera à vivre après la défaite des nazis, sous l'occupation militaire et sans parti révolutionnaire, et sans faire la moindre tentative pour apprécier le niveau de conscience de classe du prolétariat allemand après onze ans de nazisme. N'est-ce pas un clair exemple de la façon d'apprécier un développement révolutionnaire sur la seule base des facteurs

objectifs, sans tenir compte des facteurs subjectifs ? (Et vous négligez le facteur objectif qu'est l'occupation militaire).

Tout à fait consterné quand j'ai vu pour la première fois cette approche erronée dans les thèses, je me suis consolé en pensant qu'elles avaient été écrites dans les conditions de l'occupation nazie, où on manquait tant d'informations et où il y avait un impérieux besoin d'entretenir pour l'avenir de grands espoirs. Mais la résolution de janvier 1945, écrite dans des conditions tout à fait différentes, commence par confirmer les perspectives de février 1944, répète la formule sur « la nécessité inexorable » qui transforme la guerre impérialiste en guerre civile, etc.

Elle a été écrite par vous après la terrible défaite en Grèce et pourtant vous écrivez : « *Les récents événements en Belgique et en Grèce constituent la première phase de la révolution qui a effectivement commencé dans ces pays* ». La défaite devient la preuve de « *la première vague de la révolution qui a commencé* ». Ce pourrait être vrai si la révolution était une fonction objective du processus social. Mais comme elles sont faites par des ouvriers de chair et de sang, la défaite grecque s'est révélée très dissuasive pour les ouvriers d'Europe, pesant lourdement sur eux en suggérant que leurs luttes pourraient connaître le même sort, et pesant d'autant plus qu'il n'existe pas de parti révolutionnaire (c'est-à-dire un parti assez grand pour les atteindre et s'en faire écouter) pour leur expliquer pourquoi le prolétariat grec a été battu, alors que ce n'était pas fatal, essentiellement à cause du stalinisme.

J'espère avoir prouvé mon affirmation que les thèses et la résolution reposent sur une conception fausse. J'ajouterai que la prochaine résolution du Secrétariat européen ne devrait pas en toute honnêteté passer sous silence les erreurs des premiers documents mais au contraire les relever et expliquer pourquoi elles ont été commises.

Ce qui est nécessaire de façon urgente aujourd'hui c'est de tirer toutes les conséquences nécessaires du fait que nos cadres sont peu nombreux et que les grandes masses, dans la mesure où elles sont politiquement actives, suivent les partis socialiste et communiste. Cette façon d'aborder les problèmes, si elle est systématiquement employée, n'ignore pas la situation objective mais la subordonne en la mettant à sa place.

Une des premières conclusions à tirer est — nous devons le dire ouvertement — que l'on ne peut comparer la situation actuelle avec le lendemain de la dernière guerre. Nous ne répétons pas 1917-1923. Nous sommes dans une situation bien plus arriérée.

A l'époque, la révolution d'Octobre faisait toute la différence. Elle était l'inspiration pour la révolution allemande. Cela signifiait que, sous l'inspiration de l'exemple du parti bolchevique russe on pourrait très rapidement créer, bien que partant presque de zéro, des partis révolutionnaires de masse en Allemagne, France, etc.

Maintenant cependant nous ne pouvons nous attendre à un tel processus, Au lieu de partis révolutionnaires de masse affrontant des partis réformistes de dimension à peu près égale, notre petit nombre de cadres est confronté à des partis révolutionnaires de masses. En France, nos quelques centaines affrontent un parti stalinien de presque un million ! Dans ces conditions pouvons-nous passer directement à la construction d'un parti révolutionnaire ? Ou nous faut-il entrer dans un des partis réformistes, y constituer une fraction et travailler en direction d'une scission d'où nous sortirions avec des forces suffisantes pour commencer sérieusement à construire le parti révolutionnaire ?

Il est certainement trop tard pour poser cette question. On aurait dû la poser il y a deux ans, certainement il y a un an. Au plénum d'octobre 1943 il était déjà clair pour moi que les événements d'Italie démontraient que, dans toute l'Europe, les partis communistes et socialistes émergeraient comme les partis des masses, mais je n'ai pas tiré les conclusions de ce fait concernant la question : parti ou fraction. Il est bien entendu impossible de répondre pour tous les pays de façon uniforme sur la base de la situation générale. Mais j'affirme qu'en Italie où le PS dispose de masses énormes, nos camarades n'auraient jamais dû former un parti mais auraient dû aller (dans la majorité des cas, auraient dû rester) dans le Parti socialiste. J'affirme aussi que ce serait une terrible erreur si nos camarades allemands essayaient de former tout de suite en Allemagne un parti à eux ; leur place est dans le parti socialiste.

En Belgique le Parti ouvrier est encore le parti des masses. Je suis sûr que dans la fraternité des jours de la libération, nos camarades auraient pu y entrer en tant que fraction, avec leur propre journal, Aujourd'hui, pas de doute que ce serait bien plus difficile, mais j'ai idée qu'on pourrait encore le faire. En tout

cas, je propose qu'on étudie cette question sans préjugé et avec un froid réalisme.

En France, le problème est peut-être plus compliqué. Mais au lieu de considérer les difficultés, regardons froidement le fait que notre parti est ridiculement petit. Peut-être que l'entrée directe dans la SFIO ne serait pas possible, mais on peut trouver une autre voie — par exemple, par un accord avec l'aile Malraux du MLN.

Je n'affirme pas a priori que l'entrée est impérative et qu'elle peut être réalisée dans tous les pays cités. Une enquête, de vous et de ceux qui sont dans ces pays devrait déterminer les faits. Mais ce que je réclame, c'est qu'on reconnaisse réellement le problème et une enquête sérieuse sans réserves d'avance.

Si le coût de l'entrée est dans certains cas la perte temporaire d'un organe public de fraction et/ou aucune garantie contre l'entrée, rappelez aux camarades qu'aux EU nous sommes entrés sans aucun organe et sans fraction reconnue. Pendant un temps, nous étions dans un « caucus » avec ces misérables prétendus Militants qui nous accordaient à peu près un article inoffensif par mois dans leurs organes hebdomadaire et mensuel. Deux ou trois bonnes brochures peuvent servir de substitut à un organe public de fraction pendant un temps. Il serait très avantageux de vivre pendant un temps dans une des fractions « de gauche » au lieu d'en avoir ouvertement une à nous.

En tant que membres loyaux du parti socialiste, vous pourrez entrer directement en contact avec les ouvriers du parti communiste, ce qui ne vous est guère possible aujourd'hui.

Je pourrais continuer sur cette question mais j'abandonne tout commentaire jusqu'à ce que je puisse saisir concrètement vos objections, s'il y en a.

Que ce soit dans le parti socialiste ou à l'extérieur, la façon première d'aborder les membres des partis socialiste et communiste doit être adaptée non à notre estimation de la situation mais à leur conscience. Tous les camarades seront d'accord avec cette formule générale, mais peut-être pas avec tous les exemples que je propose.

Un exemple est la question de la monarchie en Italie et en Belgique.

J'aimerais savoir pourquoi le programme d'action du parti belge se tait sur la monarchie. Si ma mémoire est bonne, la revendication d'une république démocratique était dans le programme d'action de 1934-36. Pourquoi n'est-elle pas dans l'actuel ? Le problème des problèmes est d'arracher les masses au PS et au PC. La façon de le faire est l'une des questions politiques vitales qui se posent maintenant et qui apparaissent vitales aux masses, et non pas les questions que nous jugeons vitales. Même depuis l'expulsion des nazis et avec Léopold¹ hors du pays, la question de son retour remuait. Il semble clair que les masses avaient là-dessus un sentiment très fort. Quand il a essayé de revenir, que devons-nous faire ? Condamner les ministres du PS et du PC pour avoir dit qu'ils démissionneraient s'il revenait et revendiquer au contraire qu'ils restent dans le gouvernement, en chassent les ministres royalistes, arrêtent la famille royale et proclament la république démocratique. En d'autres termes, transformer la querelle sur Léopold en question de l'abolition de la monarchie. Ce serait en concordance avec les sentiments des masses et leur apparaîtrait comme une revendication raisonnable et réalisable adressée à leurs dirigeants.

Les thèses du Secrétariat européen s'étendent longuement sur l'Italie mais là pas plus que dans la résolution il n'y a de référence à la revendication de république démocratique en Italie. Pourtant la question y est posée de façon encore plus aiguë qu'en Belgique, de façon si aiguë que le PS et le PC doivent l'admettre du bout des lèvres. Heureusement notre parti italien comprend cette question : la revendication de la république démocratique figure dans son programme d'action. Mais je crains qu'il ne soit trop isolé des masses pour aller jusqu'au bout (et peut-être le fait qu'ils n'y sont pas encouragés par le reste de l'Internationale fait que les camarades italiens hésitent à se concentrer sur cette revendication). Si nous avons une fraction dans le PS, ce pourrait être très fructueux que d'opposer le comportement présent à l'égard de la monarchie des ministres socialistes avec leur reconnaissance verbale de la lutte contre la monarchie ; exiger que la presse du PS et du PC se concentre sur la

1. Le roi des Belges, **Léopold III** (1901-1983), avait signé, malgré son gouvernement, la capitulation de l'armée belge le 28 mai 1940. Les occupants l'avaient emmené en Allemagne.

revendication de mettre bas la monarchie ; demander des manifestations pour obliger Umberto à abdiquer, etc.

La question de la monarchie nous permettrait de dire aux membres du PS et du PC : vos dirigeants promettent de vous conduire un jour au socialisme et en même temps soulignent les difficultés qui empêchent d'y aller maintenant ; mais ces difficultés ne nous empêchent pas d'en finir maintenant avec la monarchie ; les dirigeants et un programme qui ne peut même pas se débarrasser de la monarchie, peut-on leur faire confiance pour nous conduire au socialisme ?

Je donne l'exemple de la question de la monarchie seulement parce qu'elle manque de façon éclatante dans vos documents. Mais même les revendications démocratiques que vous mentionnez, vous le faites de telle façon que je ne peux m'empêcher de penser que c'est pour la forme. Par exemple vous mentionnez la revendication d'Assemblée constituante mais vous vous dépêchez d'ajouter « *Par ailleurs, lancer de tels mots d'ordre au milieu d'une crise révolutionnaire, alors qu'il existe déjà réellement des éléments de double pouvoir serait la plus impardonnable des erreurs* ». De nouveau vous vous laissez fasciner par votre idée d'une situation « objectivement révolutionnaire » et sans considérer l'effet sur cette situation qui fait que le parti révolutionnaire n'est qu'un cadre minuscule. Dans un autre paragraphe, vous dites que « *dans la période actuelle le programme économique et démocratique "minimum" est très vite dépassé par la logique même de la lutte de classes elle-même* ».

Je puis hasarder une prédiction, chers camarades : que le programme « minimum » ne sera pas dépassé en France avant que vous ayez gagné le statut d'un parti légal et que *La Vérité* soit un journal légal.

Tout doit être subordonné à la lutte pour la légalisation aujourd'hui en France. Un ou deux numéros de *La Vérité* ont été excellents à cet égard, particulièrement celui qui était consacré à la lettre *Liberté de la Presse*. Mais ni de *La Vérité* ni d'une autre source, je n'ai eu l'impression que le parti français se battait réellement et systématiquement pour sa légalisation.

Un tel combat exige entre autres un comité de défense tout à fait légal au nom duquel agir. Je pense que je comprends un peu les difficultés à Paris aujourd'hui, mais je suis certain que certains hommes de lettres comme Gide, certains politico-littéraires comme Malraux, etc. peuvent être amenés à signer de leurs noms comme membres d'un comité de défense ou d'une pétition réclamant

la légalisation de *La Vérité*. Avec cette couverture légale, les membres du parti peuvent être mobilisés pour le porte-à-porte afin de réunir des noms. *La Vérité* ou son successeur peut être pleine de lettres soutenant votre campagne, non seulement de grands noms mais aussi des ouvriers ordinaires. Vous devriez demander aux partis anglais et américain de mettre en circulation ces pétitions rassemblant des hommes connus pour une pétition à de Gaulle pour la légalisation de *La Vérité*, et publier ce matériel en France. En un mot, les techniques habituelles du travail de défense.

Avant que vous puissiez espérer réussir une telle campagne, vous devez y croire et convaincre les membres du parti qu'elle est importante et qu'elle peut réussir. Pour ma part, j'en suis certain. Il n'existe aucun obstacle infranchissable. Si vous faites la campagne à fond, vous pouvez pourrir suffisamment la vie aux dirigeants SFIO et CGT pour qu'ils s'en occupent eux-mêmes — et ils ont de bonnes raisons qui leur sont propres de souhaiter de voir légaliser les trotskystes —, demander à quelqu'un de l'entourage de de Gaulle de s'occuper de cela. La France entre dans une période de parlementarisme ; si éphémère dût-il être et dans une telle période, vous devez être capables, si vous en comprenez la nécessité, de gagner votre légalisation.

Pendant le combat pour la légalisation, n'ayez pas peur de faire apparaître entièrement *La Vérité* pour un organe combattant pour rien de plus que la démocratie réelle. C'est un combat pour un grand enjeu aujourd'hui ! Ce devrait être une période où, au lieu de critiques négatives de la SFIO, du PC et de la CGT, vous devriez apparaître comme des gens qui les pressent de se lancer dans des actions positives. N'ayez pas peur si tous vos articles ne se terminent pas en disant que ces directions ne vont pas faire ce que vous proposez et que vous allez semer des illusions. Les illusions existent et vous ne pouvez rien y ajouter. Au contraire, si vous convainquez un ouvrier qu'on peut faire quelque chose de positif et que son parti ne le fasse pas, vous lui aurez enseigné à critiquer son parti.

Deux exemples. Appelez les organisations ouvrières à inspirer les ouvriers à se rassembler lors des votes aux élections en passant un accord entre elles pour l'élection d'un représentant des travailleurs comme président provisoire de la France. Prenez la revendication sans conviction de la Résistance en faveur de la démocratisation de l'armée et expliquez réellement sa nécessité profonde, la

leçon en ce qui concerne les pétainistes, rassemblez toutes les histoires horribles sur les pétainistes qui dirigent encore l'armée, les royalistes etc. Expliquez l'urgent besoin de réunions politiques des soldats, leur besoin de se protéger en ayant des délégués. Ne prenez rien pour acquis mais discutez de chaque question comme si les ouvriers n'en avaient jamais entendu parler. Donnez-lui un vernis légal en demandant que les délégués ouvriers dans la prochaine assemblée l'incluent dans la nouvelle constitution. Au lieu de continuer, laissez-moi vous renvoyer au *Programme d'Action* de 1934 pour la France, pratiquement tout ce qui est aujourd'hui à l'ordre du jour. Mais avant de pouvoir l'appliquer, il faut vous débarrasser de toutes les traces d'une conception d'une « situation objectivement révolutionnaire » aujourd'hui. L'absence du parti révolutionnaire — et il est absent — change toute la situation. Au lieu de dire « *Il ne manque que le parti révolutionnaire* », nous devons dire au moins entre nous : « *L'absence de parti révolutionnaire transforme des conditions, qui autrement, seraient révolutionnaires, conditions dans lesquelles on doit combattre, sur le plan de l'agitation, pour les revendications les plus élémentaires* ».

Je dois m'arrêter là. Mais j'espère continuer bientôt.

Chaleureuses salutations,

Felix Morrow

Les Départs

Baufrère, Marcel dit Danjou, Lestin, Liber, Marceau, Yvain (1914-1998)

Marcel Baufrère était né à Paris le 28 juin 1914. Il y est mort le 1er juin 1998. Il était né de parents pauvres et fut orphelin de guerre en 1916. Il fut alors soutenu matériellement et moralement par son grand-père. Boursier, il passa le brevet élémentaire avant de commencer à travailler comme manœuvre, employé de banque, puis postier et, tout en sympathisant avec le PC, il adhéra aux JS à Saumur où il n'y avait ni PC ni JC. Il y rencontra au tournant des années vingt le vétéran Louis Bouët, dirigeant de la Fédération unitaire de l'Enseignement, qui avait rompu avec le PC au cours du développement du stalinisme. Il subit fortement son influence, qui le conduisit indirectement au trotskysme, à l'égard duquel le vieux militant était pourtant réservé. La bibliothèque de Louis Bouët fut l'outil décisif du choix de vie de Marcel Baufrère.

Il rejoignit le Groupe bolchevik-Léniniste à l'intérieur de la SFIO en 34-35, mais y resta après son exclusion ; en octobre 1936, il démissionna publiquement des JS et du parti socialiste et rejoignit les JSR et le POI, entraînant avec lui les deux tiers des Jeunesses socialistes de Saumur. Il fut très actif contre les procès de Moscou. Venu à Paris où il travaillait comme postier à la recette principale, il fit partie de la direction, bureau politique de la JSR et comité central du POI., et devint en décembre 1938 le gérant de *Révolution*, ce qui lui valut des poursuites judiciaires. En mai-juin 1939, comme ses camarades de parti, il rejoignit à contre-cœur le PSOP (Parti socialiste ouvrier et paysan) de Marceau Pivert. Il fut inculpé d'« atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat » pour un article sur le Maroc, arrêté, révoqué des PTT, et condamné à un an de prison. Libéré le 28 juin 1940, il fut l'un de ceux qui réorganisèrent l'organisation trotskyste à partir du POI, d'abord à Paris, puis à Bordeaux, enfin en Bretagne où il dirigea le travail de fraternisation en direction des soldats allemands.

Arrêté, sévèrement torturé, déporté en janvier 1944 à Buchenwald où il dut son salut à des militants allemands, libéré en avril 1945, il participa à l'élaboration de la Déclaration des communistes internationalistes de Buchenwald, du 20 avril 1945. A sa libération en 1945, il fit partie de la direction du PCI et se révéla un exceptionnel orateur. Il rompit en 1948, dans l'affaire du RDR, mais conserva idées et amitiés. Démissionnaire de la CGT en 1952, il passa à la CGT-FO. Pendant trente-trois ans, il fut chef des informations sociales à l'AFP, un grand professionnel et un excellent camarade.

Braudo, Michel dit Leclair, Jean Lefebvre (1912-1998)

Michel Braudo était né à Saint-Petersbourg le 14 octobre 1912. Il est mort à Rueil-Malmaison le 9 juin 1998. Sa famille s'était coupée en deux lors de la Révolution, son père, qui était commerçant, revenant en France et sa mère, d'origine russe restant en Russie soviétique. Son beau-père Bronislav Ioulévitch Kouditch, ancien consul d'URSS à Constantinople devait être exécuté en 1938, et sa mère Elena Romanovna, fut victime des purges staliniennes après 1947.

Lui-même émigra en 1927 et trouva du travail à Paris, comme employé, puis comptable. Il adhéra aux Jeunesses socialistes en 1932, devint membre de la CE et délégué à la Propagande de l'Entente de la Seine qui en était l'aile marchante. L'année suivante, il se lia à Fred Zeller qui venait de lancer *Révolution*. Il collabora également à la revue *Combat marxiste* et se lia au groupe que dirigeait Fred Zeller dans la Fédération de la Seine, ce qui le conduisit en 1935 au GBL (Groupe bolchevik-léniniste) de la SFIO, en 1936 à la JSR, (Jeunesse socialiste révolutionnaire) puis POI (Parti ouvrier internationaliste). En 1939, il refusa de rejoindre le PSOP et milita pendant la guerre dans ce qui restait du POI, dirigeant son travail clandestin à Lille où il vécut entre 1942 et 1945 et avec les débris duquel il rejoignit la fusion qui donna naissance en 1944 au PCI (Parti communiste internationaliste) qui l'élit à son comité central en 1946. Il le quitta en 1947 pour rejoindre le RDR (Rassemblement démocratique révolutionnaire). D'abord militant syndical chez les employés à la CGT, il passa à la CGT-FO lors de la scission syndicale de 1947 et, après une longue interruption de son activité politique, adhéra de nouveau au Parti socialiste en 1973.

Gould, Nathan dit Anton, Natie (1913-1997)

Natie Gould, qui était né en 1913, est mort le 10 novembre 1997. Membre à dix ans de l'organisation des enfants communistes, les Pionniers, il rejoignit ensuite les JC (YWL) en 1928 et, exclu comme trotskyste, adhéra peu après sa fondation à la Communist League of America et devint l'organisateur à Chicago de son organisation de Jeunesse, la Spartacus Youth League. Avec ses camarades trotskystes, il entra dans le Socialist Party en 1934 et chez les Yipsels (Young people Socialist League) dont il fut secrétaire à l'organisation à Chicago, puis secrétaire national en 1938. Il était en même temps membre du SI de la LCI. Il se rendit en Europe pour discuter de la décision de proclamer la IVE Internationale dès 1937, puis au Mexique auprès de Trotsky en 1938. Il suivit Shachtman dans son opposition puis dans la scission de 1940.

Pendant la Deuxième Guerre Mondiale, il fut engagé volontaire dans les groupes de choc. Grièvement blessé, il demanda à y servir à nouveau, voulant aller jusqu'au bout de l'expérience de la guerre. Après sa démobilisation, il consacra son activité à des organisations d'aide aux grands blessés.

(Remerciements pour les informations inédites contenues dans cette notice à notre ami et camarade qui fut aussi le sien, Morris Slavin).

Lovell, Frank dit Frederick Lang (1913-1998)

Frank Lovell était né à Ilpava (Ill) le 24 juillet 1913. Il est mort à New York le 1er mai 1998. Fils d'un petit entrepreneur, il fut étudiant en philosophie à Berkeley et, inspiré et entraîné par la grève de San Francisco, s'engagea en 1934 dans le mouvement ouvrier, adhérant en 1935 au WPUS dont faisaient partie les trotskystes et que dirigeaient J.P. Cannon et A.J. Muste. Devenu marin militant au SUP (Sailors Union of Pacific), il fut l'un des principaux constructeurs de la « fraction maritime » du Socialist Workers Party, qui l'avait élu à son comité central lors de son congrès de fondation, milita plusieurs années à Portland. Pendant la guerre, marin de commerce participant au transport en direction de l'URSS, il survécut miraculeusement au torpillage de son navire. Il

fut ensuite pendant des années responsable des informations sociales dans *The Militant*. A la fin ces années 40, il habita à Portland où il éditait un journal syndical d'opposition et de lutte contre la chasse aux sorcières, *The Defender*. Au début des années 50, il s'installa à Detroit, travailla comme ouvrier et milita au sein de l'UAW, animant dans la ville un Forum socialiste. A la fin des années 60, il s'installa à New York, devint responsable du travail syndical du SWP. Au début des années 80, il fut exclu avec une grande partie de la « Vieille Garde » du SWP dans la « chasse à la sorcière » menée contre les anciens. Il fut en 1983 l'un des créateurs du *Bulletin in Defense of Marxism*, puis l'un des animateurs de la Fourth International Tendency (FIT) rejoignant après la dissolution le groupe *Solidarity*, militant en faveur d'un Labor Party et se passionnant pour les mouvements d'opposition dans les syndicats comme celui des TDU chez les teamsters. Il s'occupa également d'une fondation pour aider financièrement les institutions servant à l'histoire du mouvement.

Santiago, Pilar (1914-1998)

Pilar Santiago était née à Barruelos (Palencia). Elle vient de mourir à Barcelone. Fille de famille modeste, elle devint institutrice et milita très jeune dans l'organisation syndicale, la Federación de Trabajadores de la Enseñanza où elle connut son mari, Juan Hervas, qui était membre de la direction du POUM. Elle fut l'une des principales propagandistes de ce parti pendant la première année de la guerre civile, profondément atteinte par l'assassinat de son mari, enlevé et assassiné, sur le front d'Aragon où il était commissaire, par des tueurs staliniens. Après la guerre, elle émigra en France puis au Mexique, où elle fut éducatrice spécialisée au fameux Colegio de Madrid pendant plus de trente ans. Revenue en Espagne en 1977, elle conserva jusqu'au bout sa passion révolutionnaire et sa fierté d'avoir appartenu au POUM.

OEUVRES DE LÉON TROTSKY

C'est en 1978 qu'est paru le premier volume de la publication de l'Institut Léon Trotsky, les *Œuvres*, de mars à juillet 1933, premier volume de la première série des oeuvres d'exil du révolutionnaire russe, publiées sous la direction de Pierre Broué.

De 1978 à 1980, l'Institut Léon Trotsky a ainsi publié sept volumes qui reposaient sur les écrits publiés de Léon Trotsky, la partie « ouverte » des archives de Harvard et différentes archives à travers le monde.

Depuis 1980, à partir du volume 8, le travail qui a été épaulé par la R.C.P. 596 puis la Jeune Equipe « Histoire du Communisme » du C.N.R.S., repose désormais principalement sur la partie « fermée » des papiers d'exil de Trotsky, à la Houghton Library de l'Université de Harvard.

La première série de cette publication s'est terminée avec le volume 24 en septembre 1987.

La nouvelle série est commencée avec les volumes I, II et III : elle couvrira la période de 1928, l'exil de Trotsky à Alma-Ata, jusqu'en 1933, l'appel à la construction de la IV^e Internationale. On a également prévu des volumes de compléments, sur la base de la partie « fermée » pour 1933-1935.

On peut se procurer les volumes des Œuvres en s'adressant à l'administration des Cahiers Léon Trotsky ainsi qu'aux librairies de la Selio, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, Paris (10^e), et de la Brèche, 9, rue de Tunis, Paris (11^e).

ISSN 0181 - 0790

Prix : 90 F

Cahiers Léon Trotsky □ Institut Léon Trotsky